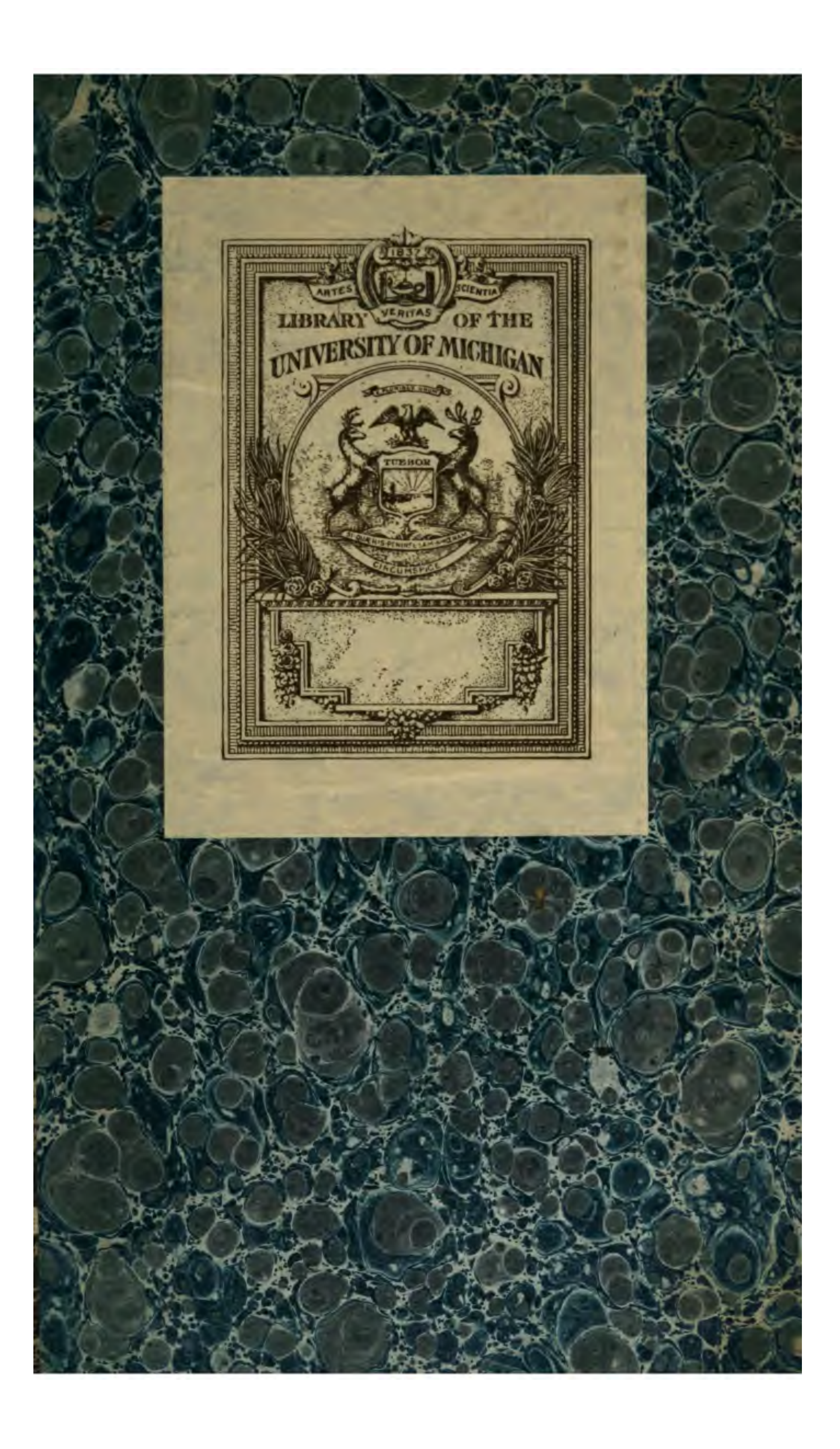
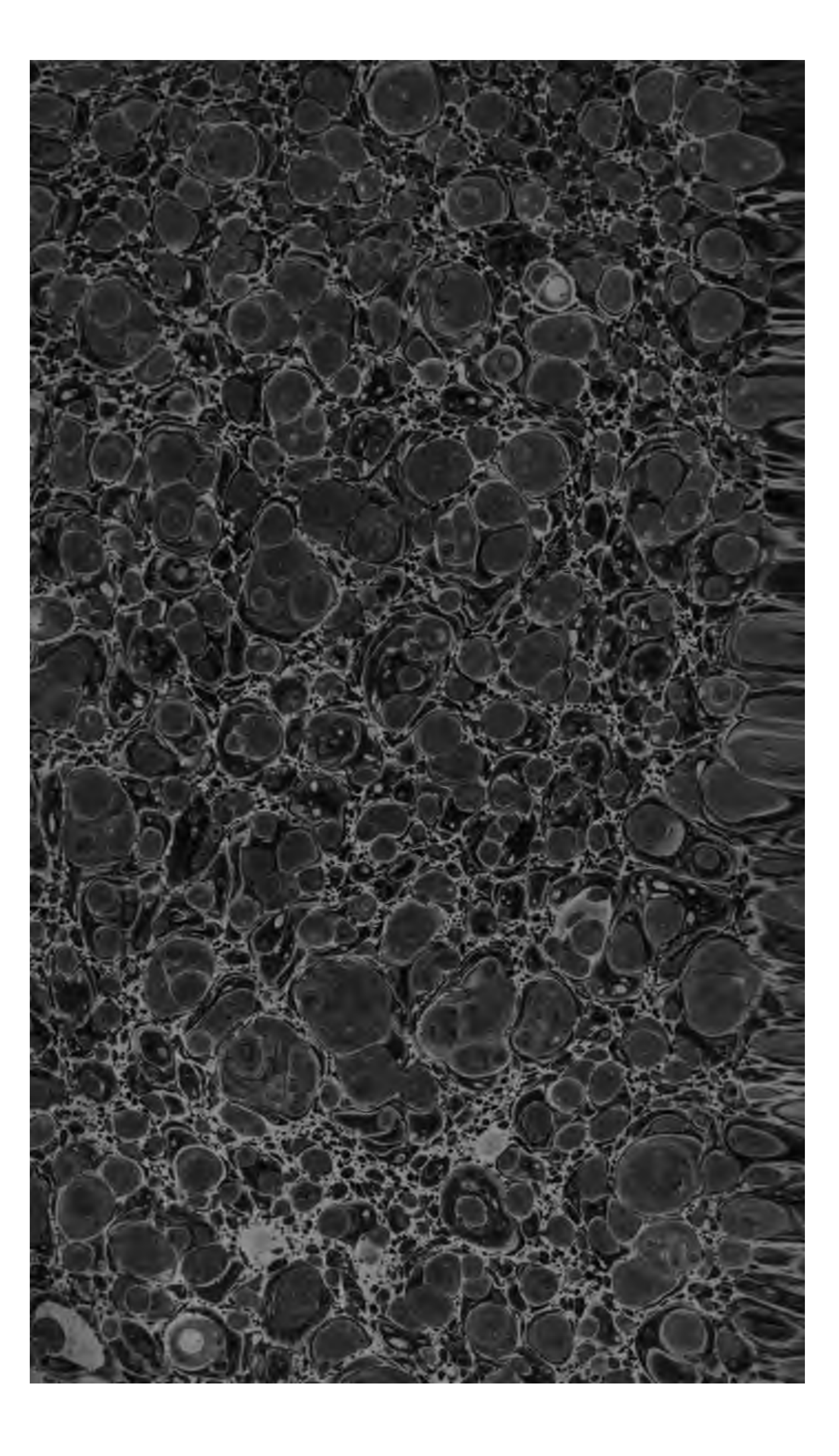

BUHR A
a39015 01808576 4b


1837
ARTES
VERITAS
SCIENTIA
LIBRARY OF THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN
TUEBOR
CIRCUMSPICE



QUINZE ANNÉES
D'UN PROSCRIT.

TOME III.

IMPRIMERIE DE H. FOURNIER,
RUE DE SEINE, N. 14.

QUINZE ANNÉES

D'UN

PROSCRIT

PAR LE GÉNÉRAL

GUILLAUME DE VAUDONCOURT.

> Damnatos fidei crimine, gravissimo inter desciscentes. Tacit., *Histor.*, I, 69.
>
> Condamnés pour le crime de fidélité, le plus grave aux yeux des transfuges.

TOME TROISIÈME.

PARIS,

DUFEY, LIBRAIRE, RUE DES MARAIS-ST.-GERMAIN, N. 17.

M DCCC XXXV.

QUINZE ANNÉES
D'UN PROSCRIT.

CHAPITRE X.

État de l'Italie. — Projet que je conçois à ce sujet. — Entrevue du prince Eugène avec l'empereur Alexandre. — Quelque chose sur mon procès. — Sur Louvel. — Conversation avec le prince Eugène. — Caractère de la révolution de Naples. — Je quitte Munich. — Je me rends à Lausanne. — Influence de la situation de Naples sur l'Italie. — Révolution du Piémont. — Abdication du roi. — Désertion du prince de Carignan. — Mouvement en France. — Projet que je conçois. — Je vais à Genève. — Je pars pour Turin.

Je continuai à me livrer à Munich à mes travaux littéraires : je préparai les matériaux pour un ouvrage destiné à compléter l'Essai sur les mœurs et l'esprit des nations, de Voltaire, en

embrassant l'époque qui a précédé Charlemagne, à partir des plus anciens monumens historiques connus; je réunissais les matériaux pour l'histoire des guerres de 1814 et 1815 en France; je publiais celle de la guerre de 1813 en Allemagne. Mais au milieu de ces occupations pacifiques je ne perdais pas de vue l'état politique de l'Europe. Je voyais, de près, se développer en Bavière cet esprit libéral, qui aujourd'hui s'étend sur toute l'Allemagne. Je voyais renaître à la liberté civile et aux lumières, grandir à vue d'œil les facultés intellectuelles des peuples que le joug pesant du despotisme et la torpeur qui en est la conséquence, avaient fait croire réduits à un état d'abrutissement; tant il est vrai que la liberté et l'égalité sont pour l'homme, de même que les rayons bienfaisans du soleil pour les plantes, le seul élément de vie, de vigueur et de prospérité. La situation de l'Italie ne m'échappait pas davantage, par les fréquentes relations que j'avais avec des hommes venant de ce pays. Chacun

peignait le désir des Italiens de reconquérir leur nationalité et leur liberté ; chacun exprimait les sentimens d'attachement des peuples du royaume d'Italie pour le prince Eugène, et leurs regrets de ne plus le voir à leur tête.

De mon côté je n'ignorais pas que l'agrandissement de l'Autriche en Italie devait exciter la jalousie de la Russie, sa rivale naturelle toutes les fois qu'un danger commun ne les réunira pas. En 1813, il avait fallu abandonner l'Italie à l'Autriche, qui en faisait la condition *sine quâ non* de sa rupture avec la France, et du lâche sacrifice du gendre et du petit-fils de son souverain. La Prusse, dont la tendance naturelle est de pousser l'Autriche en Italie, pour la remplacer en Allemagne, se prêta volontiers à une cession qui pouvait devenir un acheminement à ses projets futurs. Mais la Russie ne fit que plier sous une nécessité, afin de se soustraire à un danger imminent. J'avais connu à Pétersbourg le comte de Pahlen, que je retrouvai ambassadeur de Rus-

sie à Munich. C'était un homme éclairé, d'un caractère décidé, doué d'assez de perspicacité pour bien apercevoir et saisir la combinaison d'une idée ; j'étais assez lié avec lui pour m'ouvrir sans crainte de me trouver compromis par l'usage qu'il ferait de mes plans. Quelques conversations que j'eus avec cet homme d'Etat, me convainquirent qu'il croyait comme moi, que l'agitation des esprits en Italie tendait à une révolution, qu'une circonstance fortuite pouvait faire éclater. Il partageait entièrement, et par conviction personnelle, les idées de son souverain sur la nécessité des deux grands contrepoids européens et d'une alliance entre la France et la Russie; afin de maintenir l'équilibre en Europe. Je partis de ces deux bases pour l'entretenir d'un projet que je méditais depuis long-temps, quoique les circonstances parussent encore s'opposer à son exécution, parce que je crois qu'il faut en général ne pas se laisser surprendre par des évènemens possibles, bien qu'en apparence éloignés, afin de

connaître d'avance toutes les chances favorables et contraires, et ne pas se tromper sur la direction qu'on doit leur donner. Ce projet était tout simplement le rétablissement du royaume d'Italie. Outre l'intérêt de la Russie, qui y gagnait l'affaiblissement de l'Autriche, et l'influence que sa participation ou son appui lui donnerait en Italie, j'y voyais l'intérêt bien plus direct de ma patrie, et la solution la plus heureuse de tous les efforts faits depuis quatre cents ans par la France, pour détruire la domination autrichienne dans la péninsule. Je partage l'opinion de tous les hommes éclairés, sur la nécessité de rétablir ou d'assurer la nationalité de tous les peuples, et je crois, comme eux, qu'une alliance fondée sur une communauté d'intérêts donne bien plus de force qu'une conquête, qui tend plutôt à les mettre en opposition. C'était ici le cas : la situation du royaume d'Italie, à l'égard de l'Autriche, le rendait un allié de la France, d'autant plus sincère, que le secours de cette grande puis-

sance lui était nécessaire pour se défendre d'un nouvel envahissement; d'un autre côté, la position géographique du royaume d'Italie est telle, que l'Autriche devrait craindre, dans chaque guerre qu'elle allumerait de son côté, de voir une armée française frapper aux portes de Vienne; elle était donc obligée de faire la guerre sur son propre territoire et d'en supporter doublement le poids. Mon projet n'avait même rien qui blessât les obligations que m'imposait l'hospitalité dont je jouissais à Munich; car l'appui du royaume d'Italie, devenu son allié naturel, doublait les forces de la Bavière contre l'Autriche.

Après quelques conversations préliminaires avec M. de Pahlen, m'étant assez bien assuré de sa manière de voir, je lui développai mon projet dans sa marche et dans ses conséquences, et je lui demandai s'il voudrait se charger de le communiquer et de l'appuyer près de son souverain. « Faites un mémoire bien détaillé à « ce sujet, et remettez-le moi; je vous promets

« de l'adresser à l'empereur Alexandre, et d'y « joindre toutes les réflexions que je croirai « pouvoir faire accueillir des idées que je par- « tage entièrement. » Telle fut la réponse que j'en reçus. Je m'occupai sur-le-champ de la rédaction de ce mémoire, dont tous les élémens étaient déjà préparés; mais avant de le remettre, je voulus en prévenir le prince Eugène, et je lui en remis une copie, pour qu'il l'examinât à son aise. Le prince ne put rien trouver à redire aux motifs sur lesquels se fondait mon plan, ni aux conséquences que j'en déduisais; mais une certaine timidité, née de la position où il se trouvait à l'égard du gouvernement autrichien, et peut-être du manque d'ambition personnelle qui le caractérisait, lui faisait craindre de se trouver compromis par la désapprobation de l'empereur Alexandre : il témoigna même le désir que je m'abstinsse d'adresser le mémoire. D'un côté, j'étais trop avancé pour reculer sans me décréditer et passer pour un faiseur de projets sans idées fixes;

de l'autre, je savais bien que le prince ne risquait pas d'être compromis par une tentative dans laquelle il avait, il est vrai, un intérêt personnel, mais qui, d'ailleurs, n'était point présentée en son nom, et qui pouvait amener un résultat quand même il se refuserait d'y concourir. Je remis donc le projet à M. de Pahlen, qui l'envoya sur-le-champ à Pétersbourg, avec ses notes à l'appui. Quoique l'original s'en soit perdu en Piémont, avec d'autres papiers, ma mémoire pourrait y suppléer, si je croyais nécessaire de le joindre à cet écrit; mais le lecteur un peu initié dans la connaissance de l'Europe y suppléera facilement, en partant des bases que j'ai indiquées plus haut. J'y ajoutai seulement quelques considérations, qu'il sera facile d'apercevoir, sur la convenance de donner la couronne d'Italie au prince Engène plutôt qu'à tout autre; et en cela je savais bien que je rentrais dans l'opinion personnelle de l'empereur Alexandre. Je prévins cependant le prince Eugène de ce que j'avais fait et des

motifs qui m'avaient dirigé; et j'eus le déplaisir de m'apercevoir que la crainte d'être compromis l'emportait dans son esprit sur les sentimens que devait lui inspirer un acte qui, à coup sûr, témoignait de l'attachement et du courage dans la position précaire où je me trouvais. Je fis semblant de ne pas sentir ce que ce léger mouvement d'égoïsme avait de déplaisant pour moi, et mes relations avec le prince restèrent, de mon côté, les mêmes. Peut-être, et je dis franchement, s'il ne s'était agi que de son intérêt personnel, ses premières observations m'auraient arrêté; mais il s'agissait de l'intérêt de l'Italie et de la France, ma patrie, et je passai par-dessus toutes les considérations. Du reste cette situation dura peu.

Qnelques mois plus tard l'empereur Alexandre vint en Allemagne; mais il se rendit à Baden, sans passer par Munich; cette circonstance donna encore un moment d'humeur au prince Eugène, et je vis l'instant où il allait me reprocher de lui avoir aliéné l'empereur Alexandre.

J'avoue qu'il s'en fallut peu que je ne prisse de l'humeur à mon tour; mais je me calmai en me rappelant une vérité que l'expérience de trente siècles n'a que trop démontrée, c'est que bien sots sont ceux qui en s'exposant ou se sacrifiant pour les princes, s'attendent à quelque gratitude de leur part; heureux s'ils échappent même à la persécution. Enfin un jour le prince Eugène me fit appeler en hâte, et me montra, transporté de joie, un billet de l'empereur Alexandre, qui lui annonçait d'une manière affectueuse qu'ayant besoin de le voir et de l'entretenir, il l'attendait à Aschaffenburg un jour qu'il lui indiqua; il était clair que le mémoire avait fait une impression favorable sur l'esprit de l'empereur, et qu'il voulait que son entretien à ce sujet et son entrevue avec le prince Eugène n'attirassent pas l'attention de l'Autriche, ce qui aurait été inévitable à Munich. En effet, à son retour, le prince me dit que l'empereur avait approuvé toutes les idées contenues dans le mémoire; il l'avait assuré

que, dès qu'il éclaterait en Italie une révolution assez sérieuse et surtout assez étendue pour lui permettre d'intervenir, le fils de l'impératrice Joséphine pouvait compter sur l'appui de la Russie ; il n'en fallait pas davantage et je n'avais pas désiré plus : il ne s'agissait donc que d'attendre une révolution qui ne pouvait plus tarder à éclater.

Cette même année il m'arriva un incident qui aurait pu me convaincre de la lâche hypocrisie du gouvernement des Bourbons, si j'avais encore pu ne pas y croire. Un matin, je reçus un billet du comte de Rechberg, ministre des affaires étrangères, qui m'invitait à passer chez lui, pour une communication qu'il avait à me faire ; en me rendant au ministère, je rencontrai dans la grande rue l'ambassadeur de France, le comte de L......, qui venait vers moi, mais sur le côté opposé de la rue ; il est bon de dire que M. de L......, en arrivant à Munich, avait cherché à se rapprocher des proscrits français, et avait dit, à qui voulait l'en-

tendre, que les vexations qu'on avait cherché à nous susciter étaient l'ouvrage de M. de Saint-Marc, qui voulait par là se faire valoir; il nous assura de sa bonne volonté à notre égard, et se servit assez habilement de son aventure de Nîmes, où il avait pensé être victime des réactionnaires, pour nous persuader qu'il était loin de penser à nous persécuter; en un mot, il n'y avait pas de caresses qu'il ne nous fît, et surtout à moi.

Malgré cela, j'étais disposé ce jour-là à l'éviter, lorsque, traversant la rue pour venir à moi, il m'obligea à m'arrêter: il m'avait déjà engagé à demander de rentrer en France, et je m'en étais défendu en lui disant que j'ignorais encore sur quel motif j'avais été condamné, et qu'il m'importait d'être éclairé sur ce sujet, parce que je ne voulais en aucune manière demander grâce. En m'abordant, il me renouvela la même invitation, d'une manière encore plus pressante; un officier-général connu par ses talens et par d'honorables services, dont la

capacité avait été éprouvée par des missions importantes, ne devait et ne pouvait pas, me dit-il, se refuser à continuer de servir sa patrie; il me donnait sa parole d'appuyer ma demande par les témoignages et les recommandations les plus fortes; enfin il m'assurait que le gouvernement français était disposé à accueillir la demande que je ferais d'être rappelé en France et rétabli dans mon grade et mon emploi. Je ne savais en vérité que penser de cette extrême sollicitude, et je ne pus me dispenser de lui répondre que j'aurais avec lui un entretien, à la suite duquel je verrais à me décider; je le quittai ainsi, sans lui dire cependant que j'allais chez M. de Rechberg.

La communication que ce ministre avait à me faire était simplement celle d'une note, remise quelques jours auparavant par M. de L......, et par laquelle il demandait, au nom de son gouvernement, mon *extradition*, ou au moins mon expulsion de la Bavière. La conversation que je venais d'avoir me revint à l'es-

prit, et je ne pus m'empêcher de pâlir d'indignation et de colère. M. de Rechberg crut que je craignais d'être obligé de quitter la Bavière, et que les dangers que je courais étaient ce qui m'affectait; il se hâta de me tranquilliser en me disant que je pouvais être assuré de la protection du gouvernement bavarois, et que le motif pour lequel il m'avait prié de passer chez lui, était de me communiquer la réponse transmise à M. de L......, ce qu'il fit en effet: elle portait en substance que, n'étant point compris dans les stipulations du traité du 20 novembre 1815, qui déterminaient les lieux où il serait permis à une certaine classe de proscrits de résider, ces stipulations ne pouvaient être invoquées à mon égard; que le gouvernement ne reconnaissait en moi qu'un homme de lettres instruit et distingué, qui, par le rang qu'il avait occupé et par sa conduite honorable, méritait l'estime et la protection du gouvernement du pays où il résidait; que le gouvernement ne pouvait donc que répéter ce

qu'il avait déjà répondu aux deux notes précédentes: qu'il n'avait aucun motif pour me refuser la protection que je réclamais, et qu'il était décidé à me permettre de séjourner en Bavière, tant que cela me conviendrait. La réponse terminait par une observation assez vive: « Le roi me charge d'annoncer à V. E., « disait M. de Rechberg, qu'il désire ne pas « être fatigué davantage sur cet objet. » Après avoir témoigné à M. de Rechberg toute la gratitude que je devais à une hospitalité aussi loyale et aussi généreuse, je lui expliquai le motif de l'émotion que j'avais éprouvée; il en fut indigné à son tour. « Mais, me dit-il, à la « perfidie il faut opposer la dissimulation, sur- « tout dans la position où vous vous trouvez; « gardez pour vous la communication que je « vous ai faite, et ne laissez pas apercevoir « que vous ayez connaissance de la note de « M. de L....... » Je sentis la nécessité de suivre ce conseil, et de ne pas irriter, en le démasquant, un homme qui pouvait encore me

faire du mal; excepté au prince Eugène, je n'ai parlé à personne de cette aventure avant 1825.

Ce ne fut que pendant mon séjour à Munich, et en 1819, que je connus les motifs qui m'avaient fait condamner à Metz, en 1816. Lorsque j'avais quitté la France, en 1815, je ne doutais pas de ma condamnation; je savais trop bien quelle était la haine que me portait la faction bourbonnienne, pour ne pas être persuadé qu'on trouverait un prétexte quelconque; mais je n'avais pu savoir quel était ce prétexte. Je soupçonnais bien que la confédération de la Moselle y entrerait pour quelque chose, ainsi que *la chasse* que j'avais fait donner à l'ex-républicain Viennot-Vaublanc, qui était venu intriguer dans le département, pendant les cent-jours; je savais que l'ex-fondateur du comité révolutionnaire, ex-impérialiste zélé, Perrin, procureur-général, et l'autre ex-impérialiste dévoué, président de la cour royale, ne laisseraient pas échapper

l'occasion de faire un holocauste de dévouement à mes dépens. J'avais vu ce dernier arriver à Paris, pour solliciter mon arrestation; je savais le crédit dont jouissait à Paris un autre individu, l'un des plus plats valets de l'empire, et devenu sous la restauration le plus lâche et le plus féroce persécuteur des patriotes, le fameux de Serre, en un mot (1). On voit que j'étais assez prémuni pour ne devoir pas m'étonner de ce que je verrais en examinant la procédure qu'un de mes coaccusés absens m'avait promis de m'envoyer; ce fut la copie qui lui avait été notifiée qu'il m'expédia, car le tribunal de Metz s'est toujours refusé à me communiquer cette infamie; le procureur-général eut même la bonho-

(1) Il faut avoir été à Metz dans le temps, pour savoir à quel point l'ignoble de Serre poussait l'adulation à l'égard de l'empereur Napoléon. Il ne suffisait pas de le respecter et de rendre justice à ses grandes qualités; il fallait *l'adorer*, comme il prétendait le faire. Malheur à qui eût osé se permettre l'observation ou la plainte la plus légitime, il était sûr d'être maltraité, persécuté et dénoncé même au besoin, et de souffrir au moins des vexations de tout genre, si mons de Serre ne pouvait pas lui faire un bon procès.

mie de répondre que « on ne pouvait pas me remettre des pièces dont j'abuserais pour honnir mes juges. »

Je reçus enfin cette procédure, et elle dépassa tellement mon attente, que je tombai de mon haut en lisant ce long tissu d'impostures, de bassesse et d'extravagance ; je savais que toujours le pouvoir le plus tyrannique a trouvé des juges qui ont rempli, sous sa direction, les fonctions que sa volonté leur imposait ; mais je ne croyais pas qu'on eût pu en trouver en France qui descendissent aussi bas, et qui ne rougissent pas même de supposer des délits en falsifiant les pièces qui ne pouvaient pas les établir. Je savais que les poursuites contre moi avaient été commencées dès avant l'ordonnance du 24 juillet ; mais je donnerais à deviner, en cent, sous quel prétexte et comment on les avait commencées ; la chose est assez burlesque pour que je la rapporte. Les bataillons de garde nationale mobile réunis à Metz n'avaient pu être licenciés régulière-

ment; lorsqu'ils virent que la patrie était vendue et livrée à l'ennemi, ils se dispersèrent d'eux-mêmes emportant leurs armes; les effets de campement qu'on leur avait distribués furent donnés ou vendus par les soldats; au nombre de ces effets étaient les crochets en fer, dits crochets de distributions, qui servent à porter les rations de viande de chaque ordinaire; qui croirait qu'on en a fait un élément de conspiration? Un misérable, qui remplissait alors à Metz les fonctions de chef de la police, imagina d'en tirer parti dans ce sens: il se fit faire des rapports par ses agens publics et des dénonciations par des mouchards transformés en témoins, et il adressa au procureur-général une accusation qui me chargeait d'avoir fait fabriquer ces crochets pour accrocher les royalistes; le bruit s'en répandit bientôt parmi les membres de la faction bourbonnienne, qui jetèrent les hauts cris et sollicitèrent une prompte justice. Un grand procès, le plus original qu'on ait peut-être jamais vu, allait s'en-

tamer, lorsque l'autorité militaire, consultée par hasard, fit tomber tout l'échafaudage en reconnaissant les crochets pour ceux qui avaient été distribués à la garde nationale mobile et qu'elle n'avait pas rendus.

Mais je n'en fus pas quitte à si bon marché; la procédure entamée contre moi m'avait placé dans l'exception prévue par l'article 4 de l'ordonnance du 24 juillet 1815, et la *légalité* des réactions permettait d'en recommencer un nouveau. Le président de la cour royale, Voysin de Gartempe, était venu s'entendre à Paris avec Clarke, alors ministre de la guerre; la réponse de ce lâche persécuteur de tous ceux dont il avait eu l'honneur d'être le camarade, au moins par l'uniforme, fut assez encourageante pour que les juges, qui voulaient gagner les bonnes grâces de la faction, se missent à l'œuvre; la correspondance de Miollis avec le procureur-général Perrin, dans le courant de juillet 1815, les servit à merveille. Il fut donc résolu qu'on commence-

rait un vaste procès; on ne manquait pas de griefs contre moi : j'avais été président de la Confédération de la Moselle; en réorganisant la garde nationale, j'avais forcé à y faire leur service bien des gens qui auraient voulu pouvoir se faire un mérite de n'en avoir pas fait partie; enfin j'avais déjoué toutes les intrigues et empêché que Metz ne fût livré aux ennemis. Pour ne pas manquer le but qu'on se proposait, on attaqua tout à la fois, sauf à choisir plus tard le point qu'on regarderait comme le plus vulnérable; afin d'être encore plus sûr de son fait, on chercha à arranger, en les dictant ou en les falsifiant, les dépositions qu'on sollicitait contre moi. Plusieurs témoins effrayés dirent ce qu'ils crurent devoir leur éviter des persécutions; d'autres trouvèrent un interrogatoire écrit d'avance, et le juge d'instruction les invitait à signer les réponses qu'on leur prêtait, en les menaçant, en cas de refus, de les traduire en jugement; on employa surtout cette manœuvre envers mes

coaccusés, et particulièrement envers M. Simon, ex-secrétaire de la Confédération, que le gouvernement belge avait livré aux gendarmes français; on lui présenta à signer des réponses desquelles il résultait un vaste plan de conspiration, que je lui aurais proposée et qu'il aurait repoussée. M. le juge d'instruction en fut quitte pour biffer son œuvre et écrire un autre interrogatoire.

Malgré toutes ces manœuvres, les dépositions ne réussissaient pas encore comme on l'aurait voulu; tous les témoins étaient ou nuls ou à décharge; trois seulement se prêtèrent à ce qu'on voulut d'eux. Le sieur Simon, banquier, un des commissaires de la fédération, qui avait vivement sollicité d'en faire part, qui était un de ceux qui essayèrent de m'engager à changer le comité de la Confédération en un club; qui ensuite nous avait déserté lorsqu'il apprit la perte de la bataille de Waterloo, cherchait à se laver de ce crime et à se faire un mérite aux yeux de la faction, qu'il a fort bien servie

à la Chambre des Députés. Il eut l'impudeur de déclarer que son nom avait été porté à son insu sur la liste des fédérés; convaincu de mensonge en plein tribunal, il n'en persista pas moins à accuser la Confédération de la Moselle de n'avoir été qu'un comité révolutionnaire; malheureusement, je le répète encore aujourd'hui, il n'en était rien: si nous eussions vraiment été un comité révolutiontionnaire; si, en cette qualité, nous avions purgé le sol de notre patrie d'une poignée de traîtres et de transfuges, qui ont contribué à la vendre en 1815, aurait-on pu faire plus que de nous condamner à la mort? Notre sort aurait donc été le même, et ceux qui nous ont accusés, pour nous récompenser de les avoir sauvés de la juste fureur du peuple, n'auraient plus intrigué pour consommer la honte et le malheur de la France.... Les deux autres, le colonel de la garde nationale et un officier, de garde à la place d'armes, le 15 juillet 1815, firent des dépositions d'une faus-

seté tellement évidente, qu'en rentrant en France, en 1825, je les aurais poursuivis comme faux témoins, si, d'après les dispositions des articles 637 et 638 du Code d'instruction criminelle, l'action que je pouvais intenter contre eux n'eût été couverte par la prescription; onze dépositions, en tête desquelles étaient celles des généraux Belliard et Miollis et des chefs d'état-major de la place, démentaient formellement leur dire, et prouvaient la fausseté de toutes leurs allégations sans exception; quant aux deux généraux, leur but, en me chargeant d'avoir cherché à empêcher les manifestations de la ville de Metz en faveur des Bourbons, n'avait été que de se faire un mérite du zèle qu'ils avaient déployé pour lever cet obstacle. Lorsque les choses en vinrent au jugement à rendre contre moi, le premier surtout répugna à rendre un témoignage de sang, et leurs dépositions rentrèrent dans la vérité.

Dans la stricte justice le témoignage des

deux généraux sous les ordres de qui je servais aurait dû suffire à détruire l'accusation ; j'étais militaire en activité de service ; les complices qu'on m'avait donnés étaient des officiers de la garnison de Metz, en service actif; le délit imputé, de révolte contre mes chefs, pour leur enlever le commandement, était militaire et prévu par la loi du 21 brumaire an v; la place de Metz, mise en état de siége par décret du 3 mai 1815, s'y trouvait de fait, le 16 juillet, par l'investissement d'une armée ennemie; ainsi, d'une part, les généraux commandant en chef étaient seuls aptes à décider s'il y avait eu ou non rébellion contre eux; et de l'autre, si cette rébellion avait existé, je devais être traduit devant mon juge naturel, un conseil de guerre. Le maréchal Saint-Cyr, ministre de la guerre, à qui je m'adressai au commencement de 1819, en jugea ainsi, et réclama du garde des sceaux de Serre le renvoi de la procédure à un conseil de guerre qu'il nommerait; mais de Serre,

alors devenu le plus fanatique des jacobins blancs, s'y refusa obstinément; une démarche même que fit le général Belliard près de cet élève de Jeffries, pour le convaincre qu'il n'y avait point eu de rébellion contre lui, fut sans fruit; de Serre eut l'impudente bêtise de répondre: « Je le sais mieux que vous. »

Cependant le tribunal de Metz, voyant, au mois de septembre 1816, que j'avais échappé au guet-apens qu'on m'avait tendu à Ostende, et qu'il n'était pas probable qu'on m'atteignît de sitôt, se vit forcé de prononcer un jugement, en raison de mes coaccusés détenus; le 18 septembre, les trois qui étaient présens, et parmi lesquels se trouvait M. Simon, livré par le gouvernement belge, furent absous; le 19 je fus jugé par contumace avec MM. Vandernot et Fran. En présence de juges qui n'auraient pas été les sicaires d'une faction, je devais être absous; sur quatre-vingt-dix-huit témoins entendus, trois seuls étaient à ma charge, et encore leur témoignage était-il déclaré faux

par onze dépositions unanimes. La procédure, pleine de ratures, de corrections, de surcharges arbitraires et non approuvées par les signataires, et même de protestations de témoins, loin de pouvoir servir, était une preuve évidente de la forfaiture du juge d'instruction (1); mais il fallait des victimes à la faction, et je fus condamné à mort. Je mentirais, si je n'avouais pas qu'un jugement inique, auquel j'ai dû la spoliation de mes propriétés et de mes ressources, une longue proscription et tous les maux que j'ai soufferts, m'a rempli d'indignation, mais il ne m'a pas étonné; trop d'exemples ont prouvé à quel degré d'abjection étaient descendus en France les tribunaux, et combien était nécessaire l'épuration réclamée en vain en 1830. Les véritables motifs de ma condamnation étaient d'avoir rendu impossible la remise, en-

(1) Tel est le motif pour lequel le tribunal de Metz s'était toujours refusé à la communication de la procédure originale. Il avait su se rendre coupable de faux, mais il n'a pu consentir à en faire voir la preuve.

tre les mains de l'ennemi, de la ville de Metz, qui aurait pu entraîner celle de la Lorraine à la maison d'Autriche; et surtout quelques expressions de la proclamation que je fis le 10 juin 1815, que signèrent les commissaires de la Confédération que je présidais, et qui fut affichée à quinze cents exemplaires dans le département (1). Ces sentimens, refoulés au fond du cœur de trente millions de Français par la réac-

(1) Ces expressions sont les suivantes : « Que veulent ces hordes de barbares du Nord qui nous menacent ? Que veulent ces souverains coalisés, dont quelques-uns portent encore en chancelant la couronne qu'ils ne doivent qu'à la protection des aigles nationales, tandis que d'autres ne doivent la leur qu'à la généreuse pitié du vainqueur contre lequel ils se sont conjurés ? Pouvons-nous en douter ? Ils ne respirent que notre avilissement ou notre destruction. Pourrions-nous jamais être assez insensés pour prêter l'oreille aux protestations insidieuses des sectateurs d'une famille qui n'a reparu sur le trône de France que pour faire voir sa nullité et sa haine contre la nation qu'elle prétend lui appartenir ? Du coin obscur où elle a été chercher un asile, n'a-t-elle pas elle-même annoncé la dévastation de notre patrie ? N'est-ce pas vingt-huit millions de Français qu'elle a prêtendu flétrir des noms de rebelles et de traîtres ? Nous, habitans de la Moselle, nous sommes menacés de devenir la proie de l'Autriche, de cette puissance toujours perfide, ennemie de tous les principes libéraux, et ne fondant son pouvoir que sur l'esclavage et l'ignorance. »

tion de 1815, et que j'avais osé exprimer hautement, ont formulé l'arrêt rendu dans les immortelles journées de juillet. Je ne pouvais et ne devais pas être étonné de la haine implacable que me porte la faction et les transfuges qui ont grossi ses rangs; ce sentiment est tout-à-fait réciproque de ma part. Entre eux et nous tous, patriotes incorruptibles et défenseurs de la patrie et de ses droits *quand même*, il ne saurait y avoir de paix que celle des tombeaux.

L'année 1820 s'ouvrit en Espagne par la publication de la constitution de 1812, qui avait été abolie par Ferdinand en 1814. Depuis long-temps l'Espagne avait été agitée par des conspirations tendantes à reconquérir la liberté que lui avait ravie un tyran lâche et féroce, qui n'avait su récompenser les efforts héroïques faits pour lui conserver le trône, que par la mort ou l'exil de ses plus courageux défenseurs. Mais l'Espagne était encore trop sous la domination du clergé et surtout des moines; le bas

peuple, tenu dans l'ignorance et la superstition, était à la disposition des prêtres, qui dirigeaient son fanatisme contre tous ceux qui, ayant su acquérir plus ou moins d'instruction, professaient les idées libérales, qui sont le fruit naturel des lumières. On peut difficilement se faire une idée, dans le reste de l'Europe, de l'ignorance, de l'immoralité, de la fourberie et de la cruauté sanguinaire du clergé espagnol, à bien peu d'exceptions près; et les moines surtout, espèces de bêtes brutes, recrutés dans les plus basses classes de la société, peuvent être considérés comme le rebut et l'opprobre de l'espèce humaine; la noblesse et les grands d'Espagne, tenus presque tous dans l'ignorance par les prêtres qui sont exclusivement leurs instituteurs et restent jusqu'à la mort leurs gouverneurs, sont absolument nuls sous tous les rapports; il n'y a que la classe moyenne qui soit éclairée; c'est là où l'on trouve dans toute sa pureté le caractère admirable de grandeur d'ame, de générosité, de

valeur héroïque, de fermeté inébranlable et de dévouement stoïque, qui forment le vrai caractère de la nation espagnole. Si ces vertus, dont j'ai retrouvé l'empreinte chez tous les patriotes espagnols que j'ai connus, sont quelquefois déviées ou paralysées par les deux excès contraires d'une excessive méfiance ou d'une crédulité outrée; si le défaut de lumières ou les préjugés les détournent du véritable but, il ne faut en accuser que la tyrannie effroyable de l'inquisition, sous laquelle ils ont si longtemps gémi, et qui, en sanctifiant la délation et tous les crimes antisociaux, a étouffé la confiance, ou un fond inaperçu de superstition, qui laisse dans l'ame une tendance à la crédulité. Quand on refléchit à l'esclavage de la presse, à laquelle il n'est permis de travailler qu'à l'abrutissement des hommes; au soin que l'on prend d'éloigner de tous les établissemens d'éducation tout ce qui tendrait à éclairer la jeunesse; quand on réfléchit à l'attention de ce gouvernement monacal à empêcher l'introduc-

tion de tous les livres qui pourraient répandre des idées philosophiques, on ne saurait trop admirer l'ardent désir des Espagnols pour l'instruction, et les efforts que ceux d'entre eux qui en ont acquis ont dû faire pour y parvenir. Pour étudier, ils étaient obligés de passer les nuits enfermés dans une chambre, dont toutes les ouvertures étaient assez hermétiquement calfatées pour qu'on ne pût apercevoir aucune lumière du dehors; là, les livres dont ils se servaient, et qu'ils avaient pu se procurer par contrebande, étaient renfermés dans une cachette établie sous les carreaux du pavé, inconnue au restant de leur famille et à leurs domestiques, et qu'ils ouvraient et refermaient eux-mêmes.

Toutes les tentatives faites dans l'intérieur de l'Espagne, de 1814 à 1820, échouèrent et amenèrent la perte de leurs auteurs et de leurs principaux acteurs. Long-temps ces boucheries multipliées ne purent effrayer les patriotes, ni ralentir leurs tentatives; la catastrophe du

tion; on communiqua même cette pièce aux cabinets étrangers, mais elle n'y produisit que le mépris, et les Bourbons reçurent en réponse le conseil de renfermer leurs turpitudes dans les limites soumises à leur autorité.

Dès l'époque des mouvemens du mois de juin, j'avais eu avec le prince une conversation confidentielle sur la situation de la France, et je lui avais demandé franchement quelles étaient ses intentions et quelle serait sa conduite, en cas d'une révolution : « A mes yeux, « la couronne de France appartient à Napo« léon II, me répondit-il, et rien ne pourra « jamais m'engager à me présenter comme le « concurrent et le spoliateur du fils de mon « père adoptif et de mon bienfaiteur. — Mais, « lui dis-je, puisque vos sentimens à l'égard « de Napoléon II sont tels que vous les expri« mez, il me paraît que la couronne que vous « ne voulez pas accepter à sa place serait bien « plus en sûreté en dépôt dans vos mains que « dans celles des Bourbons. — Même en la

« recevant en dépôt, je donnerais inévitable-
« ment lieu à bien des soupçons et à des ac-
« cusations pénibles pour moi; il ne me suffit
« pas de ne pas être coupable d'ingratitude,
« je ne veux pas même en être soupçonné.
« Une régence confiée par la nation serait
« pour moi une charge pénible et doulou-
« reuse; j'aurais toujours à trembler pour la
« vie et la santé de mon frère, et s'il venait
« malheureusement à mourir, sa mort me lais-
« serait le désespoir de craindre qu'on m'en ac-
« cusât.—Mais enfin si une révolution, inévi-
« table dans un temps plus ou moins éloigné,
« venait à éclater et que vous fussiez appelé
« par la nation?—Si la nation française, ayant
« choisi et organisé le gouvernement qu'elle
« croirait lui convenir, réclame mon zèle, mon
« dévouement, mon épée, ma vie même, elle
« me trouvera prêt à obéir, à lui vouer mon
« existence et à lui tout sacrifier; je jure d'a-
« vance obéissance et fidélité à la constitution
« qu'elle voudra se donner. Quant à l'Italie,

« ajouta-t-il, ma position est différente; je suis « l'héritier légitime du royaume d'Italie, insti- « tué par Napoléon, reconnu par les grands « corps constitués de l'état; vous savez quelles « sont les causes qui ont fait méconnaître mes « droits et étouffé le voeu des peuples sous une « conspiration ourdie au profit de l'Autriche; « si la nation, voulant reconquérir son indé- « pendance, se soulève contre l'Autriche, je me « rendrai sur-le-champ et sans hésiter au milieu « d'elle, je combattrai dans ses rangs, et je « saurai justifier la confiance qui me rendrait « un trône dont j'ai été dépouillé. » Cette conversation, que j'ai abrégée, il est vrai, car elle a duré plus de deux heures, mais dont j'ai fidèlement rendu le sens, répondra, je l'espère, à toutes les suppositions; elle fera connaître ce qu'était en réalité le prince Eugène, et la perte que la patrie a faite à sa mort.

Cette même année 1820, au mois de juillet, une révolution pareille à celle d'Espagne éclata à Naples; de même qu'en Espagne, ce fut

l'armée qui en donna le signal; la résistance du pouvoir fut nulle, et le mouvement se propagea sans résistance dans tout le royaume. Je n'avais pas grande confiance dans l'énergie de la nation napolitaine à soutenir ses droits en face des troupes de la Sainte-Alliance; mais enfin cette révolution pouvait être le signal de celle de l'Italie, et, sous ce rapport, elle appelait plus particnlièrement notre attention. En effet, si l'Italie devait se soulever tout entière, il valait bien mieux que le mouvement commençât à l'extrémité méridionale de la péninsule. Ou l'Autriche interviendrait, et le moment où ses armées seraient engagées au-delà de Rome, dans les Abruzzes, était celui où une levée de l'Italie supérieure pouvait la placer dans une situation dangereuse; le royaume d'Italie, avec Parme et la Toscane, pouvait encore fournir cinquante mille hommes qui avaient servi dans nos armées; il était plus que probable que le Piémont s'y joindrait, et une armée de quatre-vingt mille hommes pou-

vait, dans moins d'un mois, se trouver sur l'Adige, menaçant le centre de la domination autrichienne. Ou l'Autriche n'interviendrait pas, et alors le royaume de Naples, complètement organisé, devenait un point d'appui pour l'Italie supérieure et un asile où pouvaient s'organiser les forces qui la délivreraient à son tour. J'écrivis au colonel Visconti, qui avait servi sous mes ordres et qui était un des chefs de la révolution napolitaine, et sans lui dévoiler le plan que j'avais formé, je le pressentis sur la possibilité de soulever le nord de l'Italie, si les Autrichiens, attaquant Naples, s'engageaient dans le midi; je lui suggérais aussi de faire sous main un appel aux patriotes et aux anciens militaires de ces pays, afin de se préparer à eux-mêmes une armée plus aguerrie, en cas d'attaque. Je n'avais jamais connu le colonel Visconti pour un homme bien énergique, aussi sa réponse ne m'étonna pas; elle était évasive : il comptait absolument sur la non-intervention de la Sainte-

Alliance, parce que le souverain, ayant accepté lui-même la Constitution, il n'y avait aucune rébellion contre lui, et par conséquent aucun cas d'intervention. Les patriotes napolitains ne voulaient pas en donner le prétexte en *faisant de la propagande*, et ils étaient en conséquence décidés à n'appeler aucun patriote étranger. Je savais à quoi m'en tenir au sujet de l'acceptation libre du roi de Naples et de sa bonne foi, et je vis que les *niais* qui dirigeaient ou croyaient diriger la révolution de Naples, étaient tout à la fois aveugles, pusillanimes et dupes, et seraient victimes de leur sottise, s'ils n'étaient pas secourus. Je fis part au prince Eugène de la réponse de Visconti et de mes réflexions; elles m'auraient décidé à ne plus songer à la révolution de Naples et de l'Italie, si les nouvelles que nous reçûmes de la Lombardie et du Piémont ne nous avaient donné l'assurance qu'une révolution ne pouvait tarder à y éclater; le moment approchait donc où le cas soumis à l'empereur Alexandre, et sur le-

quel il s'était prononcé, allait se présenter; je rappelai au prince Eugène la conversation que nous avions eue, et que j'ai rapportée, en lui représentant la nécessité qu'un homme sur l'attachement, le zèle et l'intelligence duquel il pût compter, se plaçât, en s'approchant de l'Italie, de manière à pouvoir être instruit, bien observer et saisir le moment favorable. Je m'offris pour cette mission, et en m'acceptant il voulut bien me rappeler celle que j'avais remplie en 1807, à sa satisfaction, et y ajouter que j'avais déjà fait toutes les preuves nécessaires pour mériter sa confiance.

La réflexion nous conduisit à voir que la révolution du nord de l'Italie devait, pour réussir, éclater d'abord en Piémont. On y acquérait la base d'un État tout organisé, et d'une armée nombreuse, instruite et aguerrie. Les nouvelles que nous avions reçues confirmaient à cet égard nos prévisions. Il fut donc convenu que je me rendrais à Lausanne; là je suivrais de près ce qui se passerait en Piémont, où je

pourrais au besoin me rendre en deux jours, par le grand Saint-Bernard. Nous arrêtâmes aussi les moyens par lesquels je pourrais correspondre avec lui d'une manière sûre et prompte, afin de le tenir au courant et recevoir ses instructions. Tout étant ainsi arrêté, je partis de Munich le 24 septembre 1820. La veille, nous reçûmes la nouvelle que la révolution du Portugal avait suivi celle de l'Espagne, et cette nouvelle nous parut d'un bon augure. Quant à moi, si j'eusse été superstitieux et croyant, comme les anciens et même comme Napoléon, aux jours *fastes* et *néfastes*, le jour de mon départ m'aurait frappé. C'était le jour *néfaste* où, en 1793, j'avais été ramassé par l'ennemi, sur le champ de bataille de Pirmasens, avec six blessures. Quoi qu'il en soit, mon départ de Munich fut le premier pas dans une nouvelle carrière de dangers et de désastres pour moi.

Je me rendis d'abord à Bâle, par Augsbourg, Memmingen, le haut du lac de Constance et

Schaffouse. J'avais préféré cette route à celle de Zurich, à cause de la facilité des moyens de transport. Je m'y arrêtai deux ou trois jours, pendant lesquels j'eus une fois l'occasion de voir le général Guilleminot, à la table d'hôte, dans l'auberge où nous logions. Je ne jugeai pas à propos de l'aborder, et me contentai de lui indiquer, par mon salut, que je le reconnaissais; je ne voulais pas le mettre dans l'embarras. Nous fîmes quelques excursions dans les environs de Bâle, et nous visitâmes surtout les jardins et les grottes d'Arlesheim, appartenant à la maison d'Andlau. De Bâle, nous nous rendîmes à Lausanne par Lucerne, Berne et Fribourg. A Lausanne, je me trouvai presque en pays de connaissance : j'y rencontrai d'abord le colonel Laharpe, fils du général que nous avions perdu par un accident funeste en Italie; il était alors membre du gouvernement du canton. J'y trouvai aussi M. Regnier, frère du ministre de la justice sous l'empire, auteur d'un ouvrage sur l'industrie et le commerce

des anciens Gaulois; il était également membre du gouvernement.

Enfin, j'y retrouvai un Belge, nommé Walckiers de Saint-Amant, que j'avais connu pendant un séjour assez long qu'il fit à Munich. C'était un homme de beaucoup d'esprit et d'instruction, d'un caractère très-actif et très-décidé, fort libéral, et en même temps grand admirateur de Napoléon. Compromis dans la révolution qui éclata en Belgique, un peu après la nôtre, en 1790, il avait été obligé de se réfugier en France, où il contribua, par ses soins et son argent, à organiser les bataillons belges qui y furent formés alors. Il fut un peu froissé par le régime de la terreur; et poursuivi par des haines personnelles, il fut obligé de se cacher pour échapper au tribunal révolutionnaire; on le porta alors sur la liste des émigrés; il obtint toutefois assez facilement, après le neuf thermidor, d'être rayé de cette liste. Il lui en coûta beaucoup d'argent. La justesse de son esprit ne lui permit pas d'accuser la répu-

blique de tous les maux faits en son nom, inévitables dans des momens d'une action aussi violente et d'un danger aussi imminent que celui où se trouvait la France, et dont il savait bien que les auteurs étaient ou de ces intrigans qu'on rencontre toujours dans les grandes crises, qu'ils exploitent à leur profit, ou des royalistes déguisés que nous avons revus parmi les hideux jacobins blancs de 1815; il n'avait donc aucunement gardé rancune à la république, et n'en était pas moins resté l'ennemi implacable des Bourbons. Ce sentiment donna lieu, à Munich, à une scène assez originale, dont je fus témoin: dans une discussion politique que M. de Saint-Amant eut au Musée, avec M. de Lemps, émigré trop féodal pour rentrer en France sous le régime d'une Charte, même à moitié déchirée, il lui échappa de dire que la famille des Bourbons était une famille *pourrie*. Eh! comment? s'écria l'autre, sans trop savoir s'il devait rire ou se fâcher. « Les « princes, répondit M. de Saint-Amant, se

« marient toujours entre eux, et par là, leurs « races tombent successivement dans un état « d'ineptie et de quasi-putréfaction morale et « physique, de même que celles des chevaux « qu'on ne croise pas; il faudrait que, pendant « quelques générations, les princes n'épousas- « sent que de jolies paysannes, bien faites, ro- « bustes et d'un sang pur, et alors il est pro- « bable qu'il se trouverait, parmi leurs descen- « dans, quelqu'un digne de porter la cou- « ronne et capable de devenir un grand « homme. »

Les nouvelles que je recevais d'Italie confirmaient toutes les dispositions où étaient la Lombardie et le Piémont à imiter l'Espagne et Naples; mais la marche tortueuse que suivait la révolution de ce dernier pays, retardait l'explosion dans l'Italie septentrionale. La cour s'était résolue à opposer la ruse à la force que paraissait vouloir déployer l'insurrection; le roi accepta avec une apparence de franchise la Constitution d'Espagne qu'on lui imposa, et se

prêta aux mesures organiques devenues nécessaires sans se faire trop presser ; lui et son fils aîné paraissaient enchantés du nouvel ordre de choses, et le dernier surtout se déclara le protecteur et le défenseur des libertés de la patrie. Cette dissimulation, qui au reste était tout-à-fait dans leur caractère, leur réussit : le défaut de toute résistance amortit l'énergie qu'avaient déployée les patriotes, et cette énergie, insolite chez les Napolitains, ne reparut plus ; le mouvement révolutionnaire s'arrêta, et l'espèce d'apathie qui suivit laissa le champ libre aux intrignes. *Les niais*, et ils sont un peu partout en majorité, se laissèrent dire que l'acceptation libre du roi, et l'acte tout-à-fait volontaire par lequel il avait sanctionné la Constitution, avaient placé la révolution tout-à-fait en dehors des prévisions prohibitives de la Sainte-Alliance ; elles ne prononçaient anathème que sur les Constitutions imposées aux souverains ; et à Naples, le souverain, en l'acceptant, la faisant exécuter et se

plaçant à la tête du mouvement, devait être considéré comme l'ayant octroyée. Mais puisque la Sainte-Alliance devait se trouver satisfaite sur ce point, il ne fallait pas la mécontenter, ni l'effrayer sur d'autres, en paraissant vouloir étendre le mouvement révolutionnaire sur le restant de l'Italie; il fallait donc, surtout, éviter de faire de la *propagande*. On voit que l'expression n'est pas neuve, non plus que son emploi; il en résultait qu'il importait surtout de choisir pour députés du parlement des *hommes sages*, qui se contentassent de s'occuper des *améliorations intérieures* que réclamait la nation, qui y missent toute la *prudence* qu'exigeaient les circonstances, mais qui n'allassent pas *trop vite* et qui se contentassent d'*améliorer*, sans détruire.

Afin de *guider* le peuple dans l'exercice d'une faculté neuve pour lui, celle des élections parlementaires, on nomma des commissaires pour y présider. Le colonel Visconti, à qui j'avais

écrit, en fut un, et je m'étais précisément adressé à lui pour ce motif. On conçoit facilement ce que pouvait être un parlement élu sous la double influence des instructions qui furent données à ces commissaires, et des illusions jetées dans le public; il fut en grande majorité composé de ces embryons à face humaine, de ces eunuques moraux et politiques, incapables d'aucun sentiment de dévouement, d'énergie et d'honneur. Qu'on y ajoute la scission produite par les intrigues de la cour entre les chefs civils et militaires d'une révolution qui avait été faite par l'armée, et l'on pourra se faire une idée de la mésintelligence et de la torpeur qui, dès le mois de septembre 1820, avaient frappé la révolution de Naples. C'était le carbonarisme qui avait préparé et fait la révolution, et le carbonarisme napolitain était fédéré avec celui du restant de l'Italie, avec lequel il ne faisait qu'un seul corps; il était naturel, il était même

de la plus haute prudence que le lien qui avait long-temps uni toutes les *ventes* d'Italie, non-seulement continuât à subsister, mais fût même resserré, et que le royaume de Naples devînt un point d'appui pour les carbonari du restant de l'Italie, afin de trouver au moins parmi eux une ressource assurée, dans le cas d'une perfidie qu'il n'était pas si difficile de prévoir. Les *ventes* de la Lombardie et du Piémont le crurent, et écrivirent en conséquence à Naples ou y envoyèrent des députés; mais les Napolitains, se croyant au port, se refusèrent à toute action combinée, et cessèrent même de correspondre. L'Italie septentrionale se trouva ainsi abandonnée à elle-même, et il fallut recommencer un travail sur cette nouvelle base, et sur l'espérance que les Napolitains résisteraient assez, en cas d'attaque, pour qu'on eût le temps de venir à leur secours par une puissante diversion. Tel était le motif du retard qu'éprouva la révolution du nord de l'Italie.

Nous passâmes l'hiver de 1820 à 1821 assez tranquillement à Lausanne, examinant ce qui se passait dans le midi de l'Europe et en France. Dans ce pays, l'agitation du mois de juin à Paris avait été comme le signal d'un ébranlement qui s'étendit dans les départemens et dura jusqu'en 1822; on vit naître successivement, à Paris, la conspiration militaire du 19 août, celle de Caron à Colmar, celle de Toulon, celle des quatre sergens de La Rochelle, et celle de Berton. La police intervint dans la plupart de ces mouvemens, faciles à exciter dans une population opprimée, avilie, et où le sentiment de haine et de mépris pour les Bourbons allait en croissant. Dans l'affaire de Colmar, la provocation fut visible; deux généraux n'eurent pas honte de faire feindre une révolte par deux escadrons de dragons pour entraîner le malheureux Caron. Un d'entre eux, que j'avais connu au service du royaume d'Italie, eut même la bassesse de se mêler, déguisé, aux escadrons provocateurs

afin qu'aucun avis ne détournât la victime du piége qui lui était tendu. Dans l'affaire du 19 août, il y eut aussi des provocateurs; l'un d'eux, le capitaine Lam...., était encore à Londres, en 1824, espion de la police de Paris.

Quoique le fait soit assez connu, il est cependant bon de rappeler que le colonel Caron fut jugé par un conseil de guerre, afin que la brièveté des procédures ne permît pas de développer les preuves de la provocation. Caron recourut à la Cour de cassation; mais le garde-des-sceaux Peyronnet, craignant que la Cour de cassation ne fût pas assez vendue au pouvoir, et admît le pourvoi, se hâta d'ordonner l'exécution par le télégraphe. L'exemple de lâche cruauté donné par le chef de la magistrature, ne pouvait manquer d'imitateurs dans un corps composé à son image. On connaît les expressions de Marchangy dans l'affaire des sergens de La Rochelle : *Toutes les puissances oratoires ne les sauveront point.* On

n'oubliera sans doute pas le fameux : *que ne suis-je compétent !* de l'infame Mangin. Il fallait des hommes de cette espèce à la faction ignoble qui pesait sur la France, et elle avait su les choisir et leur donner un pouvoir formidable à la faveur de la fiction qui fait de la justice un pouvoir indépendant, inamovible et même irresponsable ; elle y avait placé les plus dévoués et les plus sanguinaires de ses agens. Toutes ces conspirations n'aboutirent alors qu'à faire des victimes et à déposer dans la nation les germes qui firent naître la révolution de 1830. Ce n'est pas que la nation ne fût pas encore prête, ainsi qu'on a bien voulu le dire, mais plutôt parce que ceux qui auraient dû la guider, les députés de l'opposition libérale, étaient déjà en en arrière d'elle, et que, loin de seconder le mouvement, ils le paralysaient par leurs théories pusillanimes. Je l'avais écrit à quelques-uns d'entre eux en 1818, et particulièrement à M. de Chauvelin, et je voyais tous les jours réaliser mes prévisions d'alors.

Selon une distinction faite depuis avec beaucoup de justesse, les députés de l'opposition d'alors étaient *libéraux*, et n'étaient point *patriotes* selon la vraie acception de ce mot. Ils étaient élus sous l'empire de l'acte de déception appelé la Charte de 1814, et ils ne voyaient rien hors d'elle. De là ce fameux mot de Foy, qui est, je crois, mort fort heureusement pour sa réputation : Toute la Charte, et rien que la Charte. Ils appartenaient à une aristocratie créée par cette Charte, qui renfermait le monopole de la représentation dans un petit cercle d'élus. L'homme s'accoutume volontiers aux priviléges, et la plupart des députés se trouvaient très-bien du leur et n'auraient pas voulu le partager avec un trop grand nombre d'individus. La fiction de l'omnipotence parlementaire, que la faction des intrigans avait importée d'Angleterre et implantée dans la Charte de 1814, avait produit son effet. La lutte était établie entre le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif, tous deux

séparés de la nation, celui-ci par le principe de l'hérédité qui le renfermait dans une famille; l'autre, parce qu'il était devenu le domaine exclusif d'une classe. La masse de la nation n'y entrait que par le besoin de s'appuyer sur elle, et cette considération obligeait les chefs libéraux à capter sa bienveillance en améliorant son sort; mais ce n'était que par des concessions faites dans un esprit d'intérêt personnel, et non en cherchant à lui rendre ses droits imprescriptibles, ce qui aurait été patriotique. Le nombre des députés qui ont tendu à ce dernier but n'a jamais, je crois, dépassé une vingtaine avant 1830. Voilà le véritable motif qui a fait échouer toutes les conspirations avant les journées de juillet. Un sentiment confus, mais profondément senti, disait aux masses que jamais leur condition ne s'améliorerait sous les Bourbons et la Charte. Ceux qui étaient en position de les guider ne voulaient pas qu'on touchât à ces deux bases, auxquelles tenaient les priviléges d'éligibilité

dont ils jouissaient, et le mouvement s'arrêtait faute d'alimens qui entretinssent l'enthousiasme. Aujourd'hui seulement on commence à s'apercevoir de la véritable condition à laquelle tient la stabilité d'une révolution et le retour de l'énergie patriotique. Mais il est temps d'en revenir à mon récit : si je m'en suis écarté par une digression qui a embrassé des faits qui se sont passés en 1821 et 1822, ce n'a été que pour ne pas interrompre, en y revenant, le fil de ma narration. Les évènemens où j'ai été spectateur ou acteur sont assez pressés et assez intéressans pour ne pas en suspendre le récit.

Au mois de mars 1821, la révolution du Piémont éclata d'une manière qui pouvait, dès l'origine, faire voir qu'elle ne devait avoir aucun résultat avantageux, à moins qu'il fût possible de l'étendre à l'Italie septentrionale. Il y avait bien des chances pour obtenir ce résultat, et comme on ne pouvait le manquer que par une ineptie presque imprévoyable, c'était un évènement heureux. Les véritables inten-

tions de ceux qui furent les vrais auteurs de cette révolution, ne seront probablement jamais bien connues. Le roi, qui s'y était prêté, est mort; le prince de Carignan y a joué un rôle qu'il doit désirer voir couvert d'un éternel oubli. Quelques relations de ces évènemens ont été écrites par ceux qui en furent dupes, et qui, par leur caractère et la courte portée de leur intelligence, ont fourni eux-mêmes les moyens de les duper. Il n'y a donc aucun document digne de foi dont on puisse partir pour assurer des faits; on en est réduit à des conjectures. J'ai pris part à cette révolution; j'ai vécu au milieu de ses principaux chefs, et il ne m'a jamais été possible de recueillir que des renseignemens isolés, des désirs et des projets individuels. Jamais je n'ai pu découvrir, je ne dis pas un plan coordonné, il n'y en a jamais eu, mais même l'idée première qui a fait naître les actes spontanés d'où est née la révolution.

Cette révolution n'a pas été populaire; elle n'a point été militaire, en ce sens qu'il y ait eu

un complot formé dans l'armée par la libre opinion de ses membres; elle est partie de la cour et, sinon du trône, au moins de ses premières marches. Dès le mois de janvier 1821, des menées révolutionnaires furent pratiquées dans les régimens et parmi les citoyens. Partout on donnait à entendre que le roi, jugeant le besoin d'une réforme politique et législative, et voulant y satisfaire, était décidé à donner une constitution à ses peuples; mais que, désirant avoir, pour arriver à cette concession, des motifs autres que sa seule volonté, il ne serait pas fâché qu'un mouvement populaire, limité à une expression unanime des désirs de la nation, lui fournît le motif plausible dont il avait besoin pour justifier sa démarche. C'est à ce titre que la plupart des officiers qui entrèrent dans le projet de révolution y furent décidés. Toutes les informations sont d'accord en ce point, que le prince de Carignan était l'intermédiaire qui se présenta entre le roi et la nation; c'était de lui qu'on attendait le signal.

Ce signal fut plusieurs fois annoncé et plusieurs fois retardé. Fut-ce par des considérations politiques qui sont restées inconnues, par indécision ou pusillanimité? je ne déciderai pas cette question; je veux laisser à mes lecteurs le plaisir de la résoudre eux-mêmes d'après les faits. Le dernier signal, donné par le prince de Carignan, le fut à la fin de février. A cette époque, je sais qu'Allemani, commandant de la gendarmerie à Carignan, fut mandé à Turin, et reçut des ordres de mouvement du prince de Carignan, pour les régimens de cavalerie qui étaient dans les environs, et qui devaient se rendre à Turin. Des ordres pareils furent adressés à la garnison d'Alexandrie; mais bientôt vint un contre-ordre indéfini.

Ceux qui s'étaient décidés à se laisser mettre à la tête du mouvement, commencèrent alors à réfléchir sur la position où ils se trouvaient et à craindre d'avoir été l'objet d'une provocation dont ils pouvaient être les vic-

times. Un premier soupçon se glissa dans leur cœur sur la rectitude des intentions du prince de Carignan. Cette situation leur parut intolérable, et, pour en sortir, il fut conclu de ne plus attendre le signal du prince, et de faire la révolution sans lui. Selon le premier projet, cette révolution ne devait pas aller plus loin que la demande d'une constitution, dont les dispositions étaient abandonnées à la sagesse du souverain; mais dès le moment où la révolution se faisait sans l'intervention de celui qui se présentait comme son régulateur, il fallait adopter un drapeau qui pût rallier l'opinion publique. Celui qu'on choisit fut celui de la révolution d'Espagne, qui échauffait toutes les têtes, et dont la constitution avait déjà été adoptée à Naples.

Je ne reviendrai pas sur le récit des évènemens qui se sont passés à Turin et à Alexandrie, les 7, 8 et 9 mars 1821; ils ont été rapportés dans les journaux du temps; mais je ne puis passer sous silence la manière dont la ré-

volution se fit à Alexandrie. Elle est caractéristique et peut donner une juste idée de l'absence de tout ce qui peut marquer une ré-révolution populaire et de l'oubli de tous les élémens de réussite qui se faisaient sentir dans ce projet informe auquel le prince de Carignan avait attaché son influence; c'était de la stupidité et de la poltronnerie toutes pures. Le mouvement devant se faire par des ordres réguliers, de même qu'une opération militaire, on ne s'était assuré que de la plus grande partie des officiers; on n'avait fait entrer dans ce complot aucun sous-officier ou soldat; on comptait sur leur obéissance passive aux ordres de leur chef. Dès que les officiers se décidèrent à agir seuls, leur premier soin dut être de réparer cette omission. Le 8 au soir, ils réunirent les sous-officiers pour leur faire part de leur projet, et les engager à le seconder et à y faire entrer les soldats; mais ils éprouvèrent d'abord une vive résistance. Les motifs patriotiques ne purent en persuader que le

plus petit nombre. Dans le Piémont, l'influence féodale et cléricale et l'ignorance des masses, qui en est la conséquence, se font plus sentir que dans les autres contrées de l'Italie septentrionale. Rien ne paraissait prêt dans la nation, et les sous-officiers eux-mêmes reculaient devant des considérations hors de leur portée. Pour les décider, il fallut lâcher le grand mot, le mot magique qui brisera toujours la force armée dans les mains des despotes, parce que les despotes féodaux surtout, réservant les emplois à leurs créatures féodales, mécontentent toujours la classe des sous-officiers. On leur fit apercevoir que les emplois des officiers qui se refuseraient à la constitution, et dont les noms étaient connus, leur appartiendraient de droit. Ce dernier motif fit son effet, et la révolution se fit sans obstacle; les habitans, excepté le petit nombre initié dans le secret, ne le surent que le lendemain matin.

A Turin, et même dans le restant du Piémont, tout alla bien pendant les premiers jours. Quoi-

que la constitution espagnole, qui avait été proclamée, ne fût pas celle que le roi voulait adopter, il espérait cependant que le crédit personnel dont il jouissait, et l'estime qu'il avait méritée, ajouteraient à sa puissance une force suffisante pour pouvoir guider la révolution, au lieu de se laisser entraîner par elle. Il ne se trompait pas, et l'annonce qu'il fit de son intention de convoquer un parlement national, avec lequel il déterminerait les lois organiques du royaume, décida l'opinion puplique en sa faveur, et calma l'effervescence des partis; mais M. de Saint-Marsan, qui revenait du congrès de Troppau, où il avait été envoyé, changea ses dispositions. Il annonça au roi que la Sainte-Alliance, réunie en congrès, ne pardonnait pas plus aux constitutions octroyées qu'à celles que les nations avaient conquises; qu'elle avait frappé d'anathème la constitution de Naples, jurée par le roi, et qu'elle saisirait la première occasion favorable pour en faire autant à l'égard de l'Espagne. Il

lui fit sentir également que l'Autriche surtout ne souffrirait pas l'établissement d'institutions libérales dans un pays qui touchait à la Lombardie, où elle les avait étouffées.

Le roi de Sardaigne se trouva alors placé dans une situation tout à la fois dangereuse et embarrassante. Après avoir promis une constitution à ses peuples, non-seulement il pouvait répugner à la loyauté qu'on lui attribue de démentir ses promesses; mais il pouvait y avoir du péril à le faire, dans un moment où l'effervescence était à son comble, et pouvait facilement se tourner contre lui. D'un autre côté, il ne se sentait pas la force de suivre son premier dessein et de braver, à la tête de son peuple, les menaces des souveraius du Nord. Il aurait fallu, pour cela, s'appuyer sur la France, et l'esprit du gouvernement français étant le même que celui de la Sainte-Alliance, il aurait fallu révolutionner le pays pour mettre en liberté le bon vouloir de la masse des Français. Mais, quelque libéral que pût être le roi de

Sardaigne, né et élevé sous la pourpre, il devait reculer devant ces moyens extrêmes auxquels il n'appartenait qu'à une grande ame et à une capacité peu commune de recourir avec succès. Le seul parti auquel son caractère lui permit de s'arrêter fut celui d'abdiquer et de se retirer à Nice, abandonnant son pays à des chances qu'il ne se sentait pas capable de diriger. Le frère du roi, Charles-Félix, homme dont la stupidité et la pusillanimité passent toute expression, était alors à Modène, entre les mains de l'Autriche. La régence passa au prince de Carignan. Il aurait pu y recueillir de la gloire, et il n'y ramassa qu'une flétrissure ineffaçable.

Cette régence ne dura elle-même que peu de jours. Le prince de Carignan, qui avait été le premier moteur apparent de la révolution, essaya en vain de la dominer. Le manque de courage et l'incapacité qu'avaient dévoilés ses tergiversations et ses fausses mesures, lui avaient fait perdre tout crédit auprès de ceux

qu'il n'avait su qu'exposer et compromettre. Il était bien loin d'avoir le caractère et les qualités nécessaires pour reconquérir le crédit qui lui avait échappé. Dès l'instant où il vit qu'il allait se trouver forcé de suivre la révolution qui marchait sans lui, il forma le projet de déserter. Il se décida à courir au-devant de la honte et du mépris qui l'attendaient dans le camp des despotes, plutôt qu'à partager les dangers de ses concitoyens. L'indécision de son caractère pensa lui être fatale : son projet fut soupçonné, et il se vit au moment d'être arrêté ; il parvint cependant à gagner Novare, par la connivence des gendarmes qui l'escortèrent. Le gouvernement resta alors dans les mains du conseil ou junte de régence, qui administra au nom du roi Charles-Félix.

Dès l'instant où j'avais appris, à Lausanne, que la révolution avait éclaté à Turin, je m'étais tenu prêt à en suivre les chances et à profiter de celles qui pouvaient s'offrir en fa-

veur du rétablissement de l'ancien royaume d'Italie. Je ne me rendis cependant pas encore à Turin, et je résolus d'attendre que la révolution du Piémont eût pris une marche assez prononcée pour pouvoir juger des évènemens qui devaient en résulter. Si le prince de Carignan voulait profiter des avantages qui s'offraient à lui, il avait un beau rôle à jouer. Les peuples de l'ancien royaume d'Italie attendaient un libérateur et le désiraient; un prince italien aurait été accueilli avec enthousiasme. Quant à la force matérielle, il pouvait compter sur soixante mille Piémontais armés, équipés et organisés; la Lombardie seule lui offrait trente mille hommes, des armes pour autant, et de l'argent en abondance; le Modénais, le Parmesan et les Légations étaient disposés à un soulèvement qui pouvait s'étendre jusqu'à Rome. L'armée autrichienne était enfoncée dans les montagnes de l'Abruzze, et pouvait y être enveloppée et coupée de son pays, en occupant l'Adige, ce qu'on pouvait faire avec

quatre-vingt mille hommes. La France même, en lui offrant la Savoie et en négociant avec elle, avec un peu d'habileté, pouvait être ramenée à sa véritable politique, qui est d'empêcher l'Autriche de dominer en Italie (1). Ce que je savais du prince de Carignan, ne me permettait pas de croire, avec quelque certitude, qu'il fût capable d'embrasser et de suivre un plan un peu audacieux et qui demandait beaucoup plus de capacité qu'il n'en avait; mais enfin la chose était possible, et alors qu'avais-je à faire en Italie?

Quelques mouvemens populaires éclatèrent à Grenoble et à Bourg presque qu'en même temps que la révolution du Piémont, il n'y avait aucune relation entre ces deux évènemens; mais

(1) A mon retour en France, j'eus lieu de m'expliquer sur la part que j'avais prise à la révolution du Piémont avec M. de Villèle, qu'on ne soupçonnera pas, à coup sûr, d'être partisan de la propagande révolutionnaire. Je lui développai les motifs qui m'avaient guidé, et le projet que j'avais conçu, ainsi qu'on le trouvera ci-après. Il me répondit que si le gouvernement provisoire de Turin s'était expliqué dans ce sens, il ne doutait pas que la France fût intervenue en sa faveur, au moins diplomatiquement.

les têtes étaient échauffées, et on cherchait à les rattacher. L'effervescence dans le canton de Vaud, et surtout parmi les jeunes gens, se fit remarquer d'une manière sensible. Elle monta même au point qu'un nombre de volontaires se préparèrent à marcher au secours des patriotes de Grenoble et m'offrirent de se mettre sous mes ordres; mais le mouvement fut bientôt apaisé, et il n'en resta d'autre impression dans le canton de Vaud, qu'une disposition marquée à soutenir, au moins indirectement, les constitutionnels piémontais. Des armes furent réunies, et les débitans de poudre de guerre reçurent l'avis qu'ils pouvaient s'engager à en livrer de fortes quantités, qu'on mettrait à leur disposition.

Après le départ du prince de Carignan, les patriotes piémontais eurent le champ libre pour préparer leurs moyens de défense et pour s'organiser. Les premières mesures de la régence tendirent à ce but. Le ministère fut recomposé; les troupes reçurent l'ordre de

se réunir en corps et de s'approcher des frontières. Les soldats que le prince de Carignan avait réunis à Novare, y maintenaient le pouvoir absolu au nom de Charles-Félix; le général Latour était venu en prendre le commandement. Tout se préparait pour une lutte, dans laquelle il était naturel de penser que les chefs de la révolution déploieraient toute l'énergie et tous les moyens qu'ils avaient. Le ministre de la guerre, le général Bussolini, autrefois sergent dans mon régiment, avait été mon secrétaire lorsque j'étais directeur-général de l'artillerie italienne. Je pouvais donc me promettre, sous le rapport des opérations militaires, toutes les facilités que je pouvais désirer. J'avais également acquis la certitude qu'on me verrait arriver avec plaisir à Turin, et que mes services y seraient accueillis et utilisés. Je pensais donc que le moment de m'y rendre était arrivé, et j'écrivis en conséquence au prince Eugène. Le plan que je lui proposai était le suivant.

Je voulais d'abord me rendre à Turin et me proposer pour commander en chef l'armée constitutionnelle. Il n'y avait point de rivaux à m'opposer. Les anciens généraux piémontais étaient hors du service; ceux qui étaient employés étaient non-seulement mes cadets de bien loin, mais plusieurs d'entre eux avaient été mes subalternes directs. Une fois à la tête de l'armée, mon dessein était de réunir promptement en un corps d'expédition, les bataillons actifs, et de les faire suivre en seconde ligne par les bataillons de contingens qui, dans huit à dix jours, pouvaient être concentrés à Verceil et à Alexandrie. Le corps d'expédition se serait d'abord porté sur Vigevano, pour occuper la ligne du Tesin. Je ne voulais point attaquer le général Latour à Novare, parce que, dans une lutte pareille, ce qu'il faut le plus éviter, est de commencer par une guerre civile; je me contentais de lui couper la communication avec Milan. Il devait alors arriver, de deux choses l'une, ou qu'il se retirerait au-

delà du Tesin, ou qu'il appellerait les Autrichiens à son aide. Dans le premier cas, je croyais pouvoir être assuré que ses troupes ne le suivraient pas hors du Piémont et préféreraient se réunir à nous (1). Cela fait, il était toujours facile, dès que toute l'armée piémon-

(1) La lettre suivante, écrite par un officier des troupes renfermées dans Novare, à son frère qui servait dans l'armée constitutionnelle, en peignant la situation où se trouvaient le prince de Carignan et le général Latour, prouvera la vérité de ce que j'ai avancé, et fera voir que ces troupes se seraient réunies à nous, si, la communication de Milan étant coupée, les Autrichiens n'avaient pu arriver à Novare.

Turin, le 12 avril 1821.

Si cette lettre te parvient, tu y verras ce qui s'est passé à Novare ces jours derniers, ce que je n'ai pas écrit auparavant, par prudence. D'ailleurs la ville était dans un parfait état de siége, quoiqu'il n'y eût aucun assiégeant, si ce n'est l'amour de la patrie, qui s'étendait triomphant dans les lieux environnans. La confusion était dans nos rangs. Des soldats plus enivrés de vin que du sentiment de la fidélité à leurs devoirs passés, parcouraient les rues, insultant leurs chefs et les citoyens. Chaque distribution retardée causait des émeutes, des menaces, des désertions. Ensuite les nouvelles qui se succédaient continuellement, soit de votre approche, soit de la défection des nôtres, obligeaient le chef à des mesures de rigueur qui produisaient le mécontentement, la défiance et la confusion. Des sicaires se présentèrent, dit-on, à l'habitation du prince, pour attenter à ses jours. Des lettres

taise serait réunie, de faire naître en Lombardie l'insurrection qui n'attendait qu'un signal, et d'en tirer un prétexte d'intervention. Dans le second cas, la guerre était déclarée sans que l'odieux en retombât sur le gouvernement piémontais. Il n'y avait que sept à huit

anonymes épouvantèrent son imagination, et l'infortuné s'enfuit, suivi par déternels remords, d'un pays où il a trahi successivement le roi et le parti dont il s'était fait le chef, et vendu peut-être pour toujours l'honneur et la liberté de sa patrie. Cependant la ville se fortifiait au grand regret des habitans. Les parapets relevés, les fossés remplis d'eau, les ponts minés, les vieux châteaux remplis de munitions, tout annonçait qu'une résistance quelconque devait préparer une catastrophe funeste. Des négociations artificieuses furent entamées avec les fédérés, pour gagner du temps. Mais ayant échoué, il fallut s'enfermer, pour opposer des citoyens à leurs concitoyens. Néanmoins quelques sentimens de nature se firent apercevoir dans notre armée. Les canonniers refusèrent de se battre, la garde royale ne voulut pas sortir, quelques régimens menacèrent de ne pas agir. Alors le sacrifice de la patrie fut couronné, l'étranger fut appelé, et n'arriva malheureusement que trop tôt.

L'aurore de dimanche éclaira notre ruine. Les fédérés dispersés, la ville envahie, Alexandrie investie, Turin pris, voilà le résultat de tant et de si belles espérances. Nous sommes entrés hier triomphans dans Turin. L'horreur de notre victoire nous entoure, et si quelqu'un nous embrasse encore, c'est avec des larmes de fureur dans les yeux et peut-être la vengeance dans le cœur.

Dieu protége notre malheureuse patrie! En lui seul est la justice, puisque les hommes l'ont chassée de partout.

mille hommes de troupes autrichiennes en Lombardie, et je devais me trouver sur les bords du Tesin, à la tête de trente mille hommes, en en ayant autant à peu de distance en arrière. La victoire n'était pas douteuse, et l'occupation de Milan était infaillible. Nous trouvions dans cette ville et à Pavie un matériel d'artillerie assez considérable et plus de quarante mille fusils; l'argent nécessaire pour organiser le personnel et le matériel d'une armée n'aurait pas manqué. Je savais que la Lombardie avait offert trente millions. Aussitôt maître de Milan, je pensais devoir proclamer le rétablissement de l'ancien royaume d'Italie; enjoindre aux anciens employés de reprendre leurs fonctions, et appeler sous les drapeaux tous les anciens militaires et les citoyens qui voudraient se joindre à eux. Je savais aussi, d'une manière certaine, que cette levée produirait au moins vingt-cinq à trente mille hommes. Je ne comptais pas rester plus de quatre ou cinq jours à Milan, pour prépa-

rer tous mes moyens d'opérations, organiser le gouvernement, et attendre les bataillons du contingent du Piémont. Alors je devais me trouver à la tête de soixante mille combattans, et par conséquent en état de me porter sur l'Adige. Entre Milan et Vérone l'ennemi ne pouvait pas m'opposer plus de vingt mille hommes, et encore aurait-il fallu dégarnir Mantoue, ce qui n'était pas probable. Arrivé à la ligne de l'Adige, en faisant bloquer Mantoue et Peschiéra par des troupes levées en Lombardie et des gardes nationales, dont Milan, Lodi et Pavie en auraient seules fourni dix mille, j'étais en mesure d'attendre les renforts qui devaient m'arriver par la réorganisation de l'armée italienne, de faire soulever le Modénais, le Bolonais et les Légations. Dix-neuf des vingt-quatre départemens de l'ancien royaume se trouvaient à ma disposition, avec leurs ressources de tout genre. L'armée autrichienne, de Naples ne pouvait pas revenir sur le Pô avant un mois, et elle aurait été

suivie par l'armée napolitaine et l'insurrection des provinces qu'elle abandonnait. Pour réunir une nouvelle armée de soixante ou quatre-vingt mille hommes qu'il fallait tirer en partie de la Bohème, de la Hongrie et de la Galicie, le gouvernement autrichien avait au moins besoin du même temps. Il nous en fallait beaucoup moins pour être en mesure de reprendre l'offensive et l'initiative des opérations. Dès mon arrivée à Milan, je devais, par des moyens convenus, en donner avis au prince Eugène, qui devait alors se presser d'y venir. Là, la nation l'aurait porté sur le trône, aux conditions qu'elle aurait établies : le prince était tout-à-fait d'accord avec moi sur ce point. Mon rôle étant alors fini, j'aurais continué à servir au poste qui m'aurait été assigné.

Ce projet fut ratifié par le prince Eugène, qui m'autorisa à prendre, jusqu'à son arrivée, le titre de son lieutenant-général, et promit d'être rendu à Milan peu de jours après mon entrée.

Nous étions alors vers la fin du mois de mars. Je devais compter que quinze jours, au moins, se passeraient encore avant qu'il y eût des hostilités sérieuses. Il n'était pas probable que la régence de Turin voulût commencer par la guerre civile, et une attaque sur Novare; c'est-à-dire sur un point où elle craignait d'amener une intervention étrangère: c'était la plus grande sottise qu'on pût imaginer. Son jeu était de réunir l'armée dans une position centrale, sur les deux rives du Pô, à Casal, Valenza et Alexandrie, afin de donner de l'inquiétude aux Autrichiens dans la vallée du Pô et sur Pavie, et de les détourner d'un mouvement sur Novare. Deux chemins s'offraient à moi. Le premier et le plus court, par le mont Saint-Bernard; le second par Genève et le mont Cenis. Mais le Saint-Bernard était encore couvert de neige, et nous étions dans la saison des plus fortes tourmentes et des avalanches les plus dangereuses. Je pouvais donc n'y parvenir qu'avec beaucoup de peine et de perte

de temps, ou y être retenu plusieurs jours. Le chemin le plus court devenait alors le plus long. D'un autre côté, en traversant la Savoie, je pouvais peut-être rendre quelques services assez importans à la révolution du Piémont. Je devais trouver à Genève ou dans ses environs, les généraux Desaix et Dupas, que j'avais connus dès 1796, lorsque l'un était colonel, et l'autre chef de bataillon dans la légion des Allobroges. J'avais correspondu avec le premier, et une lettre de lui, que j'ai encore, datée de Thonon, *sur la route de la liberté de Paris à Rome*, m'avait fait espérer de trouver en lui un compagnon de fortune. Tout aussi ambitieux qu'un autre, je sais subordonner mon ambition au bien public. Je n'ignorais pas que j'allais appeler, dans la même carrière, peut-être un rival qui voudrait prendre le premier rôle. N'importe, je me résignai, parce que le succès de l'entreprise était mon seul but, et qu'en me sacrifiant je pouvais en faciliter la réussite. Il m'importait que la Savoie entrât

franchement dans les voies de la révolution, où la régence de Turin ne l'avait pour ainsi dire pas initiée, s'étant contentée d'en retirer les troupes, afin d'avoir l'air de l'offrir à la France; car tel était en définitive son dessein. Mais c'était la Savoie révolutionnaire qu'il fallait offrir à cette puissance, ou dont il fallait la menacer.

J'espérais que les généraux Desaix et Dupas, qui étaient du pays, pourraient amener ce résultat; je m'étais assuré des moyens de faire passer en Savoie un nombre suffisant de fusils et de munitions; je ne nommerai pas les citoyens influens du canton de Vaud, qui m'avaient fourni ces moyens; aux jours, peut-être assez prochains, du triomphe de la liberté, nous les verrons, sans doute, à la tête de leurs concitoyens. Je me décidai donc à me rendre à Genève; mon Henriette voulut m'accompagner, et refusa absolument de me laisser partir seul; par le fait, ses prévisions ont été justes, car, si je l'eusse laissée à Lausanne, nous eus-

sions été long-temps séparés, et j'aurais peut-être couru des dangers encore plus grands. Mais ce motif ne fut pas celui qui m'engagea à la satisfaire, il n'est pas de femme moins embarrassante qu'elle pour un militaire; fatigues et privations, elle supporte tout avec un courage au-dessus de son sexe et de son tempérament; les dangers qu'elle partage avec moi, cessent d'avoir le pouvoir de l'effrayer, et, le canon près de moi, gronde en vain; ses boulets passent inaperçus et ne peuvent l'émouvoir que pour moi; quel que soit l'amour qu'elle me porte, elle aime encore plus mon honneur, et loin d'essayer de m'arrêter, elle m'indiquerait elle-même mon devoir; elle a eu besoin de ce courage dans les trois années qui vont suivre. Dans les immortelles journées de juillet, ce ne fut pas pour la première fois qu'elle me dit : « Va où la patrie et « l'honneur t'appellent; ne crains pas de me « laisser seule: si tu succombes je saurai te « suivre. »

A Genève je rencontrai en effet les deux généraux dont j'ai parlé, et quelques autres de mes anciens camarades; je m'ouvris à eux, et leur fis part de mes projets et de mes préparatifs; j'avoue que je ne fus pas peu surpris de leur réponse. « Mon cher camarade, « me dirent-ils, ce que vous nous proposez est « trop imprudent pour nous, dans la position « où nous sommes. Nous jouissons de notre « pension de retraite, nous sommes tranquilles « dans nos propriétés, et il ne nous convient « pas de tout risquer; vous n'avez rien à perdre, « et vous ne craignez plus de vous compro« mettre; ce que vous voulez tenter est à sa « place, et nous vous souhaitons toutes les « prospérités. » Ils n'ajoutèrent cependant pas: « Si vous réussissez, nous viendrons ré« clamer la première place. » Je suis persuadé qu'ils ne l'auraient pas fait et qu'ils m'auraient applaudi bien sincèrement. Ainsi est fait le cœur de l'homme; ils avaient servi avec zèle, pa-

triotisme et probité, mais leur carrière était finie et leur ame n'avait plus d'autre sentiment que celui du repos individuel; il n'y a que des ames fortement trempées et douées d'une énergie qu'on serait tenté d'appeler surnaturelle, qui, ayant épousé une opinion ou commencé une tâche, soient capables de la suivre à tout prix, jusqu'au bout, et de ne se reposer qu'à la fin.

Je trouvai aussi, à Genève, des fuyards de Turin, qui se rendaient à Paris; les uns appartenaient à la classe aristocratique par excellence; le nom seul de constitution et l'idée de sortir de leur fainéantise privilégiée, suffirent pour leur donner des vapeurs; d'autres étaient des individus de la même classe, mais qui s'étant crus révolutionnaires tant que le prince de Carignan était avec eux, avaient espéré se voir à la tête des affaires; mais le départ du prince leur ayant fait craindre d'avoir des dangers à courir, la peur les avait

pris. Comment résister en effet à l'idée d'être forcé de vivre dans la poussière du camp, sans pouvoir, comme le prince della Cisterna, consulter, au moins chaque quart-d'heure, un miroir, pour rajuster l'élégante toilette, ou sans pouvoir attendre nonchalamment étendu sur un sopha, le portefeuille qu'on briguait? Leur fuite de Turin, leur présence à Genève et leurs discours ne m'effarouchèrent pas beaucoup; leur absence devait avoir laissé le champ libre aux patriotes énergiques et les avoir délivrés d'entraves toujours assez gênantes.

Je me décidai à hâter mon arrivée à Turin, où il paraissait que la régence allait être dans l'obligation de prendre des mesures énergiques; des renseignemens que je reçus le lendemain de mon arrivée à Genève, me firent cependant changer de direction. En faisant évacuer la Savoie par les troupes qui y étaient, la régence avait commis la faute de ne point faire proclamer la Constitution dans ce pays,

et d'y laisser le général d'Andezène, connu par ses opinions absolutistes. A peine les troupes furent-elles parties, que le général d'Andezène, réunissant les gendarmes à Chambéry, et organisant quelques bandes de sicaires, sous le nom de compagnies royalistes, se saisit de l'autorité abandonnée, et intercepta la route de Turin, où il ne laissait plus arriver personne; des voyageurs, ainsi renvoyés, revinrent à Genève. Tenter de prendre la même route était donc au moins m'exposer à une nouvelle perte de temps; j'appris encore que j'avais été signalé à d'Andezène, et que, non-seulement il me retiendrait à Chambéry, mais que le poste de Carouge avait ordre de m'arrêter au passage et de me livrer à la France; je me décidai donc à rétrograder à Lausanne et à me rendre le plus promptement possible au grand Saint-Bernard et de là à Turin. Je repartis de Genève après y avoir passé, ou pour mieux dire, perdu deux jours, que je ne perdrais plus aujourd'hui que j'ai encore mieux appris à connaître le commun des hommes.

CHAPITRE XI.

Je passe le Saint-Bernard.—J'arrive à Turin et suis nommé commandant en chef de l'armée. — Sotte affaire de Novare; effroi de la régence. — Projet que je propose. — Je me rends à Asti pour l'exécuter. — La régence se dissout lâchement et licencie l'armée. Je suis abandonné à Asti. — Aventure de Savone. — La contre-révolution est faite à Gênes. — J'y arrive — Projets des patriotes qui échouent. — J'obtiens les moyens de me rendre en Espagne avec les proscrits piémontais. — J'arrive à Tarragone. — Générosité des habitans. — Situation de l'Espagne. — Position embarrassante des réfugiés. — Discussion de la loi qui leur accorde des secours. — Difficulté de son exécution. — Embarras qu'elle me cause. — Tentative d'assassinat contre moi.

Ce que j'avais craint au grand Saint-Bernard m'y attendait en effet ; j'arrivai sans obstacles le 4 avril, vers midi, à Saint-Pierre; le temps était encore beau quand nous en partîmes,

mais à peine eûmes-nous fait une lieue que nous commençâmes à ressentir les premiers effets d'une tourmente. La neige étant déjà trop haute pour que les mulets pussent y passer, il avait fallu les renvoyer; mon Henriette fut mise dans une litière portée à bras; quant à moi, je fis ma route à pied; j'étais couvert d'un épais surtout de Kalmouk, qui m'avait été fort utile tant que j'étais à cheval, mais lorsque j'eus un peu marché, enfonçant jusqu'aux genoux dans la neige, et ne m'en retirant qu'avec de grands efforts, la sueur commença à me gagner et à m'affaiblir. Bientôt la tourmente, une des plus violentes de l'hiver, arriva au comble de sa furie; la neige épaisse qui tombait en tourbillons et l'impétuosité du vent nous ôtaient la respiration et la vue. Nos guides perdirent deux fois le chemin et commençaient à désespérer de notre salut; mes forces allaient toujours en diminuant, et lorsque nous fûmes arrivés à l'hôpital, je fus saisi d'une telle défaillance que je tombai sur le sen-

tier, hors d'état de faire un pas de plus; l'anéantissement de mes facultés était tel que je ne sentais plus rien et ne savais plus même où je me trouvais. Je ne dirai pas qu'à l'instant où je me sentis dans l'impossibilité de me mouvoir, l'idée d'une mort imminente se présenta à mon esprit, et que je la considérais avec un courage stoïque, car cette idée ne se présenta pas à mon imagination; nos deux guides affaiblis eux-mêmes n'étaient plus en état de me porter; ils me considéraient en silence et avec une frayeur muette, comme un présage de ce qu'ils attendaient pour eux, quelques momens plus tard; mon Henriette, plus morte que vive, n'avait plus même la faculté d'exprimer ses craintes et sa douleur.

Dans ce moment où nous étions tous en présence d'un anéantissement prochain; où nos guides, quoique attendant l'arrivée à l'hôpital des gardiens de service, ne croyaient plus pouvoir se soutenir en vie jusqu'à ce moment;

dans cet instant solennel, nous aperçûmes ces gardiens, qui nous avaient vus eux-mêmes, et qui s'avançaient vers nous. Voilà Jupiter! s'écrièrent nos guides, nous sommes sauvés? Ce n'était pas le Jupiter Olympien, ou celui du Capitole, mais le plus fort et le plus intelligent des chiens de l'hospice du Saint-Bernard, bien plus intéressant pour nous que les dieux de l'Olympe. L'instinct de Jupiter le dirigea de suite sur moi, qu'il voyait le plus en danger, et s'attachant au collet de mon surtout, il me souleva d'abord la tête; deux domestiques de l'hospice me prirent sous les bras, et nous nous acheminâmes pour parcourir environ trois quarts de lieue qui nous restaient encore à faire; mais, quoiqu'il me vît ainsi soutenu, le bon Jupiter ne voulut pas m'abandonner; il me tint continuellement par mes habits, afin d'être prêt à me retenir, si je venais à tomber. Telle est l'intelligence rare des chiens du Saint-Bernard : souvent ils parcourent seuls les environs de l'hospice, et s'ils rencontrent

un malheureux voyageur étendu sur la neige, ou le sentent sous l'avalanche qui l'a couvert, un reste auprès de lui et l'autre retourne à l'hospice avertir ses maîtres; celui qui est resté soulève le voyageur par la tête, s'il le peut, ou commence à faire un trou dans la neige, en attendant qu'on vienne avec les instrumens nécessaires.

La tourmente dura encore deux jours que je passai forcément à l'hospice, avec les religieux; car à cette époque de l'année personne ne passe le Saint-Bernard, et il n'y avait d'autres voyageurs que nous. Assez d'autres ont publié des descriptions de cet hospice, où les religieux passent huit mois de l'année au milieu des neiges, dans des travaux et des dangers continuels, à la conduite et à la recherche des voyageurs; je me dispenserai donc d'en parler davantage: leur généreuse hospitalité est connue, et elle est d'autant plus utile et plus noble, qu'elle s'exerce en général sur les classes les plus pauvres de la société. Le plus grand

nombre des voyageurs sont des ouvriers ou des petits marchands colporteurs, qu'il leur faut bien souvent encore secourir, et ils le font avec la plus délicate attention. On n'a pas d'idée en Europe du nombre de malheureux dont les ossemens blanchissent les rochers du Saint-Bernard; malgré tous les soins et les fréquentes patrouilles de l'hospice et la surveillance active des chiens, il n'y périt pas moins de cent cinquante individus par année. Depuis dix-huit siècles que ce passage est fréquenté, cela fait près de trois cent mille hommes. Les religieux ont, eux aussi, souffert de la chute de l'empire français, et l'humanité a, jusque dans ces lieux sauvages, été privée du bien que lui voulait faire Napoléon; les dotations qu'il avait destinées à l'hospice, sous la condition d'établir une succursale au Saint-Gothard et une au Simplon, ont été confisquées au profit du roi de Sardaigne; ce même petit tyran s'est également approprié trois millions, déposés à Aoste pour la construction d'une grande

route par le Saint-Bernard. La réaction des despotes de la Sainte-Alliance, de même que la ligue des esprits infernaux, n'a donc su que faire du mal.

Le temps s'étant remis au beau le 7, nous partîmes à la pointe du jour pour nous rendre à Aoste; tous les religieux voulurent nous aider et nous accompagner jusqu'à Saint-Remi; ils s'emparèrent de nos personnes et de nos bagages; le prieur lui-même se chargea d'une malle. La descente, du côté de l'Italie, est plus courte que celle du côté de la Suisse, mais elle est aussi bien plus rapide et plus effrayante; le chemin, en hiver, passe continuellement sur le revers de précipices à perte de vue, et il faut autant s'y garantir des vertiges que des glissades. Mon Henriette était portée dans un espèce de fauteuil, sur un brancard: on la fit descendre à reculons pour éviter de l'effrayer; mais la vue des rochers presque à pic ne laissait pas que de lui causer

encore de l'effroi; quant à moi, j'étais à pied, mais j'avais prudemment quitté mon gros surtout; chaussé de longues guêtres et armé d'un long bâton ferré, dont il fallait me servir comme d'un balancier de danseur de corde, pour conserver l'équilibre, je descendis assez lestement. Le fidèle Jupiter, se rappelant le danger où il m'avait vu trois jours auparavant, ne me quitta pas; au moindre faux pas, il me saisissait par le pan de l'habit, afin de me retenir. Devant nous, deux hommes, armés de longues perches, battaient la neige sur chaque penchant un peu rapide, afin de décider, avant notre passage, la chute des avalanches, s'il y en avait; il n'en roula qu'une ou deux insignifiantes; à Saint-Remi, nous nous arrêtâmes pour prendre quelques rafraîchissemens, après lesquels nous prîmes congé de nos bons religieux, et nous nous rendîmes à Aoste, où nous arrivâmes à la nuit tombante.

Nous en repartîmes le lendemain 8 avril, au

matin, et à midi nous arrivâmes à Jvrée. Le commandant militaire de cette place était le général Perron, ancien colonel dans nos armées francaises; je me rendis chez lui pour en recevoir quelques renseignemens sur ce qui se passait alors à Novare. J'avais appris, avant de partir de Genève, que la régence avait fait marcher sur cette ville un corps de troupes, tiré d'Alexandrie et de Turin; j'étais bien aise de savoir qui avait été chargé de cette expédition, et quelles instructions on avait données au chef. La mission était dans tous les cas fort délicate, et le soin principal de celui qui en était chargé devait être d'empêcher toute intervention de l'Autriche, et par conséquent de s'interposer entre Novare et le Tesin. Ce que j'appris du général Perron n'était pas de nature à me satisfaire complètement; un esprit de vertige paraissait avoir saisi les chefs de la révolution; dans un moment où ils étaient obligés de réunir tous les moyens de défense nécessaires pour soutenir la lutte dont ils étaient

peut-être menacés, et par conséquent de s'assurer de chefs expérimentés pour leur armée; dans ce moment précisément, ils avaient affecté d'écarter tous les officiers supérieurs qui avaient servi dans les armées françaises; ils avaient confié le commandement de leurs troupes à des hommes nouveaux sous tous les rapports. Deux des généraux nommés depuis la révolution étaient un colonel et un lieutenant-colonel de la garnison d'Alexandrie. Le colonel Régis, ancien chef de bataillon au 31ᵉ léger, au service de France, était un brave homme, sincèrement attaché à sa patrie, qui savait bien faire faire l'exercice à son régiment, mais il était d'une incapacité qu'on pourrait appeler classique, absolument sans caractère et hors d'état de prendre par lui-même une détermi-naison décisive. Le lieutenant-colonel A......, autrefois officier subalterne au 2ᵉ léger italien, était, s'il est possible, d'une incapacité plus grande encore, et il y joignait le défaut de la boisson, en sorte que tous les jours, après le

dîner, il était dans un état d'ivresse complète. Le troisième était le fils du ministre de Saint-Marsan, dont j'ai parlé plus haut; c'était un jeune homme brillant par ses manières, et faisant très bonne figure dans un salon, au reste ne connaissant nullement la guerre, qu'il n'avait pas faite; c'était dans les mains de ces trois chefs qu'était remise la belle armée piémontaise. Les intructions qu'avait reçues Régis, qui commandait l'expédition de Novare, lui enjoignaient de mettre un terme aux négociations entamées avec le général Latour, en leur donnant l'appui d'une force prête à agir. J'appris aussi à Jvrée que Bussolini n'avait fait que paraître au ministère de la guerre et qu'il était remplacé par le comte de Santa-Rosa. Le nouveau ministre avait été autrefois officier, puis pendant long-temps sous-préfet de la Spezia; il avait été nommé général depuis la révolution.

Quelques expressions dont s'était servi Régis la veille, en passant à Jvrée, pouvant

faire penser que son intention était d'attaquer Novare par la route de Verceil, je crus devoir développer au général Perron les motifs politiques qui s'opposaient à une attaque sur Novare; je l'engageai à écrire par estafette à Régis, pour la lui mettre sous les yeux, l'engager à chercher plutôt à se placer entre Novare et le Tésin et à attendre les nouvelles instructions que j'allais demander au gouvernement pour lui. Le général Perron parut persuadé et me promit de faire ce que je lui demandais; cependant je ne m'arrêtai qu'une demi-heure à Jvrée et j'en repartis en hâte pour Turin.

J'y arrivai dans l'après-dîner, et je me rendis de suite à la régence pour lui offrir mes services; ils furent acceptés avec beaucoup de grâce et d'empressement, et un décret du 8 avril me nomma au commandement en chef de l'armée piémontaise (1). Le moment était

(1) On peut consulter à cet égard une brochure qui a paru à Paris en 1822, sous le titre de *Révolution piémontaise* et dont l'auteur est le général Santa-Rosa.

pressant, et ce que j'avais appris à Jvrée sur l'expédition de Novare me faisait désirer d'entrer promptement en conférence avec le ministre de la guerre. Il était urgent, ou d'empêcher l'attaque de Novare, si cela se pouvait encore, ou, si elle avait eu lieu, d'aviser aux mesures à prendre d'après un résultat quelconque; il m'importait aussi de connaître exactement la force et l'emplacement actuel des corps qui composaient l'armée piémontaise et des contingens qui devaient la porter au complet; enfin je voulais m'entendre sur le plan d'opération qui devait résulter de la situation politique actuelle et des chances qui pouvaient se présenter. J'obtins cette conférence, et je dois à la mémoire du général Santa-Rosa la justice de dire que je le trouvai disposé à tout ce qui pourrait être utile à sa patrie, et rempli à mon égard de sentimens bienveillans qui ne se sont jamais démentis; c'était un honnête homme et un patriote loyal, mais par malheur

la force de son caractère ne correspondait pas à la gravité des circonstances; avec plus d'énergie, il aurait pu dominer la régence, et probablement éviter les malheurs de sa patrie; la force de caractère est un don de la nature: on peut plaindre et non blâmer celui qui en manque. En quittant le général Santa-Rosa, je me rendis chez moi, pour travailler au plan militaire et politique que je devais soumettre à l'approbation de la régence.

Il n'y avait pas long-temps que j'y étais, lorsqu'un tumulte, qui s'éleva à la porte du Pô, près de laquelle je logeais, y attira mon attention. Quelques cavaliers du corps d'expédition de Novare venaient d'arriver à la débandade, annonçant la défaite de ce corps, et la prochaine arrivée de l'ennemi. La seconde partie de la nouvelle était tout-à-fait incroyable; mais la première méritait qu'on vérifiât ce qu'étaient en réalité les prétendus fuyards; ils furent arrêtés, et conduits au commandant de la

place. Je me disposais à me rendre moi-même au gouvernement, lorsqu'un message m'appela près du ministre de la guerre.

Quoique je n'aie pas appris alors tous les détails de la déroute de Novare, je vais cependant les rapporter tels que des informations précises me les firent apprendre plus tard. Pendant que le général Régis marchait sur Novare, les négociations avec Latour se continuaient; on en avait spécialement chargé le général Belloti qui avait été au service du royaume d'Italie, où il avait une réputation plus que médiocre, et le talent qu'il eut, en 1813, de se jeter, avec un régiment, au milieu de l'armée ennemie et de s'y faire prendre l'arme au bras, avait laissé de fâcheux souvenirs sur son compte. On a vu, par la lettre que j'ai citée ci-dessus, que la mauvaise foi présidait aux ouvertures faites par le général Latour; elles servaient à masquer une surprise; le général Belloti s'en aperçut-il ou non? fut-il trompé ou trompeur? il n'y a

qu'une seule réponse à faire à cette question : Belloti, envoyé une dernière fois par le général Régis, à son départ de Verceil, resta volontairement à Novare, et ne revint plus.

Régis, arrivé devant cette dernière ville, s'y arrêta avec ses troupes, pour attendre une réponse définitive; son avant-garde s'étant trop approchée de la place, il s'engagea peu à peu une fusillade assez vive, que suivirent quelques coups de canon. L'avertissement aurait dû servir à Régis, pour lui faire présumer quelle serait la réponse et l'engager à tirer ses troupes de l'ordre en colonne de route, pour les déployer et se disposer au combat. Pendant que Régis restait toujours dans l'inaction, bayant, l'on peut dire, aux corneilles, les troupes autrichiennes, au nombre d'environ deux mille hommes, qui avaient passé le Tesin, pendant la nuit, tournaient la ville, et un régiment de hussards, qui étaient en tête, déboucha sur le flanc de la colonne de Régis. Il n'y aurait pas eu grand mal, si le malencontreux général eût été préparé au

combat; il avait cinq mille hommes et une bonne brigade de cavalerie. Mais toutes ses troupes étaient en colonne de route, sur la chaussée bordée de fossés, la cavalerie en tête, couverte par un bataillon du régiment de Gênes, qui formait l'avant-garde; l'artillerie avait ses pièces sur les avant-trains, les caissons de cartouches en arrière de la colonne; excepté le bataillon de Gênes, qui avait reçu dix cartouches par homme, toutes les gibernes étaient vides. Le bataillon de Gênes résista avec courage, en se déployant des deux côtés de la route; mais la cavalerie, se voyant à l'instant d'être chargée dans un lieu où elle ne pouvait pas se déployer, fit un mouvement rétrograde, qui fut assez rapide pour culbuter l'infanterie, qui était derrière elle. Elle se rallia cependant en arrière et se déploya. Mais l'infanterie, mise en désordre, n'ayant pas de munitions pour se défendre et ne recevant pas de direction, continua à fuir et entraîna à son tour la cavalerie. Le bataillon de Gênes, qui se battait encore,

tout seul, fut facilement forcé, et alors tout se sauva à vauderoute sur Verceil. La débâcle fut si prompte que la perte de la colonne constitutionnelle s'éleva au plus à cinquante hommes, tués, blessés ou pris. Tout cela se passa sans que le général Régis ait donné signe de vie, ni qu'on ait presque su où il était. Une ineptie aussi impardonnable peut seule expliquer comment les troupes piémontaises, que nous avons vues si braves dans cent combats, ont fui, dans celui-ci, presque sans se battre.

En arrivant au palais du gouvernement, je trouvai tout le monde dans la consternation. On ne pouvait douter de la déroute de Novarre, par le rapport unanime des fuyards, parmi lesquels se trouvaient déjà des officiers, et on savait que les Autrichiens étaient intervenus. Cette dernière nouvelle surtout épouvantait la régence: les membres qui la composaient avaient été assez sots pour croire que l'Autriche respecterait le territoire piémontais en pleine paix. Il est des hommes à qui les

exemples de l'histoire ne disent rien. Le général Régis n'avait pas écrit un mot ; il ne semblait pas que les troupes qu'on lui avait confiées fussent pour lui l'objet du moindre intérêt : il avait laissé courir chacun à sa guise. La régence n'avait donc aucun rapport officiel. A entendre les fuyards, tous leurs camarades avaient été tués, et les Autrichiens arrivaient en chaise de poste.

Au milieu de cet extravagant effroi, je parvins cependant à me faire entendre un moment. Il résultait du rapport des fuyards, en l'examinant bien, et de ce qu'on avait pu apprendre de quelques officiers moins effrayés, qui étaient arrivés jusqu'à Turin, en cherchant leur général, qu'il n'y avait eu qu'une déroute, et que la perte faite était de peu de conséquence. Le général Régis n'ayant donné aucun ordre de retraite, ni indiqué aucun point de ralliement pour les troupes, il était naturel que l'instinct porterait les fuyards à reprendre le chemin par lequel ils étaient venus : une partie

des troupes reviendrait donc à Turin, tandis que le reste repasserait le Pô à Casal ou à Trino et se rendrait à Alexandrie. Ces données infaillibles fixèrent mes idées, et je proposai à la régence le projet suivant.

Le corps envoyé à Novare étant dispersé, la route de Turin se trouvait ouverte aux Autrichiens, et rien ne pouvait plus les empêcher d'y arriver. D'un autre côté, l'armée n'avait souffert qu'un échec de peu d'importance, et la déroute de Novare ayant été l'effet de la surprise d'un côté et de l'ineptie de l'autre, n'ayant pas été la conséquence d'un combat violent et acharné, était de nature à irriter les troupes plutôt qu'à les abattre, si l'on savait ranimer leur amour-propre. Il fallait donc changer le système et le théâtre de la guerre, et tout pouvait encore être sauvé. Je proposai donc de prendre pour base d'opérations les deux places de Gênes et d'Alexandrie, toutes deux assez fortes pour servir de places d'armes. La régence, quittant Turin, se rendrait à

Gênes, se faisant suivre par les caisses du gouvernement, qui contenaient quelques millions, dont le besoin se ferait bientôt sentir. Ainsi placé, le gouvernement était en sûreté, et, dans le cas où les prévisions les mieux calculées ou les efforts les mieux combinés auraient échoué, il pouvait toujours négocier et obtenir une capitulation, qui aurait sauvé un grand nombre de victimes. Cependant le ministre de la guerre se serait établi à Alexandrie, pour y organiser les ressources qui existaient dans cet arsenal.

Le premier objet des opérations à entamer sans retard était de forcer la poignée d'Autrichiens entrés en Piémont, à en ressortir au plus tôt, afin que rien ne retardât la marche des contingens. Je pouvais, en me servant des troupes de Turin, de celles d'Alexandrie et de celles qui avaient été à Novare, réunir quinze à seize bataillons, vingt escadrons et une trentaine de bouches à feu. Je proposai Asti pour point de réunion des troupes et de

départ des opérations. Je demandai donc que, le soir même, on envoyât des officiers d'état-major dans la direction de Santhia, et le long du Pô par Trino, et Crescentino sur Casal, afin de diriger sur-le-champ à Asti ce qu'ils rencontreraient de troupes de tout genre. Le 9, de grand matin, je me serais rendu moi-même à Asti, afin de réorganiser les troupes, et de fournir à leurs besoins. La journée du 9 devait me suffire pour cela, et pendant ce temps je couvrais la marche de la régence sur Gênes. Le 10 au matin, je marcherais sur Alexandrie, pour rallier les troupes qui devaient me joindre; la ville de Gênes restant à la garde de la brillante garde nationale, le régiment qui s'y trouvait devait en partir pour venir en garnison à Alexandrie, et me servir de réserve. Après un séjour de quelques heures, je devais repartir de cette place et passer le même jour le Pô à Bassignana, afin d'ôter à l'ennemi le temps de venir me disputer le passage. Rien n'était préparé à Pavie pour nous

résister : la population de cette ville, où j'avais commandé sept ans l'école d'artillerie, nous était favorable. Rien ne s'opposait donc à ce que j'en fusse maître le 11, ainsi que du passage du Tesin; si les Autrichiens, qui avaient marché sur Turin, ne rétrogradaient pas au premier bruit de mon mouvement, j'arrivais à Milan en même temps qu'eux à Turin.

On remarquera sans doute que, dans toutes ces opérations, je ne jouais pas le rôle le moins dangereux. Tandis que je plaçais toutes les autorités du gouvernement dans un lieu sûr, où elles pouvaient, dans le cas le plus désespéré, ou capituler, ou se retirer facilement par mer, j'allais me jeter avec quinze ou seize mille hommes au centre de l'Italie, en face des forces de la monarchie autrichienne, n'ayant pour auxiliaires que le patriotisme des Italiens et la fortune qui aime à secourir l'audace. Mon projet était à la vérité audacieux, mais il était loin d'être téméraire : j'entrais dans un pays où j'avais été l'un des fondateurs de la liberté, où

j'avais laissé quelques souvenirs de patriotisme et de capacité; je revenais au milieu de mes compagnons d'armes de quinze campagnes; je devais y retrouver des citoyens dont le patriotisme m'était connu, des soldats avec lesquels nous avions plus d'une fois, en nombre bien inférieur, fait tourner le dos à ces mêmes Autrichiens. A ces causes morales de succès se joignirent encore des garanties de fait, que des motifs faciles à concevoir ne me permettent pas encore de faire connaître. Dans les évènemens qui se préparent, et qui seuls peuvent résoudre la grande question européenne, l'occasion se présentera sans doute de réaliser le projet que j'avais conçu alors, et dont je n'ai développé que l'introduction, et de faire voir comment on peut frapper la puissance autrichienne au cœur, par le centre de l'Italie.

Qui le croirait? Lorsque je proposais à la régence un moyen de se mettre en sûreté et d'échapper aux dangers qui menaçaient presque tous ses membres; lorsque moi, qui n'en

courais encore aucun, qui pouvais encore, comme étranger à la révolution du Piémont, aller m'embarquer tranquillement à Gênes, je m'offrais à me jeter dans une entreprise au moins périlleuse; lorsque je me sacrifiais ainsi pour la cause dont ils étaient les chefs, en ne me laissant plus d'alternative entre la victoire et la mort, je pensai dans les premiers momens éprouver un refus direct. L'hésitation que mit la régence à entrer dans mes vues, était tellement incompréhensible, qu'elle excita les murmures des officiers qui étaient présens au palais. Je dois cependant au général Santa-Rosa la justice de dire qu'il me comprit; mais il était d'un caractère trop faible pour que son appui fût bien efficace. Enfin, vers trois heures du matin, il fut décidé que mon projet était accepté, et que je me rendrais à Asti pour le mettre à exécution. Ce qui me retint encore quelques heures à Turin, fut la demande que je fis de quelques officiers d'état-major dont j'avais besoin pour m'aider dans mes opéra-

tions. Le désordre était tel dans le ministère de la guerre, qu'on ne put trouver ni choisir personne dans le moment; chacun cherchait à faire ses paquets. Enfin, on m'annonça que le lendemain je serais joint par les officiers que j'avais demandés, et qu'on me donnait, pour chef d'état-major, un colonel, nommé San Nazzano, que je ne pus voir ce soir-là, qu'on me dit être un homme courageux et instruit; mais ce que le ministre de la guerre ne me dit pas, et ce que je ne pouvais deviner, c'est que c'était un joueur et un homme dont l'inconduite lui avait attiré plusieurs fois des châtimens sévères. Il n'y avait point de temps à perdre, si mon projet devait réussir, et je me décidai à partir seul, comptant bien trouver à Asti quelque officier intelligent, dont je pusse me servir.

J'arrivai à Asti le 9 avril, vers midi. Déjà neuf à dix bataillons et une partie de la cavalerie s'y trouvaient réunis; c'était, en grande partie, la colonne de Novare. Outre le décou-

ragement produit par la déroute et par l'absence de leur général, qu'ils n'avaient pas revu, les soldats souffraient de la pénurie. Je fis payer aux troupes qui se trouvaient à Asti l'arriéré qui leur était dû, et, par avance, le prêt du 10; je fis distribuer les effets dont elles manquaient; je leur parlai et je cherchai à leur rendre la confiance en elles-mêmes; mes soins et mes efforts ne furent pas perdus. Déjà en route je m'étais aperçu de l'esprit moral que produisait la vue d'un général français, venant combattre pour la cause de la liberté; la même chose arriva à Asti. Le courage et la confiance revinrent, et le patriotisme se ralluma au point que deux officiers, ayant voulu persuader à leurs soldats de se disperser, furent chassés et auraient éprouvé de mauvais traitemens, sans l'intervention de leurs chefs. On savait qu'il avait été décidé à Turin que la régence se rendrait à Gênes, et que nous reprendrions l'offensive, pour chercher, de bon jeu, la re-

vanche de Novare. Cette idée souriait à des troupes naturellement braves.

La journée fut fatigante pour moi. J'avais à la vérité trouvé quelques officiers qui m'aidaient avec zèle et succès; mais celui qui m'a été le plus utile, fut M. Golla, ancien chef de bureau au ministère de la guerre d'Italie, alors commissaire des guerres et faisant près de moi les fonctions d'intendant du corps d'armée. Tout allait bien : les troupes de Novare étaient ralliées; les reconnaissances et les avis reçus d'outre Pô, annonçaient que l'ennemi n'avançait pas encore vers Casal. Je n'attendais plus, pour me mettre en mouvement, que le régiment d'Alexandrie, qui avait passé par Trino et devait arriver à l'entrée de la nuit. Le régiment de Gênes, que je trouverais à Alexandrie, devait compléter le corps d'expédition. Toutes les dispositions préliminaires achevées, je résolus de faire encore une fois la visite des troupes et des postes, afin de m'as-

surer que tout était prêt et en bon ordre. Pendant que je faisais cette visite, je reçus l'avis que le ministre de la guerre, Santa-Rosa, était arrivé. Je dus naturellement penser qu'il m'apportait la nouvelle du passage de la régence à Gênes, qui devait avoir lieu par Mondovi, et qu'il venait pour se concerter avec moi. Je revins donc en hâte à mon logement. Mais quel fut mon étonnement d'apprendre à mon arrivée qu'il était reparti pour Gênes, fuyant seul en chaise de poste, après avoir annoncé que tout était perdu, que la régence s'était dissoute, et que l'armée pouvait se disperser, chacun pensant à son propre salut. Il n'avait pas voulu m'attendre, et s'était contenté de me faire dire, par mon chef d'état-major, que le bataillon de garnison à Turin m'apportait la caisse militaire, réduite à cent trente mille francs (1),

(1) Je n'ai revu ni le bataillon ni la caisse. Le capitaine Enrico qui en était chargé, m'annonça à Tarragone, par une lettre que j'ai encore, qu'il avait distribué l'argent aux officiers qui étaient avec lui, y compris sa personne.

et qu'il m'engageait à faire refluer sur Gênes la caisse d'Asti, et à y ramener ce que je pourrais de troupes. Ramener des troupes après qu'il les avait licenciées!....... Je n'ai jamais pu attribuer cette inconcevable conduite de Santa-Rosa qu'à l'extrême frayeur dont il était saisi dans ce moment, et à la pusillanimité de son caractère. Encore aujourd'hui je ne crois pas à la possibilité d'élever, sur son compte, un soupçon de trahison; mais alors je ne savais trop quoi penser.

Mon chef d'état-major, qui était resté près de moi, m'expliqua ce qui s'était passé à Turin, après mon départ. La translation de la régence à Gênes avait été remise en délibération, d'après les observations de quelques-uns de ses membres; et alors l'arrêté de la veille avait été rapporté. La conduite molle et douteuse de la régence, la souplesse qu'elle avait mise à suivre les insinuations des ambassadeurs de France et de Russie, qui l'éloignaient de toute mesure énergique, avait paru à ses membres

un motif suffisant pour trouver grâce devant le vainqueur. Ils s'étaient tenus dans un juste milieu entre l'exaltation populaire, qu'ils avaient détournée ou comprimée, et l'exaltation royaliste, que sa jactance, sa faiblesse et sa lâcheté, auraient conduite à tout perdre. Ils avaient toujours tenu le pouvoir au nom de Charles-Félix, et lui étaient toujours restés fidèles. Enfin, en laissant exister nominalement la constitution espagnole, ils en avaient empêché le développement et s'étaient opposés à la réunion d'un congrès national. Ils croyaient donc avoir sauvé, non la nation ni les patriotes, dont ils s'occupaient peu, mais leurs personnes et leurs intérêts. Afin cependant de se donner le temps d'échapper aux dangers du premier moment, ils résolurent de se séparer, pour se mettre provisoirement en sûreté, laissant ainsi leur patrie dans l'anarchie, au lieu de soutenir jusqu'au bout le rôle qu'ils avaient entrepris.

Tels sont et tels seront toujours la conduite et les sentimens des hommes qui, dans les

grandes crises, cherchent à refroidir l'ardeur patriotique, en proposant des mesures de prudence et de modération, qui, ainsi qu'ils les entendent, ne sont que des mesures de déception et de lâcheté. Nous les retrouverons en Espagne où ils ont également ruiné la révolution, et en France où ils y travaillent de toutes leurs forces.

Ce qui s'était passé à Turin, et *le sauve qui peut* proclamé par Santa-Rosa, avaient changé la face des affaires. Il n'y avait plus moyen de songer à autre chose qu'à sauver les débris du naufrage, c'est-à-dire cette foule d'officiers et de sous-officiers compromis par la révolution, et dont la perte était certaine s'ils restaient ou s'ils tombaient dans les mains de l'ennemi. Peut-être qu'un autre, à ma place, serait parti sur-le-champ, et se serait mis en sûreté, laissant les autres se tirer d'affaire. En effet, le ministre de la guerre avait licencié les troupes et m'avait ôté tout moyen légal d'action. Mais je me crus engagé d'honneur à faire ce que je

pourrais pour sauver de braves militaires que j'avais commandés. Au milieu de la frayeur qui avait gagné tout le monde, j'étais à peu près le seul qui eût conservé une tête froide : elle pouvait devenir utile aux autres. J'expédiai donc en hâte l'ordre au régiment d'Alexandrie et au bataillon de Turin de se rendre droit à Gênes, sans passer à Asti; je fis sortir d'Asti ce qui restait des autres bataillons, dont beaucoup de soldats avaient déjà quitté les drapeaux, et les acheminai vers Acqui. Je restai ainsi seul en ville, jusqu'au moment où je pourrais partir pour Alexandrie. Mon projet était de prendre en passant le régiment qui s'y trouvait, et de me porter avec lui sur Gênes, où je prévoyais que des troupes seraient nécessaires pour couvrir l'embarquement des militaires et des citoyens forcés de fuir leur patrie.

Je partis d'Asti le 10, un peu avant le jour, y laissant MM. Sannazaro et Golla, avec l'ordre de se faire remettre le restant de la caisse mi-

litaire d'Asti, contre un reçu de leur part, et en vertu des dispositions du ministre de la guerre, et de se rendre directement à Gênes, près du général Santa-Rosa, qui disposerait des fonds ainsi qu'il l'entendrait. Après avoir payé les troupes, il restait, selon le rapport qui me fut fait, environ 20,000 francs. Arrivé à moitié chemin d'Alexandrie, je rencontrai déjà des soldats du régiment de Gênes, revenant isolément, et qui me dirent avoir eu la permission de rentrer dans leurs foyers. Je les arrêtai, et les engageai à retourner avec moi à Alexandrie, où je devais réunir leur régiment pour le conduire à Gênes. Ces braves gens m'écoutèrent et se disposèrent à me suivre; mais peu après, des sous-officiers et un plus grand nombre de soldats, qui arrivèrent successivement, m'annoncèrent que le général Ansaldi, commandant à Alexandrie, avait formellement licencié leur régiment; qu'il avait évacué la ville et la citadelle, et était parti pour Gênes; que leurs officiers s'étaient en conséquence dis-

persés; qu'il n'y avait plus aucune troupe à Alexandrie, et qu'on y attendait les Autrichiens. Il y aurait eu de la folie, de ma part, à persister dans mon projet de m'y rendre; je retournai donc forcément à Asti.

Là, je me trouvai dans un danger réel. MM. Golla et Sannazaro en étaient partis peu de temps après moi. Il n'y restait plus de troupes, et les Autrichiens, avertis de ce qui s'était passé à Turin, avaient porté de Santhia un piquet de cavalerie sur Casal. Peu après, un postillon, qui retournait à Casal, revint blessé par des hussards, qui l'avaient rencontré à une lieue de là et l'avaient forcé à rétrograder. Ma position devint alors assez périlleuse, car si j'étais pris par les Autrichiens, j'étais inévitablement livré à la France. Heureusement que le maître de poste d'Asti, qui était un brave et loyal patriote, me tira d'embarras en me prêtant une voiture et des chevaux, qui devaient me conduire à Savone, par Nizza et Acqui. Dans ce moment un brigadier

de gendarmerie, vétéran de notre vieille armée, s'approcha de moi. « Mon général, me dit ce « brave, les larmes aux yeux, mes camarades « ne peuvent vous accompagner, leurs che- « vaux sont trop fatigués d'ordonnances et de « courses. Cependant je ne souffrirai pas que « vous partiez seul; vous avez besoin d'escorte « dans un moment comme celui-ci, et je vous « en servirai; quoique seul, je serai respecté. » Je représentai à ce brave homme, qu'outre les dangers qu'il pouvait courir avec moi, il risquait de se compromettre envers son propre gouvernement. « N'importe, me répondit-il, « je mériterais d'être déshonoré si j'étais assez « lâche pour abandonner un des généraux qui « nous ont si souvent conduits à la victoire. Et « vous, mon général, vous ne voudrez pas re- « pousser un de vos anciens soldats, qui veut « vous sauver ou périr avec vous. » Pouvais-je refuser ce brave homme? Je lui serrai la main en silence et nous partîmes. Jusqu'ici la fortune ennemie ne m'a permis que de conserver pré-

cieusement son nom. Je n'ose pas même encore le révéler, de crainte de le compromettre.

A Nizza, surnommé de la Paille, où je m'arrêtai quelques instans, j'appris la dispersion totale des bataillons que j'avais fait partir la veille d'Asti. Le régiment d'Alexandrie s'était également dispersé au reçu de mon ordre de se rendre à Gênes. On ne savait ce qu'était devenu le bataillon de Turin. Au-delà de Nizza, je rencontrai quelques escadrons de cavalerie, qui avaient abandonné leurs officiers en arrivant à Acqui. Il ne devait donc plus arriver à Gênes que ceux qu'on pouvait déjà alors appeler proscrits. Il était assez tard quand j'entrai à Acqui; j'y pris congé de mon brave brigadier de gendarmerie et je continuai ma route sur Savone, marchant toute la nuit pour traverser l'Apennin. Lorsque j'arrivai à Savone, toute la ville était en rumeur; le ministre Santa-Rosa et un nombre d'officiers piémontais y étaient encore. L'annonce de la dissolution de la régence et de la dispersion de

l'armée, dont ils avaient apporté l'ordre avec eux, avait soulevé l'opinion publique. Quelques accusations de trahison avaient été proférées, et ils étaient gardés à vue dans la même auberge où je vins descendre. Le commandant de la place, qui avait ordonné leur arrestation, était un homme suspect par ses opinions, et on le soupçonnait d'avoir profité de la rumeur publique pour tenter une capture qui pût lui faire honneur près du gouvernement restauré. Heureusement pourmes nouveaux camarades de proscription que j'arrivai à temps, et que la présence d'un officier général de la vieille armée française imprimait encore un certain respect. J'interpellai le commandant d'armes, et je lui parlai d'un ton assez décidé et même assez impératif pour l'intimider. J'obtins que les gardes fussent retirées, et qu'on nous fournît des voitures pour nous rendre à Gênes. Nous arrivâmes de nuit à Saint-Pierre d'Arena, faubourg occidental de la ville. Là, nous apprîmes que la contre-révolution était faite à Gênes, et

que le général Borgarelli d'Izon, gouverneur constitutionnel, avait été remplacé par le général Desgeneys.

Nous nous trouvions encore une fois dans une position critique et, ce qui est pire, dispersés et sans direction. Chacun était allé se loger où il avait pu ; le général Santa-Rosa s'était tout-à-fait séparé de nous et s'était réfugié dans une maison isolée, qu'il n'avait fait connaître à personne. Quelques officiers supérieurs, et l'inspecteur aux revues Demeester, envoyé des patriotes milanais, étaient dans la même maison que moi. Nous nous consultâmes sur le parti à prendre. Le patriotisme des Génois, et surtout de leur brave garde nationale, nous offrait une ressource, en les intéressant en notre faveur. On chargea quelqu'un de prendre des informations et d'émouvoir la ville de Gênes. Nous étions près de six cents hommes décidés, et il devait en arriver encore deux cents qui venaient d'Alexandrie. Mais il fallait attendre jusqu'au matin suivant pour

savoir avec certitude ce que nous pouvions faire. Nous nous y résignâmes.

Je mentirais si je disais que l'agitation causée par l'incertitude où nous étions sur notre sort, me tint éveillé; je me couchai et m'endormis profondément. Si l'activité incessante de l'esprit et du corps, qui est mon élément naturel, ne me fournissait la preuve du contraire, je dirais moi-même que c'est par apathie que les plus grands dangers ne troublent pas chez moi les fonctions ordinaires de la vie; mais c'est au contraire cette activité constante, et le besoin de la conserver pour le moment nécessaire, qui me tient en repos jusqu'à ce qu'il faille agir. Trotter et tripoter, pour me servir d'une expression vulgaire, n'est pas agir. S'abandonner aux écarts d'une imagination effrayée et nourrir la crainte par des fantômes, n'est pas réfléchir. Cependant on ne se tire d'un danger que par l'action et la réflexion ; et l'action, ainsi que la réflexion, ne peuvent avoir lieu d'une manière utile qu'avec un corps et un esprit

reposés. Il faut donc, tant qu'on le peut, se maintenir en équilibre, et pour cela il faut détendre l'esprit et reposer le corps. Rien n'y est plus propre que l'occupation mécanique et triviale du soin des fonctions communes de la vie. Tout danger où l'on se trouve se compose d'un fait accompli qui le caractérise, d'un fait prochain qui en constitue l'application, et des conséquences qui dérivent de l'un et de l'autre. Vouloir revenir sur le fait accompli, en cherchant pourquoi il existe et déplorant son existence, c'est courir après le temps passé, et perdre à sa recherche le temps présent, dont on a besoin. Le fait prochain, c'est-à-dire l'application personnelle du danger, est encore, quelque rapproché qu'il soit, un futur. Il ne faut pas imprudemment rapprocher ce futur par un égarement de l'imagination; il faut en mesurer froidement et exactement la distance; et le temps qui doit combler cette distance est celui que la Providence a destiné à la réflexion et à la concentration de nos forces physiques

et morales. Qu'on se souvienne qu'ainsi concentrée, la rapidité de notre intelligence et de notre action peut diviser une seconde en cent parties; qu'on se persuade que la puissance de l'homme s'étend, s'il le veut, bien au-delà de la portée de ses bras ou de ses yeux; et au lieu de céder au malheur, on se raidira contre lui; au lieu d'être abattu par la fortune, on la dominera. Si jamais un homme a dû être écrasé, anéanti moralement et physiquement, c'est moi, poursuivi il y a désormais dix-sept ans par tout ce que les passions haineuses, les sentimens les plus abjects ont pu produire d'odieux dans des cœurs corrompus armés du pouvoir. Eh bien! j'ai résisté à l'oppression qui n'a pu que me ployer sans m'abattre; l'énergie morale et même, malgré mon âge, le courage physique, sont entiers chez moi et en imposent encore à mes persécuteurs. Je ne suis cependant pas un être privilégié. Tout homme peut autant que moi s'il le veut; et les exemples n'en manquent heureusement pas.

Vers minuit, je fus réveillé par l'arrivée de deux officiers de la garde nationale génoise, qui venaient s'entendre avec nous. Tout était prêt à Gênes pour une insurrection, et l'attitude menaçante de la garde civique et des citoyens en avait imposé au gouverneur, malgré ses opinions absolutistes bien prononcées. On l'avait forcé à consentir à ce que nous entrassions à Gênes. M. Desgeneys y avait ajouté la condition de notre désarmement, et on n'avait pas disputé sur une condition qui devait être illusoire. La garde nationale occupait les portes en commun avec les troupes, et elle était bien décidée à ne pas souffrir qu'on nous désarmât. Après nous avoir donné cet avis et être convenus de nous revoir le lendemain matin, les officiers génois nous entretinrent de la situation de leur ville et de leurs espérances. Quelques discours tenus par le consul d'Angleterre leur avaient fait espérer que cette puissance verrait de bon œil qu'ils se rendissent indépendans et serait disposée à les soutenir.

Ils comptaient sur notre coopération. On se souvenait encore à Gênes de ma présence en cette ville, en 1798, lorsque j'étais déjà alors général en chef de la république piémontaise; on n'avait pas oublié les négociations que j'y avais suivies avec le président du directoire Costa, qui avaient amené la coopération de la république ligurienne en faveur de notre cause. On me le rappela en me disant qu'on ne doutait pas que je fusse dans les mêmes dispositions.

Le lendemain 12 avril, nous entrâmes à Gênes, et je fus me loger à l'hôtel appelé la Pension suisse. Le hasard m'y fit rencontrer un de mes anciens camarades de l'armée d'Italie, Pons de l'Hérault, qui avait été, pendant les cent-jours, préfet de Lyon. Il me confirma ce que l'on m'avait dit de la disposition des Génois à recouvrer leur indépendance, escamotée par le gouvernement anglais. Il y avait à Gênes deux partis, tous deux tendant à l'affranchissement de leur patrie : l'un, qu'on appelait celui des perruques, voulait le réta-

blissement de la république, telle qu'elle était avant 1796. Le second, qui était celui du mouvement, voulait la république ligurienne, telle qu'elle avait été constituée après. Si les deux partis eussent été plus exclusifs, on aurait entendu crier d'un côté *Vive la Vierge Marie!* et de l'autre *Vive la liberté!* Mais les deux vierges s'entendirent, et il fut convenu qu'on s'occuperait d'abord de reconquérir l'indépendance, et qu'ensuite la nation déciderait elle-même comment elle voulait être constituée.

Vers sept heures du soir, je reçus un nouveau message, composé de quelques officiers de la garde nationale. On m'annonça que la révolution, en faveur de l'indépendance, allait éclater la nuit même, et on me demanda d'y coopérer, en prenant le commandement des forces nationales. Ma réponse fut simple, et conforme aux principes qui me guideront toujours. Je promis ma coopération individuelle, et je pris l'engagement de partager leurs travaux et leurs dangers. Quant au commande-

ment, je déclarai qu'étranger dans Gênes, je ne me permettrais pas, dans une question toute nationale, d'usurper, même avec l'assentiment d'une partie des citoyens, une autorité que la nation seule pouvait conférer. Si, après que nos efforts auraient été couronnés de succès, le gouvernement national établi croyait devoir et pouvoir me confier le commandement de ses troupes, non-seulement je l'accepterais, mais il pourrait compter sur mon zèle et mon dévouement.

Les patriotes qui étaient venus me trouver me comprirent et m'approuvèrent; mais ils voulurent combiner avec moi le plan d'exécution du mouvement et prendre à ce sujet ce qu'ils appelaient les conseils de mon expérience; je ne crus pas devoir m'y refuser. Ils écrivirent donc sous ma dictée les dispositions qui devaient être exécutées; elles étaient simples et faciles. Dans la position critique où se trouvait le général Dergeneys, il avait cru devoir renforcer toutes les gardes de la ligne,

en sorte qu'il ne restait presque personne dans les casernes du régiment qui composait la garnison. Le palais du gouvernement était gardé par une compagnie de la garde nationale, qui occupait également, par moitié, tous les autres postes. Afin d'éviter, autant qu'il était possible, l'effusion du sang, il fallait commencer par se saisir du gouverneur. Dès qu'on serait maître de sa personne, ce qui ne devait pas souffrir d'obstacles, puisqu'il était déjà dans les mains de la garde nationale, il fallait le forcer à signer un ordre qui enjoignît aux troupes de ligne de remettre les postes, qu'elles occupaient, à la garde nationale qui devait les relever. A la même heure toutes les compagnies de garde nationale devaient se trouver réunies chez leurs capitaines; celles qui devaient relever les postes de la ligne, aussitôt que le gouverneur aurait signé les ordres qu'on exigeait de lui, s'y seraient rendues sans délai, et auraient été reçues sans difficulté. Alors, se joignant à la garde nationale qui y était déjà,

les troupes de ligne devaient être désarmées, et les officiers mis en lieu sûr. Un fort détache ment devait aussi se rendre aux casernes et y faire la même opération. Au point du jour, le beffroi devait convoquer les citoyens, pour établir le gouvernement définitif et élire les autorités. L'heure de minuit avait été fixée pour se saisir du gouverneur. S'il refusait de signer les ordres qu'on lui présenterait, on devait passer outre, le retenir prisonnier, signer les ordres en son nom, et marcher à l'exécution par la force, si la surprise ne réussissait pas. Dans tous les cas la résistance devait être faible, les troupes étant dispersées et même déjà tenues en échec. Dès que le gouverneur aurait été saisi, je devais être averti et me rendre avec les débris de l'armée piémontaise sur la place du palais du gouverneur, pour former une réserve, prête à se porter partout où besoin serait.

Je passai le restant de la soirée assez tranquillement, dans mon appartement, sans ce-

pendant me coucher avant minuit, afin d'être disponible lorsqu'on viendrait me chercher, dans le cas où le mouvement projeté par les patriotes génois éclaterait. Minuit ayant passé sans que je reçusse aucun avis, je commençai à croire que les patriotes avaient reculé devant les conséquences de leur tentative. En effet, étaient-ils bien assurés que les intentions, que leur avait exprimées le consul d'Angleterre, fussent sincères de sa part, et même, dans ce cas, que le gouvernement britannique fût dans les mêmes sentimens? Ne pouvaient-ils pas craindre d'ameuter contre eux la Sainte-Alliance, et de s'engager dans une lutte où ils finiraient par succomber, en se précipitant dans le malheur? Ces réflexions, qui au reste ne m'avaient pas échappé, n'avaient pu avoir aucune influence sur moi. Dans la position où je me trouvais, proscrit en France et depuis quatre jours en Piémont, assuré d'être persécuté à outrance par tout ce que la Sainte-Alliance avait d'agens, une lutte à main armée ne

pouvait pas empirer mon sort. Au contraire, en me conduisant, dans le cas le plus malheureux, à participer à une capitulation que la ville de Gênes aurait toujours obtenue, ma destinée future aurait pris une forme plus stable; mais les patriotes génois avaient pu faire les mêmes réflexions, et en tirer le motif de renoncer à leurs projets; et personne n'avait le droit de les en blâmer. J'attendis cependant encore jusqu'à deux heures du matin; mais alors, ne voyant personne et n'entendant point en ville la rumeur inséparable d'un mouvement politique, je me couchai tranquillement, remettant au matin à prendre des informations. J'appris le lendemain matin que le projet n'avait point été abandonné, mais qu'il avait manqué, sans cependant qu'il en fût résulté aucun accident. Le capitaine, chargé de donner le signal, en arrêtant le gouverneur, n'avait point exécuté ce dont il était convenu, et le moment de l'exécution étant passé dans l'inaction, les compagnies de garde nationale déjà réunies

sur différens points, s'étaient séparées. Quelques-uns ont dit que ce capitaine avait manqué de courage; d'autres ont prétendu qu'il s'était laissé gagner à prix d'argent; je ne déciderai pas laquelle des deux versions est la vraie. Tout ce que je puis dire est qu'il paraît que le gouverneur fut averti du danger qu'il avait couru, et que le lendemain matin, le consul anglais fit afficher en ville une proclamation dans laquelle il parlait du mouvement qui avait été projeté, et déclarait formellement que jamais le gouvernement anglais ne reconnaîtrait l'indépendance de la république ligurienne, dont le sort avait été décidé par le congrès de Vienne.

Aucune chance d'espoir pour les Génois qui désiraient la renaissance de leur patrie n'existant plus, après un acte pareil, il fallait donc renoncer à une entreprise qui devenait téméraire. C'est ce qui eut lieu; mais la sollicitude des patriotes se reporta en entier sur nous, et tout annonçait qu'ils ne permettraient

pas le sacrifice de ceux qui avaient voulu se vouer à leurs destinées. Je résolus de profiter de cette disposition. Je ne doutais pas que le général Desgeneys, réfléchissant que la conjuration politique, qui embrassait la presque totalité de la ville, n'avait point été vaincue, qu'elle n'avait pas même été positivement abandonnée, mais simplement suspendue; qu'il y avait échappé sans en connaître les détails, se convaincrait que le danger n'avait pas cessé pour lui. Je jugeai que, dans cette disposition d'esprit, il serait naturellement porté à des concessions qui, en le débarrassant, par notre éloignement, d'un danger encore imminent, lui faciliteraient les moyens de calmer la ville de Gênes par la persuasion. Je lui écrivis donc une lettre forte et raisonnée, en le sommant de me fournir, pour moi et mes compagnons, des moyens de nous rendre par mer en Espagne, où nous chercherions un asile. Ainsi que je l'avais espéré, M. Desgeneys me répondit qu'il faisait mettre à ma disposi-

tion un bâtiment, sur lequel je pourrais recevoir les personnes qui me conviendraient. Je garde cette lettre, comme un monument de ce que peut le courage, puisque moi, individu isolé, étranger, proscrit et sans appui, j'avais forcé l'autorité, entourée de troupes, à me fournir les moyens de me retirer en paix.

Pendant ce temps je n'avais pas perdu de vue le chef d'état-major dont on m'avait gratifié. Il ne s'était présenté ni au général Santa-Rosa ni à moi, depuis notre arrivée à Gênes; et je savais qu'il avait reçu l'argent de la caisse d'Asti. Je fis prendre des informations par le directeur de la police de Gênes, et j'appris qu'il était arrivé dans cette ville, mais qu'il avait su se débarrasser, sous un prétexte de son compagnon M. Golla, et qu'il était reparti sans qu'on pût savoir où il s'était dirigé (1).

(1) J'appris plus tard que M. Sannazaro était allé à Parme où il resta, se divertissant avec une fille publique, jusqu'à ce qu'il eût mangé l'argent qu'il avait emporté. Alors il vint en Espagne, où je ne l'ai pas vu. J'ai lu dans un journal de Catalogne qu'il avait été fusillé en 1822 par les Espagnols, pour des déprédations commises dans

Cependant le vaisseau qui m'avait été accordé était loin de suffire pour tous les proscrits piémontais, quoique ce fût un beau trois-mâts tout neuf, du port de deux cent soixante tonneaux. La garde nationale de Gênes et les citoyens intervinrent, et signifièrent au gouverneur qu'ils exigeaient que les malheureuses victimes de la révolution du Piémont pussent se retirer en sûreté en Espagne. La garde nationale prit les armes, garnit tous les postes du port et des moles, et témoigna, par son attitude, qu'elle était disposée à arracher par la force les garanties qu'elle réclamait pour nous; le général Desgeneys se vit obligé de céder. Il fut alors convenu que la ville de Gênes fournirait les bâtimens nécessaires pour conduire dans les ports d'Espagne tous les proscrits qui se trouvaient en ville, et que, pendant ce temps les deux frégates sardes qui étaient dans le port resteraient, jusqu'à ce que nous

les campagnes. M. Colla est parvenu à s'échapper d'Italie, et s'est retiré en Angleterre, où il m'a donné les détails que je viens d'énoncer.

soyons hors de portée de leur poursuite, sous le canon des batteries gardées par la garde nationale, qui les coulerait au premier mouvement qu'elles feraient pour nous suivre.

Les conditions convenues furent executées de la manière la plus noble et la plus touchante, de la part des habitans de Gênes. Chaque proscrit piémontais reçut en partant 200 livres de Gênes (170 fr.) Les bâtimens bien équipés, furent garnis en abondance, non-seulement des vivres nécessaires, mais de tout ce qui pouvait rendre la navigation commode et agréable. Il y avait jusqu'aux provisions de luxe, aux vins et aux liqueurs les plus recherchées. Le 14 avril, nous nous embarquâmes, accompagnés des vœux et des regrets des braves Génois, qui nous embrassaient les larmes aux yeux et avec la même effusion de douleur que s'ils eussent tous été nos frères. Qu'on se rappelle l'aversion qui avait toujours existé entre les Piémontais et les Génois, et on appréciera toute la délicatesse des procédés de ces derniers, et la noble conduite de leur vail-

lante et patriotique garde nationale. Vieux soldat de l'armée d'Italie, c'est avec un sentiment inexprimable de satisfaction que je rends à cette population probe et laborieuse, qui nous a rendu tant de services, qui nous porte une affection aussi constante, et au milieu de laquelle nous n'avons pas trouvé un traître, la justice qu'elle mérite si bien (1).

Notre navigation fut telle qu'on pouvait l'attendre dans cette saison, qui était celle de l'équinoxe du printemps; longue, difficile et même dangereuse. Dès le second jour, nous fûmes obligés de chercher un abri derrière les îles d'Hyères. La terre de France, qui alors nous repoussait, ne nous permit pas de jeter l'ancre dans un de ses ports. La mer était si agitée, que notre position, dans le voisinage des côtes, devint bientôt intolérable, et il nous fallut reprendre la mer, et essayer de lutter contre le vent, pour nous tirer du redoutable

(1) Qu'on lise l'histoire du siége de Gênes en 1800, et on verra ce qu'ont été les Génois, et ce qu'ils ont mérité de nous.

golfe de Lyon. Ce ne fut que le 20 qu'il nous fut possible de doubler le cap de Creus, et le soir nous étions en vue de Barcelone (1). L'entrée du port parut trop dangereuse au capitaine de notre bâtiment, pour se hasarder pendant la nuit, et nous nous remîmes à courir des bordées. Vers le matin, lorsque nous voulûmes nous rapprocher, il s'éleva un coup de vent d'est, tellement violent, que nos marins ne se rappelaient pas en avoir vu un pareil. Il ne nous resta alors d'autre parti à prendre, que de courir au vent avec nos basses-voiles, afin de tâcher de gagner un port. Le plus voisin était celui de Tarragone; le capitaine désespérait de pouvoir y entrer; mais je voyais bien qu'il nous était impossible de le manquer. En effet, vers midi nous nous trouvâmes en présence. Le vent et la mer étaient au plus haut degré de leur furie; les vagues

(1) Tout ce qui est relatif à l'Espagne, dans les chap. XI, XII, XIII et XIV, est tiré d'un ouvrage que j'ai publié en 1824, en Angleterre, sur la révolution d'Espagne, et contre lequel personne n'a élevé de réclamations.

s'élevaient au-dessus du mole, et se déversaient par-là dans le port; l'aspect de l'entrée n'était pas rassurant. Nous parvînmes cependant à l'emboucher, en rasant les écueils, et nous vînmes jeter l'ancre vers le milieu du port. Ici nous attendaient les plus grands dangers. Le fond était trop dur pour retenir l'ancre, et elle chassa; d'un autre côté, la précipitation de notre entrée avait été cause qu'on oublia de serrer une des voiles de l'arrière, ce qui contribuait encore à nous acculer vers les rochers de Salo. Un chef de bataillon génois, nommé Foglietta, et moi, nous en aperçûmes, et nous y remédiâmes sur-le-champ. On parvint également à amarrer un câble à une des bornes du mole, et l'équipage, ainsi que tous les passagers qui n'étaient pas malades de la mer, au nombre d'environ soixante-dix, se mirent au cabestan. La violence de la mer était telle, qu'à peine pouvions-nous tourner et gagner un peu en avant. Dans ce contraste de forces opposées, le cabestan vola tout à coup en éclats, renver-

sant tous ceux qui étaient aux barres et blessant grièvement un matelot. Un cri s'éleva alors : Nous sommes perdus! Rien en effet ne paraissait pouvoir nous sauver d'un naufrage. Le capitaine, désespéré, s'écriait qu'il ne survivrait pas à la perte de tant de braves gens, qu'il avait promis de sauver, et voulut se brûler la cervelle : on lui arracha les pistolets. Ma femme, qui souffrait horriblement du mal de mer, nous croyant voués à une mort certaine, se détermina à en abréger les souffrances en la recevant d'un seul coup dans les flots. Elle s'élança de son lit, et accourut sur le pont pour se précipiter à la mer. Je n'eus que le temps de la saisir, comme elle s'élançait, et de la rapporter dans sa chambre, où la faiblesse la retint. Nous étions plusieurs qui n'avions pas perdu la tête; et des bâtimens qui étaient amarrés dans le port, on songeait à notre salut. Enfin un marin génois eut le courage de se jeter à la mer et de lutter contre les vagues furieuses, pour nous rapporter un bout

d'amarre. Nous lui jetâmes un cordage pour l'aider à arriver, et bientôt notre bâtiment se trouva de nouveau amarré. Il l'était plus vers le fond du port, et les efforts, au lieu de porter directement contre le vent, étant dirigés en travers, nous parvînmes à sortir tout-à-fait de la partie battue par le vent et les vagues, et à nous amarrer en lieu sûr.

Lorsque nous voulûmes débarquer, on nous annonça que nous étions soumis à une quarantaine de huit jours. Il n'y avait point de lazaret à Tarragone, en sorte que nous aurions dû rester à bord. Cependant, sur ma demande, la municipalité accorda que les officiers supérieurs, et surtout les femmes (il n'y avait que la mienne et l'épouse d'un colonel), fissent leur quarantaine à terre, et désigna, pour les recevoir, une petite maison isolée sur le rivage de la mer, qui pouvait contenir une vingtaine de personnes. Elle était entièrement démeublée, et n'avait presque ni portes ni fenêtres. Mais l'àlcade don Francisco Casas de Galli y fit

de suite transporter des lits et quelques meubles, et fit assurer les fermetures. Les officiers supérieurs y descendirent avec moi, excepté le général Ansaldi, qui, je ne sais à quel propos, se mit à bouder, et prétendit ne pas vouloir abandonner ses camarades. Cela eût été mieux à sa place lorsqu'ils se trouvaient en présence de l'ennemi, et là il n'avait pas tant insisté.

Il paraît au reste que ce n'était qu'un prétexte pour quelques intrigues dont je n'ai pas bien pu démêler le but. En effet, le lendemain, il se mit à la tête d'une espèce de révolte qui éclata à bord du bâtiment qui nous avait amenés, et d'un autre qui était arrivé dans la nuit. Ils forcèrent la garde de santé, s'emparèrent des chaloupes, et vinrent au lazaret. La garde, qui y était établie, voulut faire feu sur eux, mais je l'en empêchai et engageai l'officier de garde à les laisser descendre. L'alcade, qui arriva peu après, voulait les faire saisir et les faire reconduire de force à bord. Je le priai

de ne pas sévir contre des hommes désarmés, à qui le malheur où ils étaient réduits paraissait avoir tourné la tête; et il se laissa persuader. Son seul embarras était de loger plus de cent hommes, où il n'y avait de place que pour vingt. Mais nous levâmes cet obstacle, en faisant le sacrifice d'une partie de notre literie, et nous resserrant, autant qu'il était possible, dans de petits cabinets, pour leur abandonner le restant des pièces.

Ce prélude n'annonçait pas une quarantaine agréable. En effet elle fut aussi pénible qu'on peut se l'imaginer. La précipitation du départ de Gênes n'avait pas permis de bien s'assurer qu'il ne s'embarquerait que des proscrits. La générosité de la ville de Gênes n'avait pas permis qu'on fît des recherches trop rigoureuses. On donnait de l'argent et un passeport à quiconque se présentait comme ayant pris part à la révolution. Il y eut non-seulement des espions qui profitèrent de l'occasion, mais aussi des individus qui fuyaient d'autres tribunaux

que ceux de la justice politique. Quelques-uns même des officiers proscrits n'étaient guère dignes du rang qu'ils occupaient. Tout ce gâchis produisit l'effet qu'on pouvait en attendre. La grossièreté immorale de quelques individus, les querelles, l'absence de tout esprit de société, rendaient le lazaret assez semblable à une prison. Dès les premiers momens je m'étais tenu écarté de la masse turbulente, et je m'étais entouré d'un petit nombre d'officiers, en grande partie génois, dont la conduite modeste et décente me procurait une société plus agréable. Je n'ai eu qu'à me louer d'eux pendant tout le temps que j'ai passé en Espagne. Cela ne m'évita cependant pas quelques tracasseries. On fournissait des vivres assez en abondance aux réfugiés; quant à l'état-major, la municipalité envoyait un dîner tout préparé. Cela déplut ux per turbateurs, quoique nous eussions l'attention d'inviter chaque jour, à tour de rôle, une dizaine de leurs camarades, sans les exclure eux-mêmes; et ils ré-

solurent de nous forcer à renoncer à cette légère distinction. On parla même de piller les provisions, mais on n'osa s'avancer jusque-là. Lorsque je le sus, je pris le parti de refuser, sous un prétexte honnête, le dîner de la municipalité, et de me nourrir à mes frais. On commença à murmurer de nouveau, parce que je jugeai alors convenable de cesser les invitations que je faisais auparavant; je n'en tins aucun compte.

Mais si le dedans du lazaret me dégoûtait par tous ces motifs, l'accueil des habitans me fut d'un heureux présage pour l'hospitalité qui m'attendait en Espagne. Dès le lendemain de notre arrivée, je reçus à la barrière du lazaret la visite des principaux citoyens de Tarragone, et particulièrement du colonel-directeur d'artillerie don Luis de Mora. Ma femme fut également l'objet des visites de l'épouse du colonel et de quelques autres dames, qui vinrent la plaindre et en même temps admirer son courage. Bientôt l'intimité s'établit, et non-

seulement on revint nous visiter tous les jours, mais on nous combla des attentions les plus délicates, et des cadeaux les plus recherchés en vins et en toutes sortes de provisions.

Enfin le terme de la quarantaine arriva, et notre entrée en ville fut marquée par une fête patriotique. Dès le matin, la garde nationale et les bataillons des régimens de Barcelone et de Barbastro prirent les armes et vinrent nous chercher. A leur tête était le colonel don Pedro Perena, gouverneur de Tarragone. Notre marche, au travers de la ville, avait une apparence triomphale. La musique militaire jouait des airs patriotiques, auxquels les officiers espagnols et la garde nationale unissaient leurs voix. Les maisons étaient pavoisées aux couleurs nationales, dont nous nous étions ornés nous-mêmes. Arrivés à la place de la Constitution, nous nous formâmes en rond autour de la colonne qui est au centre et sur laquelle était gravée en lettres d'or la date où Tarra-

gone, sous les auspices du colonel Perena, avait de nouveau proclamé la constitution de 1812. Là les autorités nous adressèrent une allocution patriotique, et se félicitèrent de pouvoir exercer l'hospitalité envers des frères d'opinions et de sentimens. Je crus pouvoir y répondre, mais je fus forcé de le faire en italien, ne sachant pas encore l'espagnol. Je fus cependant compris par mes auditeurs.

Après quelques heures de repos que je passai dans le logement qu'on m'avait destiné, et pendant lesquelles je fus successivement visité par les autorités civiles, judiciaires et même ecclésiastiques, on vint de nouveau me chercher pour assister au banquet patriotique qui avait été préparé à l'archevêché. Le banquet fut aussi splendide que bien dirigé; on y vit régner la joie la plus franche, sans aucune confusion, quoique le patriotisme y fût porté jusqu'à l'exaltation. La musique joua tous les airs qu'avait fait naître la révolution. Les intervalles étaient remplis par des toasts ana-

logues, par des discours improvisés ou par des vers, dont quelques-uns faisaient honneur au talent du poète. Enfin, pour couronner la fête, les principaux hôtes, Espagnols ou réfugiés, furent portés en triomphe autour de la table, par les officiers de la garde nationale, aux cris répétés de *Vive la Constitution! Vive la liberté européenne!* L'influence de sentimens sociaux si vivement excités, l'abandon de la fraternité qui nous unissait tous, et qu'on exprimait si cordialement à notre égard, m'émut bien vivement alors, et ne laissa plus aucune trace des nuages amoncelés dans mon esprit par l'ouragan qui m'avait frappé. Encore au moment où j'écris, le souvenir de cette fête rappelle en moi une vive et douce émotion, qui ne s'effacera jamais. Le 7 juillet 1815 et le 28 avril 1821, sont pour moi une bien douce récompense de mes maux et de mes sacrifices. Dans ce dernier jour, j'ai contracté avec l'Espagne une alliance de gratitude et d'affection, qui me fera toujours m'intéresser à ses destinées. Puissé-je

donc un jour voir ce pays, si digne d'un meilleur sort, jouir de celui qu'il mérite!

La réception cordiale qui nous avait été faite, l'expression fraternelle de l'intérêt que nous témoignaient les patriotes espagnols; tout cela était bien sincère et n'était dû qu'aux sentimens d'hospitalité les plus honorables; j'en ai eu bien des preuves depuis. Mais la pompe triomphale qui l'avait accompagnée, était peu convenable à l'infortune qui avait jeté sur le sol de l'Espagne les débris des révolutions de Naples et du Piémont. Cette réflexion n'avait pu échapper aux patriotes espagnols; et d'autres motifs devaient les avoir guidés. Je m'en ouvris sans réserve au colonel Perena et à un officier du régiment de Barcelone, don Ginez Alcaraz, homme de cœur et d'esprit, et qui avait été l'ame de la fête; je ne m'étais pas trompé. La prompte et malheureuse issue des deux révolutions d'Italie avait eu une influence funeste sur l'esprit public en Espagne. Les patriotes espagnols, loin d'at-

tendre un résultat pareil, espéraient que le succès des révolutions d'Italie donnerait une nouvelle force à l'édifice constitutionnel d'Espagne. Privés de cette espérance dans un moment où ils soupçonnaient le ministère de nourrir des intentions hostiles contre la révolution, ils étaient encore témoins tous les jours de la joie mal déguisée des *serviles* (1). Leur premier soin devait donc être de relever l'esprit national abattu, avant qu'il ne fût trop tard, et de tenir la faction ennemie en respect par une attitude audacieuse et décidée. Ils étaient perdus s'ils laissaient échapper devant une multitude ignorante, ou aux yeux des serviles, le moindre signe d'anxiété ou de doute.

Il était facile de voir que cette situation précaire ne pouvait pas durer long-temps. Il devait en résulter des troubles, et une fois la guerre civile allumée, la Sainte-Alliance ne

(1) C'est le titre que les patriotes donnaient à juste titre aux partisans de l'absolutisme.

pouvait manquer de chercher à l'étendre, pour en profiter. L'exemple des révolutions de Naples et du Piémont était une leçon trop claire et trop récente pour pouvoir être méconnue, et les actes des congrès de Troppau et de Laybach n'avaient pas besoin de commentaires. Il est vrai que les despotes réunis ou représentés à Laybach, avaient déclaré que les mesures qu'ils prenaient, à l'égard de Naples, ne devaient aucunement inquiéter l'Espagne, qui n'avait rien à craindre. Mais quel est l'homme jouissant du bon sens le plus ordinaire, qui ait jamais pu croire aux protestations des despotes? C'est à eux surtout qu'on peut appliquer ce que dit Salvien des chefs des Francs de son temps : « S'ils se parjurent, que « font-ils d'extraordinaire, eux qui considèrent « le parjure comme une manière de parler et « non comme un crime (1). » Quelle proclamation avait publiée le congrès de Lay-

(1) Si pejeret Francus, quid novi faciet, qui perjurium ipsum sermoni genus putat esse non criminis. *Salvian. de Gbern. dei. IV.* 14.

bach contre la révolution du Piémont, lorsqu'elle éclata? Quand l'Autriche fit marcher son armée contre Naples, menaça-t-elle les Piémontais? Au contraire les ambassadeurs du nord, et surtout celui de Russie, les amusèrent par des insinuations fallacieuses. Cependant les troupes autrichiennes se trouvèrent disposées à entrer en Piémont à la simple demande du général Latour, et le territoire piémontais fut violé en pleine paix. La tendance du gouvernement français à détruire la liberté dans son propre pays, était assez marquée par ses proscriptions et ses actes. Quant à l'intelligence qui régnait entre lui et la Sainte-Alliance, la présence de M. de Blacas au congrès de Laybach, et sa participation aux actes qui en émanèrent, ne pouvaient laisser aucun doute à cet égard. On pouvait donc s'attendre à voir le gouvernement français exciter et nourrir la guerre civile, chercher à corrompre ou à perdre les chefs de la révolution, et, lorsque le moment serait arrivé, laisser intervenir

la Sainte-Alliance, s'il n'intervenait pas lui-même.

Il ne fallait pas non plus se faire illusion sur la situation géographique de l'Espagne, qui semblait la mettre hors d'atteinte, ni tirer des motifs de sécurité du résultat de la lutte qu'elle avait soutenue de 1807 à 1814. L'Espagne ne présentait plus en 1821 le même aspect politique. Alors le parti servile était uni aux patriotes dans une guerre nationale qui n'admettait pas de dissensions politiques intérieures. Alors l'Europe entière, coalisée ouvertement ou tacitement contre l'empire français, voyait avec plaisir l'embarras où le plaçait cette agression mal avisée, harassait l'agresseur par de puissantes diversions dans l'est et dans le nord; et, afin d'engager l'Espagne à persévérer dans sa lutte, reconnut la constitution espagnole, *sans en rechercher la tendance ni l'origine.* L'Angleterre trouvait dans la Péninsule un champ de bataille pour y combattre Napoléon par terre, un marché pour ses produits, et des

ports d'où elle pouvait achever de détruire la marine française. L'Espagne elle-même tirait de la protection du pavillon britannique l'avantage immense de pouvoir convoyer avec promptitude et sûreté des hommes et des munitions, partout où le besoin s'en faisait sentir. Rien de tout cela n'existait plus en 1821.

Il est un principe dont on ne peut jamais se départir sans de grands dangers. C'est que les nations qui aspirent à la liberté, doivent se lier par des engagemens mutuels, afin d'être toujours prêtes à réunir leurs efforts. Les exemples de l'histoire sont là pour prouver qu'elles ne s'isolent jamais impunément. Tant que le gouvernement français ne serait pas forcé de revenir à des sentimens plus libéraux, et à remplir les vœux de la nation, en lui rendant les institutions dont il l'avait dépouillée, l'Espagne ne pouvait être ni tranquille, ni hors de danger. Il fallait donc, d'un autre côté, que les patriotes espagnols s'unissent aux patriotes français, encourageassent leurs efforts, les aidassent

et leur offrissent en Espagne un point de ralliement; d'un autre côté il fallait qu'ils organisassent les forces nationales dans leur déploiement le plus formidable, afin d'offrir également aux patriotes français un point d'appui, lorsque le moment serait venu d'y recourir. Ces mesures et ces principes sont tellement évidens, que le gouvernement français s'en est servi lui-même lorsqu'il permit et aida la réunion des rebelles espagnols dans les départemens voisins des Pyrénées, et qu'il y réunit des troupes pour les appuyer.

Au nombre des ministres qui venaient d'être nommés en Espagne, était le chevalier Bardaxi d'Azara, que j'avais connu ambassadeur de la régence de Cadix, à Pétersbourg, où il professait alors des principes qui touchaient au républicanisme. Cette conformité de sentimens avait établi une certaine liaison entre nous. J'en profitai pour lui adresser une lettre ou plutôt un mémoire où je lui développais mes idées. Je n'en reçus point de réponse. L'homme avait

changé. Sa conduite tortueuse et ses liaisons avec les serviles ne tardèrent pas à exciter la méfiance des patriotes. Lui et ses collègues lancèrent les premiers brandons de la guerre civile qui s'alluma un peu plus tard.

Dès mon arrivée à Tarragone, j'avais adressé au gouvernement espagnol un mémoire, où après avoir donné avis de la catastrophe du Piémont, et des motifs politiques qui l'avaient amenée, je demandais l'hospitalité pour les malheureuses victimes de ce désastre. A mon avis, tout commandement de ma part avait fini au moment où le gouvernement qui me l'avait conféré avait cessé d'exister. Dès que nous fûmes arrivés sur le sol espagnol, il n'y avait plus, selon moi, de généraux, d'officiers, de soldats, mais simplement des proscrits qui venaient chercher un asile. Je n'ai jamais été ambitieux de grades ni d'autorité, et j'avais moins de motifs que jamais de m'infatuer d'un commandement qui ne signifiait plus rien. J'avais mon titre de général français de

notre vieille armée, qui n'en reconnaît point de plus honorable; j'avais pour moi, dans tous les cas, la faculté de mes travaux littéraires, dont le produit était peut-être plus légitime qu'une pension que pouvait aussi bien obtenir l'inepte ou le fainéant. Mais les officiers qui étaient à bord de mon vaisseau me prièrent de faire la demande de l'hospitalité qu'ils réclamaient. Les deux généraux de nouvelle création désiraient surtout que je fisse mention d'eux. J'étais connu, mon titre de général était incontestable, et la déclaration contenue dans mon mémoire était une attestation qui pouvait leur être utile. Je consentis à faire cette demande parce que je n'ai jamais su refuser ce qui peut faire du bien aux autres. Je prévoyais bien que le titre de commandant en chef, que je serais forcé de prendre, pourrait m'obliger à exercer encore des fonctions qui ne pourraient rien avoir d'agréable avec certains individus à qui j'aurais à faire. Je ne pouvais cependant adresser de note au gouvernement espagnol qu'à ce

titre, je m'y résignai donc; je lus la note que je rédigeai, aux officiers réunis, je la cachetai en leur présence et la remis à l'alcade de Tarragone, à qui j'en donnai également une copie certifiée par moi. Je crus devoir prendre cette précaution avec des gens *quibus calumnia genus sermonis est*, et je savais qu'il en existait dans le lazaret.

A la réception de cette note le ministère espagnol s'occupa d'un projet de loi pour fixer le secours qu'on accorderait aux réfugiés piémontais et napolitains qui commençaient aussi à affluer (1). Ce projet présenté aux Cortès fut mis en délibération dans les premiers jours de mai. Pendant ce temps les réfugiés qui étaient à Tarragone, se trouvaient dans un bien piteux état, excepté ceux qui avaient pu sauver quelque argent. La faute n'en était pas aux habitans dont la généreuse hospitalité continuait sans

(1) Je ne parlerai pas de la catastrophe de Naples, où je n'ai pas été. Sans armée qui valût quelque chose, sans chefs qui eussent la moindre capacité, trahi par le prince régent, ce pays passa sous le joug, par un coup de théâtre.

interruption. Les officiers étaient nourris chez leurs hôtes; une foule d'étudians qui étaient arrivés deux jours après nous, furent placés dans une auberge où ils étaient également nourris; on fournit des habillemens aux plus nécessiteux. Des souscriptions furent ouvertes dans les villes et les villages des environs. Mais la ville de Tarragone ne s'était pas encore rétablie de la prise d'assaut qu'elle avait soufferte dans la dernière guerre d'Espagne. Les habitans étaient appauvris et les maisons en ruines. Il est impossible de se faire une idée du spectacle qui frappa mes yeux en entrant dans cette malheureuse ville et en voyant les ruines dont j'étais entouré. Aucune rue, presque aucune maison n'était intacte; celle même qu'on m'avait assignée était à moitié démolie par les bombes. La misère qu'on apercevait à chaque pas, était un témoignage encore parlant du sac affreux que cette ville avait éprouvé, et une explication de la cause qui les avait empêchés de rebâtir leurs habitations. C'est dans ce triste

état qu'étaient réduits les hommes généreux qui se privaient d'une partie du nécessaire pour exercer l'hospitalité envers des proscrits; et quels proscrits! un assez grand nombre d'officiers piémontais avaient fait partie du corps du maréchal Suchet, et étaient à la prise de Tarragone. Quelques-uns même avaient marqué, dans cette scène de meurtre et de rapine, d'une manière assez frappante, pour qu'il fallût les éloigner de la vue des femmes ou des maris de leurs victimes. Quelque innocent que je fusse de malheurs auxquels je n'avais pris aucune part, le cœur me saignait en pensant que tout le mal que je voyais était l'ouvrage de mes concitoyens. Aussi le soin que les Tarragonais prenaient, dans leur propre désastre, de nous faire oublier nos malheurs par leurs attentions, m'a toujours paru avoir quelque chose de sublime.

Environ quinze jours après mon arrivée à Tarragone, la situation des réfugiés piémontais commença à devenir inquiétante. Les ressources

des habitans étaient épuisées et ils commençaient même à se dégoûter de quelques-uns de leurs hôtes dont la conduite, il faut le dire, était loin d'être édifiante. Livrés au jeu et à la boisson, en querelle presque continue entre eux, calomniant leurs chefs et leurs camarades, ils troublaient la paix publique et fatiguaient les autorités chargées du soin de leur surveillance, en les mettant dans la nécessité d'intervenir à chaque instant pour empêcher de graves désordres. Le gouvernement n'avait encore pris aucune décision sur le traitement qu'il voulait leur accorder, et ils étaient à la veille de manquer de subsistance, au moins en grande partie. Là, je commençai à sentir le désagrément de la complaisance que j'avais eue de consentir à figurer encore comme leur commandant. Les autorités espagnoles ne reconnaissaient que moi, et, de l'avis du gouvernement et de l'alcade, ainsi que pour répondre aux pressantes sollicitations des réfugiés, je fus obligé de me rendre à Barcelone, chef-lieu de la province,

pour y solliciter l'envoi de quelques fonds.

J'arrivai à Barcelone le 6 mai, et j'y trouvai les mêmes désordres el les mêmes dissensions entre les refugiés, qu'à Tarragone. Ansaldi avait voulu m'accompagner, mais il me quitta en entrant en ville. Je trouvai le capitaine général, don Pedro Villacampa, fort bien disposé ; il me connaissait de réputation et me reçut avec beaucoup de distinction. Malheureusement les fonctions administratives dont il avait été chargé venaient de passer au chef politique (préfet), création nouvelle de la révolution. Je m'adressai donc à ce dernier, qui était un brigadier d'artillerie, nommé don Juan Munariz. Je ne tardai pas à m'apercevoir qu'il n'était pas au nombre des amis de la révolution. Il me déclara sèchement qu'il me prêterait avec plaisir du sien, pour mon usage personnel, si j'en avais besoin, mais qu'il n'avait pas d'argent pour les refugiés piémontais. A mon retour à Tarragone, afin d'aider aux pressans besoins des réfugiés les plus notoirement nécessiteux, je réunis tout ce

qui me restait d'argent comptant, et j'empruntai encore quelque chose pour compléter la somme nécessaire. Je distribuai cet argent à plusieurs officiers et à une quarantaine de sous-officiers et de soldats, à qui j'assurai ainsi dix jours de prêt; j'y joignis la plus grande partie de mon linge, et mon Henriette ajouta de ses effets tout ce qui pouvait servir pour des hommes.

Ce fut alors que le diable fut véritablement déchaîné. Je n'avais pu donner à tous, et je n'avais aidé que ceux qui étaient réellement sans ressources. Il n'en fallut pas davantage pour exciter les clameurs les plus indécentes, précisement de la part de quelques individus qui étaient loin d'être dans le besoin. Quelques-uns de ceux même à qui j'avais donné de l'argent ou des effets, allaient perdre l'un au jeu ou vendre les autres pour boire, et criaient de plus belle contre moi. Il semblait que tout ce que j'avais leur appartenait, et que je devais fournir seul aux besoins de gens, qu'après tout je ne connaissais que pour les avoir vus

se disperser et se sauver dans toutes les directions, dans le moment où, au péril de ma vie, je m'efforçais de les retenir pour les ramener au combat.

En même temps, j'appris qu'on faisait courir le bruit que j'avais reçu à Barcelone 6,000 piastres fortes pour les refugiés et que je les gardais pour moi. Ne sachant pas quel était l'auteur de cette nouvelle, je me rendis chez l'alcade, pour le prier de faire démentir publiquement une infamie dont il connaissait la fausseté. Le général Ansaldi y était, et se récria beaucoup contre cette calomnie, et déclara que l'auteur était indigne de porter l'uniforme. A mon grand étonnement, l'alcade lui répondit sèchement: « Vous-même, Monsieur, « m'avez tenu ce propos il y a peu d'in« stans, et je vous ai répondu que la chose « était d'autant plus fausse, que les fonds des« tinés à vous payer ne pouvaient être remis « qu'au commissaire de guerres, qui est seul « chargé de l'administration militaire. » Après

ce peu de mots, l'alcade engagea M. Ansaldi à se retirer, ayant à s'entretenir avec moi.

Cependant le projet de loi relatif aux pensions à accorder aux réfugiés des révolutions d'Italie avait été mis en délibération aux cortès. Son adoption éprouva de grandes difficultés, même parmi les députés libéraux. Depuis leur arrivée en Espagne, les réfugiés piémontais de Tarragone et de Barcelone, dans la fureur de leurs dissensions, avaient écrit les uns contre les autres aux cortès. Une masse de plaintes, de récriminations, de dénonciations et d'injures de toute espèce, étaient venues encombrer d'abord le secrétariat des cortès, et ensuite les commissaires chargés de l'examen de la loi. Toutes ces saletés avaient fortement indisposé la commission, qui ne put s'empêcher d'en rendre compte dans son rapport, et penchait pour la nomination préalable d'un conseil d'enquête, qui se rendrait sur les lieux. Le député Victorica alla jusqu'à s'écrier à la tribune que, si l'on en devait croire

les dénonciations réciproques, qui embrassaient tout le monde, les prétendus réfugiés ne seraient que des individus qui fuyaient leur patrie pour d'autres crimes que pour celui de libéralisme; qu'il était évident qu'il y avait des gens indignes de l'hospitalité, soit les dénoncés, soit leurs dénonciateurs, et qu'il importait d'en purger le sol de l'Espagne. Mais les ministres, qui avaient basé leur projet de loi sur le mémoire que je leur avais adressé en arrivant, se servirent de ce même document pour le défendre. Le fait de l'émigration, ayant pour cause la révolution du Piémont, était incontestable. Il fallait donc admèttre en principe la convenance et même la nécessité de secourir les victimes de cet évènement. Le soin de veiller à la conduite des réfugiés, d'expulser ou de priver de secours ceux qui en seraient indignes, était dans les attributions du gouvernement, et il remplirait ses devoirs à cet égard. La loi passa le 6 mai, mais ne fut promulguée que le 25 à Tarragone.

Le secours accordé équivalait à la solde de non-activité de chaque grade. Les militaires et les dignitaires civils y avaient part; les étudians en étaient exclus. C'était beaucoup, car il fallait considérer l'état d'épuisement du trésor en Espagne, et, sous ce rapport, il n'y avait qu'à se louer de la générosité de la nation. L'exécution de cette loi, qui me paraissait un bienfait presque inattendu et qui me causa beaucoup de joie, parce qu'elle préservait tant de victimes de la misère et du malheur, fut cependant pour moi une source de désagrémens plus grands encore que ceux que j'avais déjà éprouvés.

L'échelle de proportion des secours étant établie d'après celle des grades, c'était ceux-ci d'abord qu'il fallait fixer en vérifiant les titres. Ici se présentèrent les premières difficultés : quelques titres étaient perdus, ce qui était facile à concevoir par le désordre et la précipitation qui avaient suivi le *sauve qui peut*, prononcé par le ministre de la guerre Santa-Rosa.

Plusieurs officiers avaient été obligés d'abandonner tous leurs effets, et étaient arrivés en Espagne avec ce qu'ils portaient sur eux. Il n'y avait que des certificats de notoriété qui pussent établir quel grade ils avaient. D'autres titres se trouvèrent raturés, surchargés et même entièrement falsifiés (1); c'étaient surtout quelques-uns de ceux des grades reçus depuis la révolution, et qui étaient de simples lettres d'avis. En bonne justice, ceux qui les présentaient auraient pu être au moins privés de secours; mais il faut le dire à la louange des autorités espagnoles, les sentimens de l'humanité l'emportèrent sur toute autre considération. Le malheur, même coupable, ne cessa pas d'être à leurs yeux un malheur auquel il

(1) Un individu italien, établi depuis plusieurs années en Espagne, fut l'agent de ces falsifications. Au moyen d'un acide, qu'il composait lui-même, il enlevait toute l'écriture des lettres de service, n'y laissant que le formulaire imprimé et la signature du ministre. Les blancs étaient ensuite remplis à volonté; mais l'acide attaquait le papier qui en avait été imbibé, et rendait la falsifica ion visible, en y regardant avec attention.

fallait porter remède. Elles se contentèrent seulement de ne vouloir reconnaître que le grade qui pourrait être prouvé; afin cependant de ne pas être induites en erreur par les certificats de notoriété, qui pouvaient souvent n'être, dans une circonstance pareille, que des actes de complaisance réciproque, elles les assujétirent, pour les admettre, à la condition du *visa* d'une autorité supérieure.

J'ai déjà dit que, dans l'intérêt des réfugiés piémontais, qui n'avaient aucun autre chef dont le nom pût donner du crédit à ses démarches, j'avais consenti à figurer encore comme leur commandant en chef, dans le mémoire adressé au ministère. J'avais été reconnu en cette qualité, non-seulement par les autorités de Catalogne, mais par le gouvernement même; on n'ignorait pas qu'elle m'avait été conférée par la régence de Turin. Il était donc naturel que les autorités de Tarragone ne voulûssent reconnaître d'autre signature que la mienne,

pour la validité des titres présentés. C'est ce qui arriva et me mit dans une situation bien délicate, non pas sous le rapport des réclamations, des cris et des menaces auxquelles je pouvais m'attendre de la part des coupables dont il fallait réprimer les fraudes: mais parce que cette commission me plaçait entre un devoir et une obligation, je dirais presque de charité, qu'il fallait concilier, autant que possible. Je ne pouvais dans aucun cas abuser de la confiance que le gouvernement espagnol plaçait en moi, et le grever de pensions qui n'étaient point dues selon la loi; d'un autre côté, je ne pouvais pas déployer une rigueur trop grande envers des officiers, parmi lesquels il y en avait beaucoup de très méritans, et qui précisément, parce qu'ils étaient à leur poste au moment du danger, avaient perdu jusqu'à leurs papiers. Je pris une mesure qui me parut concilier tous les intérêts, et qui, au moins, ne m'a point fait commettre d'injustice; ce fut de prendre

d'abord pour base les brevets existans, qui ne présentaient aucune apparence suspecte. Quant aux officiers qui n'avaient plus leurs titres, je pris l'avis et la déclaration écrite et attestée sur l'honneur d'une espèce de commission d'enquête, composée de six officiers choisis parmi les plus dignes de confiance, et dont les grades étaient hors de toute contestation. Il y eut des criards, je leur imposai silence; des menaces, je les bravai. Tout rentra, au moins en apparence, dans l'ordre.

Mais l'autre désagrément que j'éprouvai devint d'une nature plus grave, quoique je fusse totalement étranger à la cause qui le provoqua. J'ai dit que les étudians n'avaient point été compris dans les secours accordés par la loi du 6 mai. Il y avait parmi eux des jeunes gens d'un caractère honorable et assez instruits; mais en revanche il y en avait un certain nombre qu'on pouvait placer dans la confrérie des cagnards, ignorans, voués à tous les vices et

capables de tout, hors le bien (1). Ceux-ci non-seulement se plaignirent, comme les autres, mais s'en prirent à moi, comme si j'eusse délibéré ou sanctionné la loi. Ils prétendaient que j'aurais dû demander en premier lieu une pension pour eux, qui seuls, disaient-ils, avaient fait la révolution et l'avaient soutenue dans les cafés de Turin. Le fait est que j'avais parlé de tous les proscrits, et n'avais fait aucune catégorie. Il ne pouvait point y avoir eu d'oubli à leur égard, puisque les listes envoyées à Madrid, des différens ports, indiquaient l'état ou la profession de chaque réfugié. Il y avait donc

(1) Un individu, nommé Villa, fils d'un fruitier de Pavie et qui faisait les commissions des étudians de l'université, s'avisa de suivre ceux qui se rendirent à Turin pour la révolution. Il parut en Espagne comme étudiant, et se faisait passer pour un parent du marquis de Villa. Le chef politique de Valence, dont les ancêtres appartenaient à cette famille, l'accueillit et lui fournit de l'argent, mais il fut obligé de le chasser. Plus tard, ce même individu a été vu voyageant en Espagne avec un faux titre de colonel, exigeant des chevaux de selle et les autres attributions de ce grade. Plus tard encore (en 1832), on l'a vu à Paris, en uniforme d'officier d'état-major, et on peut demander de ses nouvelles à l'hôtel garni où il logeait et d'où il a disparu un beau matin.

omission volontaire, et j'ai appris plus tard que la cause en avait été que des étudians étaient les auteurs du plus grand nombre des dénonciations envoyées aux cortès, et des plus odieuses; mais je trouvai cette omission trop dure pour des malheureux qui allaient rester sans ressources. L'alcade et le colonel Pérena partageaient mon opinion, et je me concertai avec eux sur le moyen d'interpréter la loi en faveur des étudians, car il n'était guère possible de songer à en obtenir une nouvelle. Ces deux dignes Espagnols approuvèrent la mesure que je proposai.

Il y avait eu, le 9 mars, à Turin, une compagnie d'étudians qui avait parcouru la ville avec un drapeau, et qui s'était dissoute depuis, pour ne reparaître que lorsqu'il leur fallût s'enfuir du Piémont. Nous imaginâmes de la transformer en bataillon de la Constitution, dont les soldats, comme garde nationale d'élite, devaient avoir le rang de sous-lieutenans. Les gardes nationaux avaient été traités

comme les officiers de la ligne, et tout se trouvait réparé. L'alcade fit ouvrir à la municipalité un registre, dans lequel les étudians, munis d'un certificat, légalisé par moi, viendraient se faire inscrire comme volontaires de la Constitution. Alors il devenait possible de les comprendre dans les états de secours. Les étudians refusèrent d'abord, prétendant être plus que les ministres et les généraux, et voulaient être traités en conséquence. Le lendemain, beaucoup réfléchirent et se firent inscrire; puis l'intrigue, ou plutôt la folie s'en mêla. La plupart se firent rayer du registre, ensuite ils s'y firent remettre, pour s'en faire rayer de nouveau; si bien que l'alcade, impatienté de la conduite d'extravagans à qui on ne pouvait pas même faire du bien, fit brûler le registre; je ne me rebutai cependant pas pour cela. Il n'y avait plus qu'un moyen à employer en leur faveur; c'était d'adresser une nouvelle réclamation aux cortès; ils le méritaient bien peu, mais je le fis avec assez de chaleur pour réussir. Deux

mois plus tard ils obtinrent d'être traités comme les sous-lieutenans, c'est-à-dire qu'ils eurent 50 francs par mois. J'avais fait une bonne action, dont je m'applaudis encore; j'en fus récompensé comme on va le voir.

Un soir j'étais chez moi, avec ma femme, conversant avec le colonel Colonna, qui était venu me voir; mes deux aides-de-camp étaient absens. Vers huit heures, un étudiant se fit annoncer, pour me parler. Je le fis entrer, et l'invitai à s'expliquer. Il me dit qu'il voulait me parler en particulier. Je lui répondis que n'y ayant entre lui et moi aucun secret qui dût rester caché à ma femme et au colonel, je n'avais aucun entretien particulier à avoir avec lui, et qu'il eût à me faire connaître ce qu'il voulait. Il répliqua de son côté que le refus de l'entendre en particulier était un déni de justice, qui ne m'était pas permis, et qu'il s'en plaindrait hautement. Il y ajouta, en marmottant, quelques injures. J'avais, ainsi que le colonel, aperçu qu'il portait, dans la poche

intérieure du côté gauche de son surtout, un poignard, dont il tenait la poignée de la main droite. Je compris sur-le-champ que ce misérable *polichinelle* voulait jouer avec moi le rôle d'un nouveau Sand; mais je ne suis pas taillé à la Kotzebue. L'indignation et le mépris m'emportèrent à la fois; je dédaignai même de recourir à mes armes qui étaient à ma portée. Je m'élançai de mon siége vers lui, en l'apostrophant du nom qu'il méritait; j'avais l'œil sur ses mouvemens, et j'étais assuré de saisir son poignard d'une main, et de lui ôter de l'autre la possibilité de poignarder à l'avenir qui que ce fût. Mais dès qu'il me vit avancer vers lui en colère, le vil coquin s'enfuit à toutes jambes. Tout cela se passa si vite que ni le colonel ni mon Henriette n'eurent le temps de se lever, et qu'on ne put empêcher sa fuite. Je fis avertir sur-le-champ le gouverneur, et on se mit à la recherche de l'assassin, sans pouvoir le trouver. Le misérable s'était, sans s'ar-

rêter, enfui de la ville, dont la porte de la Marine était ouverte. J'appris plus tard qu'il avait passé dans une autre province, où je ne le fis pas inquiéter : il ne pouvait pas m'être dangereux. Cette tentative m'irrita un peu, et je ne sortis plus qu'armé, annonçant ouvertement que je casserais la tête sans balancer au premier qui ferait mine de m'attaquer. Je ne changeai cependant pas pour cela de conduite, et ne m'avisai pas de rendre les autres réfugiés responsables de ce qui était arrivé. Je continuai à soigner leurs intérêts, à accueillir leurs réclamations et à solliciter en leur faveur ce qui pouvait leur être utile ; et quelque dégoûtantes que fussent les tracasseries auxquelles j'étais exposé, je me décidai à les supporter, jusqu'au terme prochain où, le classement des réfugiés étant terminé, je me verrais dispensé de la nécessité de communiquer avec les hommes qui ne pouvaient me convenir.

Relativement aux habitans de Tarragone,

notre séjour dans cette ville était aussi agréable que nous pouvions le désirer. Le colonel d'artillerie de Mora exigea que nous prissions notre logement chez lui. Afin de nous entretenir d'une manière plus agréable, il imagina, contre ses habitudes ordinaires, de donner, deux fois par semaine, des soirées où se réunissaient les principaux habitans et les dames de la ville. Les officiers émigrés y furent invités. Ces soirées commencèrent parfaitement bien. L'esprit, la gaieté, le bon ton des convives espagnols animaient la conversation; la musique et la danse y servaient d'intermèdes, et détournaient l'entretien des sujets trop graves de la politique du jour; mais cela ne dura pas. Quelques officiers émigrés, et particulièrement des Génois, se plaisaient à ces soirées et y tenaient convenablement leur place; d'autres, obligés de se contraindre dans des bornes de convenance sociale, qu'ils appelaient étiquette, ne pouvant ni boire à leur aise, ni s'abandonner à des propos licencieux, s'y déplai-

saient. Ils se retirèrent et furent se réunir chez le général Ansaldi, un de ceux qui se trouvaient le plus mal à leur aise en bonne société. Leur retraite ne fut pas un mal, parce qu'ils auraient fini par contraindre les dames de s'abstenir des soirées; mais ils ne s'en contentèrent pas, et ils se mirent à clabauder contre une réunion qu'il appelaient aristocratique, comme si la décence et les bonnes mœurs étaient un signe d'aristocratie. Ils prêtèrent d'abord à quelques personnes des propos anticonstitutionnels de leur invention, et finirent par des dénonciations anonymes, qui portèrent l'inquiétude dans quelques familles; les soirées cessèrent. Peu après je quittai la maison du colonel de Mora, mais uniquement par un sentiment de délicatesse, qui était un devoir pour moi; ma présence dans sa maison lui imposait, et pour le logement et pour la table, des charges dont il ne voulait recevoir aucun dédommagement; il ne m'était donc plus permis d'user davantage d'une hospitalité qui devenait

pesante pour sa famille. J'allai me loger, à mes frais, dans une autre maison. Pendant que j'habitais chez M. de Mora, j'avais eu occasion de voir plusieurs fois le général de cavalerie marquis de Zambrano, qui depuis est devenu ministre de la guerre de Ferdinand VII. C'est un homme d'esprit et qui est loin de manquer d'instruction; son épouse est une femme aimable et respectable, surtout dans la conduite de sa famille. M. de Zambrano paraissait alors professer des sentimens constitutionnels ; mais les patriotes espagnols voyaient en lui un absolutiste déguisé; ils ne se sont pas trompés. Un peu avant mon départ de Tarragone, le marquis de Zambrano fut exilé à Tortose.

Pendant mon séjour à Tarragone, je m'étais mis en relation avec trois députés des plus marquans de la partie patriotique des Cortès, MM. Diaz de Moralès, Romero Alpuente et Moreno Guerra. D'après quelques discours prononcés aux Cortès et même par des membres

très éclairés, j'avais cru apercevoir que notre révolution de 89 et les contre-révolutions de 1814 et 1815, n'étaient pas connues en Espagne sous leur véritable point de vue. On les y traitait comme des évènemens isolés et sans tenir compte de la connexion qui existe entre eux, c'est-à-dire abstraction faite de l'action occulte ou patente de la grande ligue des despotes contre la liberté, formée en 1791 à Pilnitz, et renouvelée à toutes les coalitions contre la France, jusqu'en 1814, où elle devint patente et permanente par le traité de Chaumont. Je m'attachai à leur retracer l'histoire de cette ligue, ses projets et ses actes, non-seulement par les notions personnelles que j'avais pu acquérir, mais même par les actes publics, qui étaient à la connaissance de presque tout le monde en Europe.

Le résultat de la catastrophe de 1815 avait été l'intitution de la Sainte-Alliance, qui n'est autre chose qu'une inquisition sanguinaire, dont l'objet avoué est de détruire, en même

temps que les institutions libérales, tout esprit de liberté, et tous les travaux de la civilisatiou que la guerre a encore respectés. Le premier acte de ce tribunal ténébreux avait été la contre-révolution d'Italie, et l'on ne pouvait douter que le second serait de réduire l'Espagne dans un état semblable. Jamais le besoin d'une ligue, entre les peuples qui veulent recouvrer leur liberté, ne s'était autant fait sentir que pendant le double drame de Naples et du Piémont. A cette époque, l'apparition à Naples de dix mille Espagnols aurait plus que probablement sauvé la cause de la liberté. Je leur proposai en conséquence de profiter de la situation actuelle de la France, même après la malheureuse issue de quelques entreprises dont la catastrophe avait étouffé à la vérité, mais n'avait pas éteint les nombreuses étincelles qui couvaient sous la cendre. Il fallait se mettre en rapport avec les patriotes français et leur offrir un point d'appui à l'est des Pyrénées. Je reçus bientôt de M. Diaz de Moralès, et au nom de

ses collègues, une réponse satisfaisante, et qui me donna des espérances assez fondées (1).

Cependant le désordre et les dissensions qui régnaient parmi les Piémontais réfugiés à Tarragone, même après que le secours qu'ils avaient réclamé eut été fixé, étaient arrivés au point de lasser la patience la plus exercée et de forcer l'homme le plus apathique à fuir un séjour qu'il devait partager avec eux. Si j'eusse été seul à Tarragone, le caractère hospitalier des habitans et les agrémens que je trouvais dans leur société, m'y auraient fixé; mais le désagrement causé par les scènes dont j'étais journellement témoin l'emporta et je demandai la permission d'aller à Madrid. A peine eus-je

(1) « Madrid, le 13 juin 1821.

« L'intérêt que vous prenez à la cause sacrée de la liberté et les sacrifices par lesquels vous l'avez prouvé sont tels que je m'empresse de vous annoncer que nous nous occupons activement de la note que vous avez bien voulu adresser à mes amis Moreno de Guerra et Romero Alpuente et que j'ai sous les yeux. Par le prochain courrier, vous rendrez une réponse qui, j'en suis sûr, vous satisfera, En attendant, agréez l'assurance de la sincère estime et de l'amitié cordiale, avec laquelle nous vous offrons nos services. »

fait cette demande que je reçus une nouvelle d'assez mauvais augure. Le comte de Lagarde, qui, dans son ambassade de Munich, nous avait tant poursuivis par ses notes, avait été nommé ambassadeur en Espagne et était arrivé à Madrid. Je devais en conclure, ou que ma demande serait refusée, ou que mon séjour à Madrid serait suivi d'inquiétudes et de désagrémens par l'espionnage dont j'allais y être entouré. Mon désir de voir Madrid en diminua d'autant; mais voulant quitter Tarragone, je résolus de prévenir un refus, en demandant au capitaine-général de la Catalogne l'autorisation de me rendre à Valence, pour y attendre la réponse à ma demande, qui devait venir de Madrid, et je l'obtins.

CHAPITRE XII.

Valence. — La fièvre jaune en Catalogne. — Le général Elio. — Le comte Almodovar. — Correspondance avec les patriotes des Cortès. — Les communéros et les doctrinaires. — Intrigues contre Riego. — Je m'y trouve impliqué. — Intrigues des doctrinaires. — Milice en Espagne. — Système d'émeute organisé par le gouvernement. — Les doctrinaires des Cortès spéculent sur des lois d'exception. — Elections. — Société des Anilleros. — Seconde tentative d'assassinat contre moi. — La mort civile m'atteint en France. — Lois d'exception proposées par le gouvernement et amplifiées par les Cortès. — Clôture de la session extraordinaire des Cortès.

J'avais d'abord eu l'intention de faire le voyage par terre, afin d'apprendre à connaître l'Espagne plus en détail; mais l'agitation qui régnait dans le pays, sa pauvreté, et surtout la mauvaise administration de la justice, que la

voix publique accusait de vénalité et de connivence, faisaient qu'un voyageur sans escorte courait risque d'être assassiné en route. Il fallut donc me décider à faire le voyage par mer. Il n'est ordinairement que de vingt-quatre heures, mais les calmes qui dominent dans la Méditerranée, pendant l'été, nous y firent employer six jours que mon Henriette, qui ne peut supporter la mer, passa à souffrir dans son lit. Partis de Tarragone le 30 juin, nous n'arrivâmes que le 6 juillet au Grâo, port de Valence, situé à une lieue de la ville, où nous entrâmes la nuit.

Le contre-coup des contre-révolutions d'Italie commençait à se faire sentir en Espagne. Les serviles, si lâches partout lorsqu'ils croient être abandonnés à leurs propres forces, commençaient à reprendre courage et à lever la tête depuis qu'ils espéraient être secourus par l'étranger. Les agens de la Sainte-Alliance commençaient à agir et à semer les dissensions,

avant-coureurs de la guerre civile. La ligue entre les très puissans souverains alliés et les serviles n'était pas encore conclue; mais elle se négociait. On voyait déjà quelque chose de légitime et de droit divin dans la manière dont les Miras et les Caragol exploitaient les grandes routes. La ville de Valence se ressentait de l'agitation qui s'élevait en Espagne, et la vivacité naturelle du caractère des habitans lui donnait une apparence encore plus sérieuse que la réalité. Avant notre départ de Tarragone, la renommée, qui grossit tout, nous avait plus d'une fois peint la ville de Valence, voyant le sang des deux partis rougir le pavé de ses rues. Il n'en était rien, et à notre arrivée je vis que les combats dont on nous avait donné la relation, se réduisaient à des menaces réciproques, auxquelles la pétulance valencienne donnait un air d'exaspération qui pouvait en effet effrayer un étranger.

Nous ne tardâmes pas, au reste, à nous

féliciter d'être venus à Valence. Le jour même de notre arrivée, le 6 juillet, la fièvre jaune s'était déclarée à Barcelone. Des courriers en avaient porté la nouvelle partout, et le 8, si nous eussions tardé jusque-là, au lieu de pouvoir entrer en ville, nous aurions été consignés dans un lazaret. La contagion se répandit dans une grande partie de la Catalogne et s'étendit jusqu'à Tortose et aux frontières de l'Aragon. Barcelone perdit vingt mille individus, et Tortose, sur une population de onze mille ames, en perdit quatre. La province de Valence en fut préservée par les soins du capitaine-général, comte d'Almodovar, qui, outre le cordon établi sur les frontières de la Catalogne, en forma deux autres plus en arrière, et un troisième autour de Valence même. Des huit portes de la ville quatre seules furent laissées ouvertes; les habitans qui voulaient sortir étaient obligés de se munir d'une carte de sûreté; les étrangers qui parvenaient à la ville étaient conduits au lazaret. Pour surveiller ces mesures de pré-

caution, un moine de planton était placé chaque jour à chacune des portes ouvertes, et examinait les arrivans. L'instinct de ces animaux pour reconnaître les étrangers était surprenant; personne ne pouvait échapper à leur regard inquisitorial. . . . .

Un prisonnier d'une assez haute importance se trouvait alors détenu dans les prisons du château de Valence. C'était le général D. Xavier Elio, qui avait été vice-roi de la province depuis le retour de Ferdinand VII, en 1814, jusqu'au rétablissement de la constitution en 1820. La procédure qui s'instruisait contre lui, les efforts et les intrigues de la faction servile pour entraver la marche de la justice, ou pour le faire évader de prison, étaient en grande partie cause de l'agitation qui régnait dans les esprits et dont l'expression portait souvent le caractère de l'hostilité la plus prononcée. Elio était un de ces hommes que la nature a doués d'un caractère dur et inflexible, d'une cruauté froide qui allait jusqu'à la férocité. Il le conser-

vait jusque dans ses relations de famille, car il fit périr son fils aîné, jeune homme d'une grande espérance en le forçant à accompagner sa voiture à franc étrier, pendant un voyage de 60 lieues, par un temps froid et humide; quoique ce jeune homme fût malade et même très souffrant. Elio était donc un de ces sicaires dont les tyrans ont besoin pour l'exécution de leurs volontés et dont ils recherchent les services. L'emploi de son autorité à Valence avait été dur, capricieux et cruel; le sang avait coulé en abondance pendant six ans sur les échafauds. . . . .

S'il eût péri par les mains du peuple, au moment où la constitution fut proclamée de nouveau, sa mort n'aurait été que la juste punition de ses cruautés. Dans sa qualité de vice-roi d'un souverain redevenu absolu, et pour l'exercice de ce pouvoir, tel qu'il l'exerçait avant 1812, il n'y aurait peut-être pas eu de motif légal pour le mettre en jugement. Au moment où il reçut du roi Ferdinand l'ordre

de se soumettre à la constitution que ce souverain avait jurée, il s'était contenté de jeter la dépêche à ses pieds, en s'écriant : « Le lâche « n'a pas même le courage d'être un tyran. » Il avait résigné son commandement sans difficulté.

Mais on lui reprochait d'autres crimes. C'était lui qui avait excité et encouragé Ferdinand à refuser de reconnaître la constitution de 1812, et qui avait donné le signal du rétablissement du pouvoir absolu, en employant son armée à cet effet. On lui reprochait aussi d'avoir plus d'une fois violé même les lois de la monarchie absolue, en faisant mourir des citoyens sans procédure ou absous par les tribunaux. Je n'en citerai qu'un seul exemple qui est à ma connaissance ; treize citoyens de Valence avaient été mis en jugement comme conspirateurs. Douze furent condamnés et le treizième, qui était le propriétaire de la maison voisine de celle où je logeais, fut absous par le tribunal de l'*Audiencia* qu'on ne pouvait pas

accuser de modération. Il était d'usage en Espagne, qu'une sentence de mort ne pût être exécutée qu'après avoir reçu l'approbation du roi ou de son représentant. Lorsqu'on présenta celle-ci à la ratification d'Elio, non seulement il l'approuva, mais il ajouta en marge, à côté du nom de l'individu absous, *y este tambien* (et celui-là aussi), et le malheureux fut exécuté.

Elio avait été condamné à mort, en première instance, sur le réquisitoire de l'avocat fiscal don Martin Serrano. La cause était alors en appel et tous les efforts des serviles tendaient à obtenir un acquittement, que le tribunal d'appel était disposé à accorder, mais qu'il n'osait pas encore prononcer.

Le successeur d'Elio, dans le gouvernement de Valence, était le comte Almodovar, brigadier dans l'armée et lieutenant-colonel d'artillerie, qu'on avait tiré des prisons de l'inquisition pour l'élever au commandement; son véritable nom de famille était Ildefonso Diaz

de Ribeira. Employé pendant la guerre de 1809 à l'état-major du duc de Wellington, il avait obtenu le rang de brigadier en 1812. A son retour à Valence, où son régiment était en garnison, don Ildefonso, encore jeune homme, d'une belle figure et d'une éducation soignée, fit la connaissance de l'unique héritière du comte d'Almodovar, l'un des plus riches seigneurs de la province, et parvint à s'en faire aimer. Par attachement pour sa fille, le vieux comte consentit à son mariage avec don Ildefonso sous la seule condition qu'il échangerait son nom de Ribeira en celui d'Almodovar. Peu après il mourut et transmit ses titres à son gendre.

Je fis sa connaissance à mon arrivée à Valence, et je fréquentai non seulement sa société personnelle, mais encore les cercles brillans qui se réunissaient chez lui deux fois par semaine. Les relations que j'avais formées avec le général Villacampa à Barcelone; celles que j'eus ensuite avec le comte Almodovar et avec le

général Riego, gouverneur de l'Aragon, avec lequel j'étais en correspondance, firent naître en moi l'idée d'une entreprise à la réussite de laquelle je croyais alors d'autant plus qu'aujourd'hui même je suis persuadé que, sans le contretemps qui me força de l'abandonner, elle aurait eu un plein succès. Celles qui avaient été tentées en France avaient à la vérité échouées, mais les élémens en existaient encore, répandus sur les différens points de la France, et il était encore possible de les réunir. Je ne pouvais pas ignorer qu'aucun des trois capitaines-généraux que je viens de nommer ne prendrait une initiative quelconque dans une tentative révolutionnaire sur la France, ni même ne l'appuierait un peu ouvertement. Il ne fallait que du bon sens pour en être persuadé, mais j'avais acquis la certitude qu'ils fermeraient les yeux sur les préparatifs, et que les mesures qu'ils prendraient seraient de nature à favoriser la tentative, sans engager leur responsabilité.

Je préparai donc mes plans en conséquence. La frontière du Roussillon est étroite et garnie de forteresses qui semblaient devoir m'offrir un obstacle insurmontable; ce fut cependant celle que je choisis pour le théâtre des premiers mouvemens, d'abord parce que le côté le plus fort d'une frontière est toujours celui qui est le plus mal surveillé, par la sécurité qu'il inspire; en second lieu parce que je connaissais l'esprit des troupes qui se trouvaient dans les Pyrénées-Orientales, et que des intelligences avaient été pratiquées dans leurs rangs; je comptais surtout sur un régiment d'infanterie légère, très patriote alors, et que j'ai trouvé bien changé, lorsqu'en 1830 je l'ai eu sous mes ordres; enfin parce que la possession de quelques forteresses que j'avais l'espérance de ranger sous le pavillon tricolore, pouvait, en offrant une bonne base d'opérations, simplifier leur marche et offrir de grandes chances de succès.

En réunissant les réfugiés français et italiens

qui se trouvaient en Espagne, et ceux des miquelets de la frontière sur lesquels je savais pouvoir compter, parce qu'ils avaient été sondés, je pouvais former un noyau de trois mille hommes sur un point très rapproché des frontières de France. J'avais choisi la fin d'octobre ou les premiers jours de novembre pour entrer en action, non seulement afin de me donner deux ou trois mois de temps pour les préparatifs nécessaires, mais parce que la longueur des nuits devait nous favoriser dans une expédition qui devait commencer par des surprises.

Partant dans l'après-midi des environs de la Jonquière, on arrivait peu après la tombée de la nuit à Bellegarde; ceux qui devaient en faciliter la surprise étaient dans les murs de la forteresse. De là on pouvait arriver vers le point du jour à Perpignan où les moyens d'une surprise avaient également été combinés. Dans les Pyrénées-Orientales il y avait neuf bataillons, dont six occupaient Perpignan, Bellegarde

et Prati de Mollo; deux étaient à Mont-Louis, et un à Collioure. Toutes ces troupes étaient favorablement disposées pour nous, et il n'y avait pas de présomption à assurer qu'elles se réuniraient sous les drapeaux de la liberté. En révolution, il suffit pour réussir d'avoir au premier moment assez de forces pour battre le premier corps que vos adversaires peuvent vous opposer. La confiance naît de la victoire et la fixe.

Le point principal était de ne pas manquer d'argent pour faire les premiers préparatifs, pour pratiquer des intelligences et pour préparer un mouvement dans les départemens voisins des frontières. Il y avait été pourvu, et des émissaires avaient été destinés à préparer les patriotes de ces départemens, et à leur remettre des fonds pour se procurer les armes qui pourraient leur manquer. Dès que j'aurais eu passé les frontières et que l'insurrection aurait éclaté dans les départemens voisins de l'Espagne, les gouverneurs de la Catalogne et

de l'Aragon auraient eu un motif plausible pour former un cordon destiné à faire respecter les frontières espagnoles : c'était un point d'appui pour nous, en cas de revers ; c'est ce que le gouvernement français a fait plus tard en faveur des insurgés serviles de l'Espagne.

Pendant que je m'occupais de ce projet et que je préparais tous les matériaux dont je devais me servir, je reçus une lettre d'un certain Cugnet de Montarlot, qui venait d'arriver à Saragosse : il m'annonçait qu'il s'occupait d'un plan de libération de la patrie, qu'il avait concerté avec des députés, des généraux, des militaires de différens grades et des citoyens, et m'invitait à y prendre part. Tout ce que je savais de ce Montarlot était qu'il avait été éditeur responsable, ou l'*homme de paille*, d'une publication intitulée l'*Homme gris*. Le style emphatique de sa lettre, les invraisemblances qu'elle contenait et l'extrême modestie de l'écrivain, qui se contentait d'être le président de la France libre, me firent voir de suite à

qui j'avais à faire. J'avoue même que je le jugeai un peu trop sévèrement, car je le pris d'abord pour un agent provocateur. Sa lettre me contraria fortement, en me faisant craindre de voir quelque grosse balourdise se jeter au milieu de mes projets et les faire échouer. Je ne jugeai cependant pas à propos de lui en parler dans ma réponse : d'abord, afin de ne pas risquer de compromettre les personnes avec lesquelles j'étais en relation et qui devaient me seconder; ensuite, quand même je n'aurais pas eu quelque méfiance sur son compte, il ne pouvait entrer dans mes vues, ni dans mon caractère, de m'associer à un ambitieux inepte et extravagant, dont on ne pouvait rien espérer de raisonnable. Je n'entendais pas plus coopérer à imposer à mes concitoyens une forme de gouvernement quelconque, et encore moins un individu, soit Montarlot ou tout autre, que m'y placer moi-même. Mon opinion, qui n'a jamais changé et ne changera jamais, est que la nation seule a le

droit de fixer la forme du gouvernement sous lequel elle veut vivre, et d'en choisir le chef. Aucun citoyen, quels que soient ses services, quelques sacrifices qu'il ait pu faire, n'a le droit de s'en attribuer lui-même la récompense, et ne peut se soustraire au devoir d'obéir à la volonté générale de ses concitoyens.

Cependant, comme il m'importait d'empêcher, ou du moins de retarder tant que je pourrais les *montarlotades*, je lui écrivis pour lui prêcher la prudence. Je lui fis entendre que, nouvellement arrivé en Espagne, il ne pouvait connaître ni la situation ni les vues du gouvernement, duquel il lui fallait cependant dépendre, ne fût-ce que pour être toléré. Je lui recommandai donc de suspendre encore toute démarche active, jusqu'à ce qu'il se fût bien assuré qu'il ne rencontrerait pas des obstacles qu'il paraissait ne pas prévoir. Montarlot m'avait annoncé que son projet était connu de Riego, qui l'approuvait; c'était une

fausseté, à en juger par les lettres que ce général m'avait écrites. Je crus donc nécessaire de communiquer à Riego la lettre de Montarlot, afin de le mettre en garde contre les imprudences de cet individu. J'écrivis cependant au député Moralès, à qui j'envoyai copie de cette même lettre et de ma réponse. Je lui rendais compte en même temps des communications que j'avais eues avec les francs-maçons de Valence, qui, ayant été les promoteurs de la révolution de 1820, ne pouvaient pas être suspects.

La réponse de Moralès ne se fit pas attendre, et m'étonna un peu par quelques expressions qui s'y trouvaient (1). Ce qu'il disait, au sujet

(1) «Cordova, le 12 août 1821.

« Permettez moi de prendre la liberté de me nommer votre ami, puisque l'identité de nos principes et de nos vœux nous a unis avant de nous voir. Les plans, en faveur de la liberté, qui vous occupent, sont déjà préparés et peut-être plus mûrs que vous ne le pensez vous-même. Mais permettez-moi de vous dire d'abord qu'il est absolument nécessaire que vous gardiez le plus profond secret. *La société avec laquelle vous êtes entré en relation*, et que je connais parfaitement, étant un de ses plus anciens membres, ne prendra aucun intérêt au

de la société avec laquelle j'étais entré en correspondance, c'est-à-dire celle des francs-maçons, avait droit de me surprendre, et me surprit en effet. Mais bientôt ma surprise cessa, et les motifs sur lesquels était fondé son avertissement reçurent la sanction du temps et de l'expérience. Quant à don José-Maria del Regato, à qui il m'engageait de me confier, un certain je ne sais quoi, fruit de la tournure de ses idées et de quelques réticences, tendit toujours plus à m'en éloigner qu'à me rapprocher de

succès de vos desseins ; et quoique je ne juge pas nécessaire que vous rompiez les relations que vous avez ouvertes avec elle, soyez assuré que ce n'est pas par ce canal que vous arriverez à votre but. Afin de l'atteindre, vous devez, je le répète, observer le plus profond secret, et chercher à représenter, comme étant sans importance, le plan que vous lui avez peut-être divulgué. La surveillance du gouvernement français ne permet pas que nous courions des risques en nous confiant à aucun individu arrivant de France ; la perte de la coopération d'un individu est de très petite importance en comparaison du danger que nous pourrions courir par une confiance mal placée. Si, dans la ville où vous résidez, vous pouvez voir mon collègue Moreno de Guerra, ou le patriote don José-Maria del Regato, ils vous donneront sans doute quelques nouvelles, sinon écrivez à mon collègue Romero Alpuente à Madrid. Pour le présent, limitez vos communications confidentielles aux personnes qui pourront vous donner des informations positives, dont vous serez satisfait. »

lui. Je viens de voir, en 1832, que je n'ai pas eu tort. Quant aux expressions dont le député Moralès se servait à l'égard des francs-maçons, elles demandent une explication que je vais donner.

Il y a quelque temps que les francs-maçons, afin d'étendre leur influence sur l'opinion publique, sans se servir du nom de leur société, que le jésuitisme de l'inquisition poursuit sans relâche par ses dénonciations, pensa à organiser quelque chose de semblable à un séminaire de néophytes. Ces néophytes, avant leur initiation qui devait être le but et la récompense de leurs travaux, devaient organiser dans chaque province une association qui devait avoir des assemblées régulières dans le but de répandre, d'expliquer et de défendre même, s'il était nécessaire, les principes de la constitution. Il est inutile de dire que les chefs devaient en être des francs-maçons. Le plan en fut organisé à la loge principale de Madrid. Son exécution fut confiée aux membres les

plus éclairés, et particulièrement à MM. Diez de Moralès, Romero Alpuente, Moreno Guerra, et à don José del Regato. Les opérations préliminaires étaient à peu près achevées, lorsque les auteurs du projet apprirent que les autres francs-maçons, que leur incapacité ou leur opinion douteuse en avait écartés, entendaient s'en emparer, lorsque tout serait organisé.

Connaissant la popularité que devait acquérir la société qu'ils voulaient organiser, et l'avantage de leur position, les auteurs du projet se décidèrent à rompre avec les francs-maçons. Ils se servirent des souvenirs historiques chers à tous les Espagnols; ils invoquèrent les ombres des Padilla, Bravo et Maldonado, les héroïques défenseurs des droits des *communes* de Castille, qui périrent martyrs de la liberté, dont ils scellèrent la cause de leur sang sur les échafauds dressés par Charles-Quint, dans les champs de Villalar (1). Ressuscités par un en-

(1) Ils furent défaits en bataille rangée dans les champs de Villalar, le 22 avril 1521, et exécutés le lendemain.

thousiasme chevaleresque, ils devinrent les chefs *invisibles* de l'association qui a pris le nom de *communeros.* La société se répandit rapidement et se renforça à chaque pas. Il ne faut pas s'en étonner; le souvenir des anathèmes que les jésuites, qui sont eux-mêmes une espèce de franc-maçonnerie de moines, ont prononcé contre une société qu'ils singent, et les couleurs effrayantes sous lesquelles les prêtres et les moines papistes la représentent, ont confondu dans l'esprit des basses classes le nom de franc-maçon avec celui de juif ou d'hérétique. Même dans la classe mitoyenne, il y a beaucoup d'individus à qui des scrupules de conscience et la crainte des censures ecclésiastiques, n'auraient pas permis de devenir membres d'une société qui, bien qu'elle ne mérite pas les épithètes odieuses dont elle est chargée par la prêtraille, professe des principes que leurs scrupules ne permettent pas d'admettre. C'est pour ce motif que les communeros portent sur leur drapeau les mots sacrés de roi constitutionnel et de religion,

qu'ils déclarent inséparables et jurent de défendre jusqu'au dernier soupir. Ainsi ils offrent aux ames généreuses et patriotiques tous les motifs d'enthousiasme, sans éveiller les craintes des catholiques les plus bigots. Il est facile de voir que quiconque voulait, au lieu de se perdre dans des utopies fantastiques, arriver à des résultats effectifs, ne pouvait manquer de se réunir à cette société, et de l'appuyer de tous ses moyens : elle était la seule qui pût consolider la cause de la liberté en Espagne.

Une quinzaine de jours après avoir reçu cette lettre de Moralès, j'en reçus une de Montarlot, qui me parlait encore de ses projets, comme un homme qui se prépare à les exécuter. Il se disait commissionné par les sociétés secrètes de France, avec lesquelles il était en relation, et annonçait que ses projets étaient connus de *ses amis*, à Madrid. Ces expressions, comparées à ma correspondance avec les députés libéraux, me parurent

assez suspectes pour que je pensasse devoir écrire sur-le-champ à Romero Alpuente (dans l'absence de Moralès) afin qu'il se tînt sur ses gardes. Peu de jours après, Montarlot m'écrivit encore pour m'annoncer son départ pour la frontière. Il conduisait avec lui, disait-il, quatre cents hommes d'infanterie et cent chevaux de la garnison de Saragosse, et Riego devait s'avancer avec le restant des troupes pour l'appuyer. Ici il y avait évidemment une illusion ou un mensonge ; l'un et l'autre étaient également dangereux. Cette lettre m'inquiéta donc beaucoup, en me présageant quelque désastre qui ne pouvait manquer d'influer sur notre tranquillité et même notre sûreté.

Je ne tardai pas à voir mes pressentimens vérifiés. Le 31 août, Moreda, chef politique de Saragosse, avait donné l'ordre d'arrêter Montarlot. Ce dernier, averti par un patriote qui lui fournit un passeport, échappa à l'arrestation, et chercha à se retirer en France; mais, étant revenu, après un assez long détour, sur

la grande route d'Oléron, il fut arrêté avec quatre ou cinq individus, entre Jaca et Campfrane, et reconduit à Saragosse. On trouva dans son porte-manteau un paquet de proclamations, où il prenait le titre de généralissime et de président du grand empire.

Jusqu'ici il n'y avait rien que de naturel. Le gouvernement ne voulant pas souffrir une tentative sur la France, faisait arrêter celui qui la hasardait. Il pouvait le faire rentrer dans l'intérieur de l'Espagne; là s'arrêtait son devoir et son pouvoir; mais tels n'étaient pas les plans de ceux qui avaient été les vrais instigateurs de cet imbécille de Montarlot. Afin de faire voir de quoi sont capables les doctrinaires (1) dans tous les pays, il est, je crois, utile de publier quelques détails sur l'affaire de Saragosse,

(1) La faction des exploiteurs de révolutions, au nom des doctrines constitutionnelles, était déjà connue en Espagne, en 1821, sous le nom de *Doctrineros*, et vulgairement sous celui de *Pastelleros* (brouillons intrigans). Plus tard elle prit le titre de société des *Anilleros*, ainsi qu'on le verra en son lieu. Pour l'intelligence du lecteur, j'ai cru devoir me servir du mot français pour désigner cette faction, lorsque l'occasion s'en présentera.

qui a fait assez de bruit, et dont le côté lâche et odieux n'a pas été connu hors d'Espagne.

La faction des doctrinaires, qui a fini par perdre l'Espagne, voulait alors perdre Riego. Pour cela on imagina d'inventer un complot *républicain*, car la république est le grand épouvantail que cette faction a coutume d'employer. Une autre de ses habitudes est d'être constamment en intelligence avec les ennemis du pays, auxquels elle commence par se vendre. Les ministres, et surtout Feliù et Sanchez Salvador, étaient aux gages du comte de Lagarde, ambassadeur de France. Ayant appris que le gouvernement français voyait avec déplaisir le commandement d'une province frontière, comme l'Aragon, dans les mains de Riego, ils résolurent de saisir cette occasion pour se rendre agréables aux Bourbons de France en servant leur haine personnelle. Moreda fut choisi par eux pour être l'instrument des trames qu'on ourdissait contre le héros de las Cabezas (1). On le nomma chef politique de la province.

(1) Moreda, Morillo et San Martin qu'on connaîtra un peu plus

Moreda était, en 1820, colonel du régiment de la reine, alors en garnison à Valence. Il était un des agens d'Elio, mais par de fausses confidences et une apparente modération dans l'exécution des ordres sanguinaires dont il était chargé, il avait acquis, même parmi les libéraux, une réputation de modérantisme dont il fit son profit. Lorsque Riego s'avança vers Malaga, ce fut Moreda qu'Elio choisit pour marcher contre lui, et tous les efforts des patriotes ne purent le décider à se déclarer en faveur de la constitution. Il haïssait Riego plus encore par envie que par opinion politique; mais il cachait sa haine sous le masque d'une critique bienveillante, et son caractère le fit regarder comme l'instrument le plus propre à perdre le héros patriote. Dans son nouvel emploi, Moreda parvint facilement à capter la confiance de Riego,

tard, employés en 1832 par la régente de l'Espagne, font voir de quelle nature est le gouvernement prétendu libéral qui s'empara des destinées de l'Espagne.

dont le caractère noble et généreux était incapable de soupçonner la trahison. Ayant facilement connu les projets de Montarlot trop stupide pour mettre un frein à sa jactance, il les communiqua à Riego et concerta avec lui les moyens d'empêcher Montarlot d'agir. Mais en même temps il excitait ce dernier, en lui donnant des espérances, et en dictant même, pour ainsi dire, par les illusions dont il le repaissait, la correspondance de cet imbécille avec moi et avec d'autres personnes. *Ce fut Moreda qui assura Montarlot que Riego lui fournirait cinq cents hommes et le soutiendrait avec le restant de ses troupes.*

En même temps Moreda agissait doublement contre Riego. D'un côté il donnait connaissance au gouvernement de la correspondance de Montarlot, qu'il dirigeait et où Riego se trouvait inculpé de complicité; d'un autre côté, il se servit de l'enthousiasme même des patriotes Aragonais pour Riego, pour lui nuire. Les murmures contre le gouvernement aug-

mentaient de jour en jour : il travailla à étendre encore le mécontentement par ses agens qu'il chargea d'entretenir les esprits de la nécessité d'une réforme radicale, qui mît à la tête du gouvernement des patriotes irréprochables. Le nom de Riego fut prononcé, et on l'indiqua comme un des chefs à qui on devait confier la réforme à faire. Tous ces matériaux, réunis par celui qui les avait préparés, devinrent le plan d'une conspiration pour l'établissement d'une république à la tête de laquelle devait se trouver Riego. Afin de donner un aspect plus effrayant à la conspiration qu'il forgeait, Moreda songea à l'étendre jusqu'à Valence; il se servit pour cela des lettres que m'avait écrites Montarlot et dont il avait des copies, et de mes réponses. Il est vrai qu'il résultait des premières que les projets de Montarlot ne concernaient que la France, et de mes réponses que j'en blâmais l'imprudence; mais en falsifiant quelques pièces et en tordant le sens des autres, il lui était possible d'en tirer assez pour

servir ses patrons Feliù et Sanchez Salvador, et le ministère français. Il commença donc à faire répandre dans Valence le bruit qu'il se tramait une grande conspiration républicaine. Je l'appris; mais je ne le regardai que comme une des cent nouvelles inventées par les serviles.

Lorsque Moreda crut que tout était suffisamment préparé, il obtint de Madrid, sous la date du 29 août, un ordre du cabinet, qui suspendait Riego de ses fonctions, l'exilait à Lerida, et transférait son commandement à son dénonciateur. Ce dernier publia le décret, le 31, par une proclamation faite pour effrayer le public, dans laquelle il annonçait une horrible conspiration républicaine. Il ne nommait pas Riego, mais il l'indiquait trop clairement pour qu'on pût se méprendre. En même temps, il fit arrêter quelques citoyens des plus distingués de Saragosse. Aveuglé par sa haine contre Riego, il était allé trop loin, et sa proclamation excita l'indignation publique. Une tentative d'assassinat, qu'il avait organisée contre

le héros de las Cabezas, lui avait fait en vain espérer de flétrir sa mémoire d'une tache qui resterait ineffaçable. Dès que Moreda avait reçu l'ordre dont nous avons parlé, il s'était hâté de le faire notifier au général Riego, alors en tournée d'inspection, par un certain don Manuel Calderon, son confident, qu'il fit accompagner par une compagnie du régiment de Girone et quarante miliciens.

Riego fut rencontré à Puebla de Alfinden. Calderon ayant placé son détachement en embuscade, s'avança vers le général et lui notifia, le plus insolemment qu'il put, sa destitution et la défense de reparaître à Saragosse. On espérait que Riego, indigné de l'injustice de sa destitution et de la manière dont on la lui notifiait, insisterait pour aller à Saragosse mettre ordre à ses affaires et se préparer à voyager plus commodément qu'à cheval. C'est ce qu'on attendait, pour donner le signal de faire feu sur lui; mais la douceur, la modération, je dirai même l'héroïque résignation de Riego,

déjouèrent les projets de ses assassins : il tourna bride sans mot dire, et se dirigea vers le lieu de son exil. Cet assassinat ayant échoué, Moreda se vit obligé, le 4 septembre, de publier une nouvelle proclamation, qui annonçait que Riego n'était point impliqué dans la conspiration.

Cependant la procédure entamée à Saragosse ne produisait rien ; on ne trouvait aucune trace de recrutement républicain ; aucun habitant ne se trouvait mêlé aux extravagances de Montarlot. L'unique espérance de Moreda et de ses patrons était dans le résultat de la procédure qu'ils avaient fait entamer à Valence. Ils supposèrent donc des révélations effrayantes de complicité entre moi, Riego et la république, et enjoignirent au chef politique et au capitaine-général de faire procéder avec la plus grande rigueur. Le chef politique de Valence, don Francisco Plasencia, qui ne valait guère mieux que Moreda, était absent et remplacé par l'intendant don Juan Modénès, homme probe et modéré, qui répugnait de

prendre part à des actes dont il connaissait l'iniquité. Le capitaine-général Almodovar, de concert avec qui j'avais toujours agi, connaissait également l'absurdité de toute cette affaire et savait qu'on la dirigeait aussi contre lui; car le chef politique avait reçu l'autorisation de le destituer au besoin et de le reléguer à Alicante.

Le courage de l'un et de l'autre fut un peu ébranlé; mais ils avaient trop d'honneur pour me livrer aux persécutions qu'on voulait diriger contre moi. Ils me firent offrir un passeport et l'argent nécessaire pour me retirer en lieu sûr. Je répondis que je ne m'éloignerais sous aucun prétexte. Je leur fis observer que ces accusations, dont on faisait tant de bruit, tomberaient sans peine devant une justice impartiale; non-seulement parce que leur fausseté était facile à démontrer, mais parce que leur absurdité ne permettait pas même d'admettre la possibilité des faits énoncés. Tout cela n'était qu'une trame contre Riego, de la part de ses ennemis, et contre moi, de la part

de l'ambassadeur de France. En restant, je la faisais tourner à la honte de ses auteurs; en m'éloignant, je fournissais des armes contre Riego et je m'imprimais une double tache : celle d'avoir donné dans un projet absurde, et celle d'avoir fui le danger. Les deux autorités insistèrent encore, en me faisant une offre qui témoigne une loyauté dont je leur dois de la reconnaissance : ce fut de prendre connaissance des charges élevées contre moi et de ne me décider qu'après. J'acceptai, bien certain de ne rien voir qui pût me faire changer de résolution. Don Françisco Valléjo, qui avait été chargé de m'avertir, me conduisit donc une nuit chez l'auditeur de guerre, don Juan Genovès, qui me donna connaissance de toutes les charges et dénonciations faites contre moi. Toutes se concentraient dans un projet de recrutement en faveur de la république, qui devait s'établir en Espagne. L'auditeur n'était pas un niais qui s'épouvantât au seul mot de république, ni un doctrinaire qui en fit

une spéculation à son profit; il fut donc possible de discuter raisonnablement et de lui faire entendre que, même en admettant, ce qui était vrai, que le gouvernement républicain convînt à mes opinions, il n'en résultait pas moins que je ne pouvais ni en décider, ni en empêcher l'établissement en Espagne. Arrivé depuis deux mois à peine à Valence, et n'ayant jamais été auparavant en Espagne, il y avait de l'absurdité à croire que j'aie pu recruter des hommes qui ne me connaissaient pas; il y en avait encore plus à supposer que Riego, connu et accrédité en Espagne, comme Lafayette l'était en France, eût besoin de moi et de mon crédit pour réunir des volontaires. Il était bien plutôt facile de reconnaître dans toute cette machination un projet formé pour atteindre Riego, et l'influence du gouvernement français et de son agent qui dirigeait le ministère espagnol. Il importait au patriotisme des Espagnols de ne pas permettre qu'un de leurs plus illustres citoyens devînt la victime

de calomnies inventées par une faction ennemie et ses soutiens étrangers.

L'auditeur convint que les charges n'avaient pas le sens commun et qu'il ne voyait pas comment on avait pu établir un procès sur cette base. Il fut donc décidé, pour renverser toute la machination d'un seul coup, qu'on donnerait la plus grande solennité à ce procès; que je serais interrogé le lendemain avec mes prétendus complices, le chef de bataillon Foglietta et le capitaine Fungi, et qu'on provoquerait et suivrait toutes les dépositions à charge qui pourraient se présenter. Cela fut fait avec une scrupuleuse rigueur, et le résultat en fut, au bout de quinze jours, un jugement qui me déclarait innocent de toute charge, et que ma réputation en sortait sans soupçon et sans tache (*sin tacha ni nota*). Pendant la procédure, M. de Lagarde avait demandé et obtenu un ordre de me transférer à Alicante. Le capitaine-général s'y refusa, ne pouvant interrompre le cours de la justice. Après le jugement,

M. de Lagarde revint sur le même sujet, et obtint un second ordre; mais j'avais été absous, et la constitution ne permettait plus de recherches sur la même accusation. Enfin M. de Lagarde demanda que les pièces et la procédure fussent envoyées à Madrid pour lui être communiquées. Il fut encore refusé, les pièces ne pouvant sortir de l'archive du tribunal qui avait prononcé. C'est ainsi que les tracasseries qui m'avaient été intentées par les doctrinaires d'Espagne et par un agent du gouvernement rentré en France avec les bagages ennemis, tournèrent à leur honte. L'idée de me faire détenir à Alicante jusqu'à la fin de la procédure de Saragosse était tout-à-fait dans l'esprit russe. La procédure de Saragosse dépendait de celle de Valence et tomba par le résultat de cette dernière. Je n'eus donc pas lieu de regretter d'avoir osé faire tête à l'orage. Grâce à ma fermeté, il ne restait plus du complot Moreda et compagnie contre Riego, que la honte de l'avoir tenté et le mépris pu-

blic acquis aux auteurs de cette infamie.

Le mauvais succès de la procédure qu'on avait intentée contre moi, engagèrent MM. de Lagarde et Sanchez Salvador à me laisser tranquille; mais l'affaire de Riego avait jeté dans les esprits une inquiétude qui se répandit rapidement dans le reste de l'Espagne. Ce n'était point un acte isolé, mais la suite d'un plan formé par les doctrinaires, pour perdre successivement tous les patriotes les plus illustres et les plus intègres. En Espagne, comme en France, cette faction composée d'ambitieux, ne pouvant se placer à la tête de l'opinion publique par un patriotisme qui lui est étranger, cherchait à se saisir du gouvernement et à concentrer les pouvoirs dans les mains des siens, afin de leur partager les places et de les enrichir de la fortune publique. Tour à tour audacieuse ou perfide selon les temps, aucun acte n'est coupable à ses yeux pour atteindre son but. Cette faction était parvenue, en Espagne, à se placer au ministère où

le caractère du roi tendait à la maintenir. Depuis l'époque où je suis arrivé, l'histoire de l'Espagne est celle de ses méfaits, qui ont amené la perte de ce pays. Puisse au moins cette histoire servir d'une leçon utile, et, en flétrissant jusqu'au nom des doctrinaires, sauver la France de leur funeste influence!

A Saragosse, l'indignation causée par la conduite tenue envers Riego, produisit un manifeste des sept bataillons de la garde nationale, qui invitait ses concitoyens à se méfier des calomnies qu'une faction ennemie cherchait à répandre contre les plus illustres citoyens. D'un autre côté, le clergé de l'Aragon et de la Catalogne commençait à prêcher la guerre civile. Des mouvemens d'insurrection commençaient aussi à se faire sentir en Galice, en Andalousie, à Cadix : à Valence, les partis étaient dans une telle exaspération qu'on craignait à chaque instant de les voir en venir aux mains. On voit que le gouvernement travaillait partout à établir un système d'émeutes, qu'il voulait tourner

à son profit, au moyen des chefs politiques doctrinaires (préfets), qu'il avait placés partout. Nous verrons se développer ce système.

Pendant la première moitié du mois d'octobre, la réunion des assemblées primaires suspendit le choc des partis : chacun s'appliqua à influencer à son profit la nomination des électeurs, afin que le choix des nouveaux députés aux cortès se fît dans le sens le plus favorable à ses vœux. Le résultat des assemblées primaires de Valence fut très agréable aux patriotes, qui se trouvèrent en grande majorité parmi les électeurs. Il en fut de même dans la province de Murcie, et, autant qu'on put en inférer du rapport des journaux, dans la plupart des autres; mais dans ce même temps les libéraux firent une perte bien sensible. Le général Arcos. Aguerro, gouverneur de Badajoz, compagnon de Riego et de Quiroga, périt le 13 septembre d'une chute de cheval; il était supérieur à ses collègues en activité, en talens et en fermeté de caractère.

Le gouvernement, dans sa marche rétrograde, avait été trop content de la majorité des cortès, pour qu'il ne voulût pas s'en servir encore, afin d'obtenir, avant la réunion des nouveaux députés, quelques lois dont il avait besoin pour achever son ouvrage. Une session extraordinaire avait été ouverte le 29 septembre, et dès les premiers jours le gouvernement présenta un projet de loi relatif à une nouvelle division de l'Espagne en cinquante-deux provinces, chacune devant avoir un chef politique, un chef militaire et un intendant de finances; les trente-huit nouvelles provinces fournissaient au ministère cent dix-sept places à donner aux députés des cortès qui l'auraient le mieux servi, ou à ses créatures. Les fonctions attribuées à ces emplois réunissaient, dans les mains de ceux qui les occupaient, tous les pouvoirs, et leur donnaient une influence assez grande pour paralyser, non-seulement les efforts des patriotes, mais même les intentions et les actes des cortès les plus patriotiques.

Voulant joindre à cette force morale ou plutôt démoralisante, une force matérielle, le gouvernement présenta, le 12 octobre, un projet de loi pour l'organisation de douze mille hommes de milice active. Ce projet était d'un sinistre augure pour la cause de la liberté, contre laquelle il était dirigé.

Il y avait alors en Espagne deux espèces de milices, celle que nous appelons garde nationale, et la milice active. La première se subdivisait en deux classes, savoir : milice volontaire et milice légale. La *milice volontaire* était une espèce de confédération armée, composée de citoyens qui prenaient l'engagement de défendre constamment la constitution, qui choisissaient eux-mêmes leurs officiers et faisaient au besoin le service de troupes de ligne. Ceux des volontaires qui en avaient les moyens, s'armaient et s'équipaient à leurs frais; mais les pauvres, en qui l'on reconnaissait du courage et du patriotisme, n'étaient pas exclus, même des grades supérieurs. Ils étaient armés

et équipés ou par des souscriptions, ou aux frais des municipalités. Les bataillons volontaires étaient en général de très beaux corps bien disciplinés, qui égalaient les troupes de ligne en instruction, et les surpassaient par l'esprit qui les animait. Ainsi organisée, la milice volontaire était le plus ferme soutien de la constitution. La *milice légale* se composait du restant des citoyens en état de porter les armes. Il est aisé de voir que, dès l'instant où elle embrassait tout le monde, elle ne comprenait personne.

La *milice active* était une partie supplémentaire de l'armée permanente, qui se recrutait par un tirage au sort comme les troupes de ligne. Les officiers étaient au choix du gouvernement, et dans cette occasion on employa ceux des grenadiers provinciaux qui avaient été licenciés et qui tous appartenaient à la faction servile.

A peine le gouvernement se fut-il ainsi for-

tifiée, qu'il commença à mettre à exécution son système d'émeute. A Saragosse, l'indignation, causée par la persécution de Riego, avait fini, dans les derniers jours d'octobre, par soulever la garde nationale, qui prit les armes et força le chef politique à partir; mais Moreda était parvenu par ses intrigues à semer la désunion entre les citoyens. Peu de jours après, deux des quatre quartiers désavouèrent ce qu'ils avaient concouru à faire, et la discorde commença à régner dans cette ville, jusqu'alors unie. Cette insurrection servit de signal au ministère pour se débarrasser du petit nombre de commandans militaires ou chefs politiques patriotes, qu'il avait encore laissés en place : don Francisco Martin, surnommé l'Empecinado, gouverneur de Zamora, fut le premier frappé; peu de jours, après on destitua également le commandant de Cadix, don Jacinto Romarate, coupable d'avoir permis de porter en procession le portrait de

Riego, et d'avoir pris des mesures de prudence, qui avaient empêché tout désordre. Ce dernier devait être remplacé par le général don Francisco-Javer Vanegas, servile avoué, et qui, pour ce motif, avait été chassé de la Galice.

A la nouvelle de cette nomination (29 octobre), la population de Cadix se souleva en masse. Un de ces actes d'une odieuse lâcheté, qui sont si familiers à la faction doctrinaire, vint encore ajouter à l'exaspération. Le ministère avait fait insérer dans le journal *l'Universel*, qui lui servait de moniteur officiel, une longue diatribe contre Riego, qu'il accusait d'être la cause du discrédit où le gouvernement tombait dans l'opinion publique, comme si Riego eût été l'auteur des violations et des mensonges qui faisaient mépriser et haïr la faction. Les autorités se virent forcées de céder à la volonté bien prononcée des habitans, de ne pas admettre le général Vanegas, et de résister à toute disposition du ministère qui

violerait la constitution. Une représentation fort énergique, signée par toutes les autorités, fut en conséquence adressée au roi: on y demanda que le commandement de Cadix fût donné au général don Manuel de Jaureguy, qui l'occupait par intérim. L'exemple de Cadix fut suivi par d'autres provinces, et surtout par Madrid, Valence et Séville. Toutes demandaient le renvoi de ministres prévaricateurs, et un prompt remède aux maux qui menaçaient l'Espagne.

Bientôt après le chef politique de Murcie, Domenech, fut également destitué. Il était évident que le gouvernement cherchait à créer des émeutes; en effet, une insurrection éclata à Carthagène, dépendante de la province de Murcie. Pendant ce temps le gouvernement profita de la dissension qu'il avait allumée à Saragosse, pour y renvoyer Moreda, soutenu par un régiment. Les arrestations commencèrent, et la discorde s'aigrit. La cour avait répondu à la représentation des habitans de

Cadix par des injures dans son journal officiel; et comme si elle eût voulu, au lieu de calmer l'irritation des esprits, la porter à son comble, elle destitua encore les autorités provisoires et nomma deux serviles, les généraux d'Andilla et Abadia, le premier, chef militaire, et le second, chef politique. Afin de soutenir au besoin ces deux chefs, on destina un troisième servile, le général Moreno d'Aoiz, pour remplacer le général Velasco dans le commandement militaire de Séville. Ces actes, auxquels on ferait trop d'honneur en les appelant seulement imprudens, excitèrent à Cadix, le 16 novembre, une insurrection plus violente que la première. Le surlendemain, lorsque le général baron d'Andilla se présenta aux limites de la province de Cadix, à la Cartuja de Xeres, la défense de passer outre lui fut notifiée, et il fut obligé de se retirer à Utrera. D'un autre côté, Moreno d'Aoiz, arrivé à Ecija, reçut une notification pareille de Séville. Il se retira, et ayant appelé à lui le baron d'Andilla, tous

deux se rendirent à Cordoue. Là toute cette équipée finit par une scène presque comique. Le baron d'Andilla avait touché le territoire de Cadix, suspect d'être infecté de la fièvre jaune. Un soulèvement de la population força la municipalité à le mettre en quarantaine au lazaret, avec Moreno d'Aoiz et quelques personnages de leur parti, qui avaient dîné avec eux.

Mais le but que s'étaient proposé les doctrinaires, commençait à être atteint; ils voulaient s'enrichir et dominer sur les ruines de leur patrie. Déjà la discorde et l'anarchie commençaient à se répandre sur toute l'Espagne.

Les patriotes de l'Andalousie, se voyant menacés dans leur existence, prirent les armes: deux divisions, de trois mille hommes chacune, se formèrent et avancèrent vers Cordoue et Grenade. Ainsi tous les élémens de la guerre civile étaient organisés par la faction même qui voulait écrire sur ses drapeaux: *Liberté, ordre public*, et qui criait à l'anarchie, à la ré-

publique, contre ceux qui se plaignaient des actes arbitraires qui se commettaient chaque jour, et des violations flagrantes de la constitution. D'un autre côté, le ministère ne négligeait aucun moyen de séparer l'armée de la nation. Non-seulement il destituait tous les chefs qui avaient conservé des sentimens de patriotisme et d'honneur, pour les remplacer par des créatures dévouées, desquelles il pouvait attendre une servilité complète, mais il exploitait à son profit le principe de l'obéissance passive, qui crée des sicaires sans foi et sans loi, et étouffe le noble courage de défenseur de la patrie. Une circulaire de Sanchez Salvador, le duc de Quiberon de l'Espagne, en date du 18 novembre, recommande aux chefs de corps, sous ce rapport, une surveillance basée sur l'espionnage et la délation.

Cependant Riego fatiguait en vain le gouvernement de réclamations contre l'indigne traitement qu'il avait éprouvé. Il demandait à être mis en jugement afin d'être puni s'il était coupable,

ou justifié s'il était innocent. Ses plaintes n'aboutirent à rien; la faction voulait se défaire de lui, et l'assassinat tenté contre sa personne ayant échoué, on le retint long-temps exilé d'abord à Lerida, ensuite à Farfagna, où la fièvre jaune faisait le plus de ravage, sans lui permettre de choisir un séjour plus sain. Enfin la crainte d'un soulèvement, à la tête duquel la confiance publique l'aurait placé, obligea ses lâches persécuteurs à consentir à ce qu'il habitât la ville de Reus, près de Tarragone. Riego était alors, aux yeux des Espagnols, le drapeau vivant et le type de la liberté, et ce n'est pas exagérer que de dire qu'il avait sur les patriotes, c'est-à-dire sur tout ce qui avait quelque sentiment d'honneur, le même crédit que Napoléon sur la masse de la nation française.

Dans le courant de novembre, les bataillons de milice active avaient été organisés, et le gouvernement, assuré de voir tous ses actes antinationaux appuyés par douze mille janissaires, songea à se faire accorder par les cortès, qui lui

étaient vendues, quelques lois d'exception, afin de marcher plus sûrement à son but. Le 25 novembre, un message royal vint annoncer aux Cortès *la profonde douleur* que le gouvernement ressentait des évènemens de Cadix. On en inférait la nécessité *d'étendre et de consolider les prérogatives de la couronne*, comme seul moyen de sauver les libertés publiques. On observait que quelques *erreurs* des ministres, contre les droits de la nation, ne pouvaient pas être aussi dangereuses que des attaques contre les droits de la couronne; enfin on espérait que les Cortès donneraient à l'Europe une preuve de leur *sagesse* en consolidant le pouvoir de la monarchie. Ainsi le gouvernement avait l'impudeur de *déplorer* des mouvemens dont il était l'unique cause, et se présentait pour les exploiter à son profit. On appelait *infractions* les réclamations des citoyens contre les violations les plus manifestes de la loi fondamentale, et ces violations n'étaient, disait-on, que des *erreurs* des ministres, qu'on

prétendait même en recompenser. Enfin on demandait pour le pouvoir exécutif une augmentation de puissance, qui devait faire pencher la balance en sa faveur, et on avait à Madrid, comme on l'eut depuis à Paris, l'impudeur de donner le nom de *sagesse* à cette lâcheté. Les Cortès, dignes du pouvoir auquel elles s'étaient vendues, répondirent le 26, sous la présidence de *Martinez della Rosa*, par une adresse qui enchérissait sur le message et où elles promettaient presque plus qu'on ne demandait.

Nous avons vu que Cadix et Séville étaient en pleine insurrection, et que l'agitation qui régnait dans quelques autres villes n'en était pas éloignée. La Galice seule avait été assez tranquille; mais la Corogne avait adressé au Roi, et contre les ministres, une représentation énergique, qu'avaient signée les autorités civiles et militaires. Il n'en fallut pas davantage pour que le ministère songeât à y exciter une émeute. *Don Manuel Delatre* y fut envoyé en qualité

de chef politique; c'était un homme de la trempe de Moreda. Quelques jours après son arrivée, il reçut un courrier de Madrid, porteur de dépêches dont il cacha soigneusement le contenu; mais le bruit se répandit dans le public que le courrier était porteur de la destitution du gouverneur Mina. Il n'en fallut pas davantage pour soulever la population, qui exigea la publication des dépêches. Delatre, pour s'en dispenser, jura sur l'honneur qu'elles ne contenaient la destitution d'aucune des autorités. En mettant son honneur en jeu, il ne risquait rien du sien; mais le peuple ne voulut pas se laisser amuser par des protestations sans valeur, et il fallut avouer qu'un ordre royal destituait Mina, l'exilait à Siguenza et le remplaçait par Delatre. Alors il n'y eut plus moyen de calmer l'irritation générale qu'en promettant que Mina ne partirait pas et qu'on annoncerait à Madrid la ferme résolution du peuple à cet égard.

Les citoyens n'en restèrent pas moins sous

les armes toute la nuit, et la garnison fut consignée dans les casernes. Tout annonçait un conflit sanglant pour le lendemain. Pendant cette même nuit, Delatre intrigua autant qu'il put pour diviser la garde nationale; mais il n'y avait point de partisans, et il échoua. Alors il sollicita le général Mina de se soumettre à l'ordre du roi, et lui proposa de s'embarquer secrètement pour le Ferrol, d'où il se rendrait à sa destination. Mina répondit qu'il était prêt; mais on ne put préparer l'embarcation assez secrètement pour que le peuple n'en eût pas connaissance. Alors la foule armée se porta chez Mina, et le conduisit à l'hôtel-de-ville, déclarant qu'elle ne le laisserait pas partir. Delatre crut que le moment était arrivé où il pourrait faire répandre du sang, et courut se mettre à la tête de la garnison; mais les officiers avaient trop d'honneur pour se prêter à une lâcheté. Ils répondirent qu'ils étaient prêts à verser leur sang pour leur patrie, mais qu'ils ne feraient pas usage de leurs

armes contre leurs concitoyens, en faveur de ministres traîtres à la nation. Delatre fut alors obligé de se soumettre. Peu de jours après, il partit en secret de la Corogne et se présenta à Lugo, avec le titre de gouverneur-général; n'y ayant pas été reçu il se rendit à Orense, et y organisa un mouvement *servile* qui fut bientôt étouffé. Pour couronner l'œuvre, le ministre de la guerre eut la platitude d'écrire à Mina que le roi approuvait sa conduite.

Le 3 décembre, l'élection des nouveaux députés aux Cortès eut lieu dans les provinces. Les choix faits à Valence furent en général bons ou passèrent pour tels. Les plus marquans furent l'avocat Serrano, Salva, Navarro Texeiro, Bertran de Lys (oncle d'une des victimes d'Elio), le père Rico (franciscain), Domenech et Marau. La totalité des choix faits pour la nouvelle législature, dans toute l'Espagne, remplirent de joie tous les patriotes, et leur firent concevoir des espérances que, dès ce temps-là même, je n'osai partager. La puis-

sance du pouvoir exécutif et ses moyens de corruption étaient trop grands pour qu'on pût espérer une grande vigueur patriotique d'une assemblée soumise à cette funeste influence. Tant que le pouvoir disposera d'un grand nombre de places et d'une grande masse d'argent, il y aura une foule d'hommes qui prendront, s'il le faut, même le masque du patriotisme le plus exalté, pour arriver à un siége qui puisse leur procurer de l'argent ou des places lucratives. Pour les obtenir, il leur importera peu de vendre les libertés de leurs concitoyens; pour que les places soient lucratives ou les pensions abondantes, ils craindront d'autant moins de surcharger les impôts, qu'il doit en résulter pour eux un avantage direct. Mais, dira-t-on, l'honneur, la crainte du mépris public? Que signifie l'honneur pour celui qui lui préfère l'argent? Qu'importe le mépris public à celui que sa propre conscience flétrit déjà? Au reste les lois restrictives de la presse sont faites pour que les concussionnaires, les traîtres, les

intrigans ne puissent pas être appelés par leur nom. Cela ne suffit-il pas?

Sans se laisser détourner par les pronostics que l'opinion publique tirait de la composition des nouvelles Cortès, le gouvernement continuait à marcher à son but. D'un côté, il suscitait partout des émeutes, afin d'exciter les dissensions, et d'avoir l'occasion d'appliquer les lois d'exception qu'il était assuré d'obtenir; de l'autre, il profitait de la réunion extraordinaire des Cortès, dont la majorité lui était vendue, pour faire décréter toutes les mesures qui devaient étendre la puissance du pouvoir exécutif, et paralyser les premières tentatives que la nouvelle législature pourrait faire en faveur de la liberté. Plus tard, il espérait y semer la discorde et la corruption. Le 7 décembre, Saragosse eut son *Pont d'Arcole*. Moreda, qui y était rentré comme chef politique, ayant fait naître une légère rixe entre la garde nationale et la milice active, se hâta d'envoyer sur la place d'armes un fort détachement du

régiment de Girone, sous les ordres du même Calderon, qu'il avait employé contre Riego. Lorsque Calderon arriva sur la place, la rixe était terminée et tout était tranquille. Quelques citoyens et des officiers de la garnison étaient assis devant un café, causant entre eux. Dès que le détachement fut en face, Calderon, sans avertissement d'aucune espèce, fit faire, sur ce groupe inoffensif, une décharge qui tua ou blessa plusieurs des assistans. La population indignée courut aux armes, et Moreda effrayé se hâta de faire arrêter Calderon; mais dans la nuit il le fit partir, et le Roi lui donna de l'avancement dans un autre corps.

Le même jour, la garnison de Pampelune avait donné un banquet en l'honneur de Riego. En sortant de la salle du repas, les militaires qui se retiraient chez eux, reçurent plusieurs décharges d'armes à feu des serviles réunis par les ordres des autorités.

Le 13, la faction doctrinaire des Cortès voyant que le gouvernement hésitait à propo-

ser les lois d'exception qu'il désirait obtenir, parce qu'il craignait de ne pas réunir une majorité en sa faveur, se décida à l'encourager. Elle proposa en conséquence une adresse, qui mérite d'être citée, comme un modèle de la plus impudente vénalité. On commençait par y reprocher au gouvernement que son énergie semblait sommeiller, parce que les ministres ne possédaient pas les qualités qui pouvaient leur attirer la confiance publique, et consolider le pouvoir royal. On croyait donc que le Roi devait changer ses ministres, et en choisir dans lesquels *les Cortès pussent placer leur confiance*. A cette condition, on promettait au Roi de décréter toutes les mesures qu'il jugerait nécessaires. Ayant ainsi indiqué à quel prix elle mettait sa coopération, la majorité des Cortès n'eut plus qu'à attendre que ses offres fussent acceptées. Elles le furent en effet, et la cour commença à négocier avec chacun des membres, pour établir l'emploi correspondant à la valeur de son vote.

Le restant du mois de décembre fut marqué par des émeutes toujours produites par les mêmes causes : la violation de la constitution de la part des ministres, et leurs efforts pour rétablir l'absolutisme. Le 13, les citoyens et la garnison de Carthagène votèrent une adresse aux Cortès, pour demander le changement du ministère. Ils y déclaraient qu'ils marcheraient au secours de toute province qui serait attaquée par les ordres de ministres traîtres à leur patrie. Le même jour, la ville de Valence adressa aux Cortès une déclaration d'adhésion aux sentimens exprimés par les citoyens de Cadix, de Séville, de la Galice, etc. Cette adresse donna lieu à une scène assez caractéristique. Elle devait être signée solennellement sur la place d'armes, où l'on avait préparé à cet effet une table et quelques chaises, pour la commission qui l'avait rédigée.

Le matin de bonne heure, le commandant de la garde nationale à cheval, Don Antonio

Faure, que j'étais allé voir, me dit que les serviles avaient projeté une autre adresse, et devaient se rendre au nombre de trois mille sur la place, pour lacérer la pétition des patriotes et faire signer la leur. « Combien y a-t-il, lui demandai-je, dans ces trois mille, d'in-
« dividus capables de défendre leurs opinions
« les armes à la main, et de se faire tuer pour
« la soutenir? — Une cinquantaine tout au plus,
« me dit Faure. — Et parmi nos patriotes? —
« Nous sommes plus de trois mille. — Eh!
« bien, lui répliquai-je, dans les discordes
« civiles un des deux partis peut avoir par son
« crédit, ses richesses, et même par la faveur
« du gouvernement, un nombre d'adhérens
« qui lui compose une majorité, en apparence
« formidable; mais il faut ôter de cette nom-
« breuse clientelle tous ceux qui veulent bien
« profiter d'une partie des avantages de leurs
« patrons, sans vouloir cependant se faire tuer
« pour eux; ce sont ceux qu'on peut appeler
« indifférens. Il en résulte qu'il n'y a dans

« chaque parti que les hommes décidés à « tout et d'un courage inébranlable, qui pren- « nent part à une lutte à mort et la soutien- « nent. La proportion où ils se trouvent dé- « cide seule de leur victoire. Allez donc à la « place; si les serviles viennent, mettez l'épée « à la main, repoussez-les, et vous verrez que « la plus grande partie de leurs suivans signera « votre pétition ». C'est ce qui arriva en effet. A la première menace des patriotes, les serviles, épouvantés de leur petit nombre, se retirèrent, et la pétition contre les ministres fut couverte d'un très grand nombre de signatures.

Le général Abadia, qui n'avait pas été reçu à Cadix, avait été nommé chef politique de Murcie. Là, il voulut inquiéter les patriotes, et empêcher les manifestations contre les ministres. Le peuple se souleva le 29 décembre, le chassa, et il fut remplacé par le colonel de Malaga, Don Francisco Piquero.

Le premier jour de l'an 1822 fut signalé à Madrid par l'installation de la funeste société

à laquelle l'Espagne doit tous ses malheurs. Les doctrinaires, afin de régulariser la marche et le développement de leurs projets, s'étaient organisés en société, à l'instar des comuneros, ou plutôt des francs-maçons. Ils avaient même eu l'impudeur de donner le nom de constitutionnelle à cette société dont le but était la destruction de la constitution ; mais l'opinion publique ne s'y trompa pas, et l'appela société des *anilleros*, parce qu'elle avait adopté un anneau d'or pour signe extérieur. Le véritable objet de cette société, dont les fondateurs appartenaient à la partie honteuse des Cortès, était de soutenir et d'étendre la puissance monarchique, en se réservant d'en être les agens ; c'est-à-dire, lorsqu'ils auraient accaparé tous les commandemens civils et militaires, tous les emplois lucratifs, de renforcer le gouvernement à leur profit. Leur devise était *ordre public* et *modération*; mais l'un et l'autre devaient être basés sur l'obéissance passive. Leur maxime, qu'ils n'avaient pas craint

de professer hautement aux Cortès, est que la liberté ne peut être défendue que par la force qu'on donne au pouvoir. Il n'est pas besoin de dire que pour soutenir ce sophisme insensé, ils n'hésitaient pas à se servir du mensonge et de la calomnie, et de dénaturer les faits. Nous avons déjà vu comment ils se servaient de l'intrigue et de tous les ressorts de la mauvaise foi pour semer la discorde. Déjà ils occupaient presque tous les principaux emplois; le reste leur avait été promis en paiement de leurs votes aux Cortès, ou de leurs intrigues dans les provinces. Cette fatale société tint sa première assemblée à Madrid, le 1er janvier.

La ville de Valence, que j'habitais alors, prit dans le mois de janvier un aspect lugubre. Elle avait déjà été agitée pendant tout le mois de décembre. La faction servile, qui voulait à tout prix sauver Elio dont la garde était confiée au régiment d'artillerie, était parvenue à en gagner presque tous les officiers et à séduire les sous-officiers, et les soldats à prix

d'argent. Leurs menées s'étaient ensuite dirigées sur le régiment d'infanterie de Zamora, qu'ils avaient déjà ébranlé; mais ils avaient échoué contre le patriotisme du 1er cuirassiers. Toutes ces intrigues se passaient à la parfaite connaissance du chef politique et du commandant militaire. Le premier, qui était toujours Plasencia, appartenait à la faction doctrinaire; quant au général Almodovar, sa fortune et son titre en faisaient un de ces libéraux qui voulaient chausser la liberté en talons rouges; il s'était laissé cajoler par le duc de l'Infantado et s'était réuni aux anilleros.

Les différences d'opinions avaient produit des rixes entre les canonniers et les cuirassiers, ou plutôt ces derniers, retenus dans une exacte discipline par leur colonel Espino, avaient eu quelques-uns des leurs assassinés par les canonniers. Ces crimes restèrent impunis par la connivence de Plasencia et par la partialité d'Almodovar, qui se refusa à toute mesure de répression. Les canonniers, se voyant soutenus,

se décidèrent, le 6 janvier, à essayer d'assassiner les cuirassiers qu'ils voyaient épars sans armes dans la ville. Vers le soir, ils se répandirent dans toutes les rues, armés de leurs sabres et de poignards, aux cris de *vive le roi absolu!* insultant et menaçant les passans. Mais les cuirassiers avaient été réunis par leur colonel à leur caserne où ils étaient prêts à monter à cheval, d'un autre côté la garde nationale commença à prendre les armes, et les canonniers s'enfuirent à leur quartier sans avoir pu exécuter leur dessein.

Un des premiers soins de la nouvelle municipalité, depuis son installation, le 1er janvier, avait été de délibérer sur les moyens de rétablir la tranquillité troublée par le régiment d'artillerie qui était devenu intolérable. Dans la séance du 7, elle procéda à une enquête sur les évènemens de la veille, et reçut les dépositions d'une foule de citoyens, qui se portèrent parties plaignantes. Cette mesure avait été prise de l'aveu du chef politique qui avait

promis d'assister à la séance. Ne s'étant pas trouvé à l'ouverture, il écrivit pour qu'on ouvrît les délibérations sans lui, promettant encore de venir avant la clôture, et d'en signer le résultat.

La municipalité s'étant réunie à six heures après midi, une foule considérable de citoyens s'assembla devant l'hôtel-de-ville, les uns pour déposer de ce qu'ils avaient vu ou éprouvé ; les autres par curiosité. Le nombre des plaignans et des témoins devint bientôt si grand, et les faits dénoncés d'une telle gravité, qu'un cri unanime s'éleva pour que le régiment d'artillerie fût renvoyé de la ville, et que la garde nationale restât sous les armes jusqu'à son départ. Plasencia, qui en fut averti et qui désirait une émeute pour faire sa cour au gouvernement, en entrevit la possibilité. Il se décida à se rendre à l'hôtel-de-ville ; mais en même temps il envoya deux de ses employés, Haro et Manjon, au commandant militaire, pour

demander l'appui de la force armée, *sa vie étant menacée.*

Arrivé à la municipalité, il avait à peine eu le temps de promettre qu'il allait prendre toutes les mesures pour rétablir la tranquillité qu'on annonça qu'un détachement de troupes marchait contre l'hôtel-de-ville. Cette circonstance, jointe à l'affoulement qui existait dans la rue, engagea la municipalité à demander que la garde nationale prît les armes. Plasencia en donna l'ordre; mais au même moment Almodovar, arrivant comme un forcené à la tête de deux cents hommes du régiment de Zamora, se jeta sans sommation sur la foule des citoyens désarmés, et la fit disperser à coups de crosses et de baïonnettes. Beaucoup furent blessés jusque dans la première salle. Alors Almodovar entra avec sa troupe dans la salle des délibérations, fit acculer les membres dans un coin, sous la pointe des baïonnettes et voulut emmenér Plasencia. Ce

dernier s'effraya cependant de la tentative d'assassinat dont il était le moteur, et refusa de le suivre, disant qu'il ne courait aucun danger et n'avait point demandé le secours d'une force armée. Almodovar se retira alors. Peu après Plasencia en fit autant, charmé d'avoir fait cesser par la violence une délibération que la vérité des faits déposés l'aurait forcé d'approuver, ce qui contrariait ses desseins contre les patriotes : il promit en partant de signer cette délibération ; mais le lendemain il manqua de parole, afin de ne pas se trouver en contradiction avec le rapport qu'il voulait faire au gouvernement dans lequel il falsifia tous les faits.

Cette journée du 7 ne tarda pas à porter ses fruits. Dès le 9, dans l'après-midi, les canonniers, assurés de l'appui des deux principales autorités, se répandirent encore une fois dans la ville, le sabre à la main, au cri de *vive le roi absolu!* Sur la place d'armes, ils essayèrent de désarmer le poste de trente hommes

de garde nationale qui y était. L'alarme se répandit dans la ville et environ quarante gardes nationaux coururent renforcer leurs camarades de la place d'armes. Dès que Plasencia en fut averti, son devoir de magistrat et d'honnête homme voulait qu'il se transportât sur les lieux pour faire rentrer les canonniers dans l'ordre, et faire retirer, s'il le jugeait à propos, les gardes nationaux qui avaient pris les armes volontairement. Au lieu de cela, il courut chez Almodovar, et tous deux de concert firent prendre les armes à la garnison (1). Alors je fus témoin d'un des spectacles les plus ridicules et les plus hideux qu'on puisse imaginer. Le tumulte des canonniers avait fait renfermer les habitans chez eux; toute la ville était dans le plus grand silence; tout à coup on vit paraître, dans les rues désertes, Plasencia et Almodovar à cheval, suivis des deux bataillons de

(1) Le régiment de cuirassiers qui déplaisait aux autorités supérieures par sa discipline et son patriotisme avait été renvoyé de Valence.

Zamora, et de cinq pièces de canon mèche allumée. Il y aurait eu en vérité de quoi rire de cette scène du Cirque Olympique, si l'idée qu'elle se terminerait par l'assassinat de quelques malheureux patriotes trouvés dans les rues n'était venue la rembrunir.

Cette colonne, ou plutôt cette cohue, faisait retentir l'air de cris de mort, et marchait dans un tel désordre, que vingt-cinq cavaliers bien montés l'auraient dispersée et se seraient emparés de ses canons. Arrivés à la place, les deux héros déployèrent un bataillon, appuyé par deux canons, devant le corps-de-garde, où les soixante gardes nationaux délibéraient sur leur défense. Le restant de la bande s'entassa dans les carrefours voisins. Alors Plasencia fit proclamer la loi martiale, aux murailles et aux portes fermées, car il n'y avait pas une ame dans les rues. Là finirent les opérations stratégiques; car on n'osa pas commettre les troupes à l'attaque des corps-de-garde. Les gardes nationaux au

contraire, irrités par cette force sanguinaire, voulaient engager l'action, et l'auraient fait, si le chef du 2[e] bataillon, Visedo, aidé de quelques officiers, ne les eût retenus. Sans cela on aurait pu voir soixante hommes mettre toute l'expédition en déroute. Ce qui se passa plus tard, le 30 mai, en fournira la preuve.

Il fallait cependant du sang, et les deux chefs en eurent sans courir de dangers. Une vieille femme, qui était à sa porte et ne rentra pas assez vite, fut tuée à coups de baïonnette. Le fils du juge fiscal Hernandez, âgé de treize ans, qui rentrait chez lui avec quelques enfans de son âge, fut rappelé par une patrouille qui passait à quelque distance, et à son approche percé de huit balles; c'était le fils d'un patriote. Ce malheureux enfant périt après vingt-quatre heures des plus cruelles douleurs. Tels furent les trophées que Plasencia et Almodovar recueillirent le 9 janvier 1822. On ne leur en connaît pas d'autres depuis. A onze

heures du soir les colonnes victorieuses rentrèrent dans les casernes.

Le 11, Plasencia adressa par un courrier extraordinaire le bulletin de son expédition à son gouvernement. Comme on peut bien le croire, la ressource du mensonge ne lui manqua pas. Selon lui, ce fut la garde nationale qui battit la générale. La place d'armes était occupée par un nombre considérable de factieux, qui voulaient désarmer la garnison. Il ne dit pas un mot de la conduite des canonniers, de leurs cris de « Vive le roi absolu, » et de leur tentative de désarmer le poste de la place d'armes. Témoin oculaire de ce lâche et infame guet-à-pens, je n'ai pu m'empêcher de déplorer le sort d'une population livrée à de pareilles mains.

Peu avant ces scènes, on avait découvert à Barcelone un complot pour livrer la citadelle aux Suisses, connus pour être vendus aux serviles. Le gouverneur de la citadelle avait été arrêté, et le chef politique, soupçonné de com-

plicité, s'était dérobé par la fuite à la fureur populaire.

A peu près à la même époque je fus l'objet d'une seconde tentative d'assassinat de la part d'un réfugié piémontais. A mon départ de Saragosse, un sergent piémontais nommé Canaveri, m'avait prié de le conduire avec moi à Valence. La pension des sous-officiers exclus de l'amnistie du roi de Sardaigne n'avait pas encore été fixée. Il était donc sans ressource, et il espérait qu'en me suivant il obtiendrait plus promptement le secours que j'avais sollicité pour ses camarades en même temps que pour lui; je lui accordai sa demande. En arrivant à Valence, il tomba malade, et ma femme m'engagea elle-même à ne pas le faire entrer dans un hôpital, et à le faire soigner dans notre logement, où elle veilla à ce qu'il ne manquât de rien. Lorsqu'il fut guéri, il y resta quoiqu'il eût alors obtenu une petite pension de secours de 30 fr. par mois, mais son inconduite et les plaintes de notre cuisinière qu'il poursuivait,

m'obligèrent à le renvoyer, ce que je fis sous un prétexte honnête.

Vers la fin de décembre, un soir, pendant que j'étais en société chez le gouverneur général, ce Canaveri vint chez moi, et se présenta assez insolemment en prétendant être payé du temps qu'il avait passé chez moi, sous prétexte que je le lui avais promis. Ma femme se contenta de lui répondre que cette affaire me regardant, il pouvait revenir dans un moment où je serais à la maison. Heureusement il y avait chez moi quelques personnes, dont la présence intimida ce malheureux. Il sortit en disant : Je le trouverai bien. On ne fit pas attention dans le moment à ces expressions prophétiques. Peu de minutes après, je rentrai avec un capitaine de gendarmerie piémontais, nommé Alemanni, qui m'avait accompagné chez Almodovar. Je ne sais par quelle circonstance il me précéda en entrant dans la maison. À peine Alemanni eut-il mis le pied dans l'entrée de la porte-cochère, qu'il fut frappé de deux

coups de couteau, qui l'atteignirent à la partie supérieure de la cuisse, et dont un pensa toucher l'artère crurale. Il était plus grand que moi, et si j'eusse passé le premier, je les recevais dans le bas-ventre. Au même moment où j'entendis Alemanni s'écrier : Ah! misérable, je vis passer un homme tout contre moi, qui fuyait à toutes jambes et que je reconnus pour être Canaveri. En même temps je mis l'épée à la main, et j'arrêtai, en le piquant à la poitrine, un autre Piémontais qui s'approchait. Cet individu me dit que, passant dans la rue, il avait entendu l'exclamation d'Alemanni et vu fuir un homme, et qu'il s'était approché pour voir de quoi il s'agissait. Je voulus bien faire semblant de le croire et je le laissai aller.

La rumeur avait fait descendre en hâte les personnes qui étaient chez moi, et le capitaine Alemanni, qui perdait beaucoup de sang, fut porté dans mon appartement, où il resta jusqu'à sa guérison. Je fis avertir de suite le com-

mandant militaire et l'officier de garde à la place; Canaveri fut arrêté dans un cabaret et conduit en prison. Les témoignages étaient unanimes; le couteau fut reconnu par le cabaretier, qui le lui avait prêté, et le procès de l'assassin fut instruit avec une célérité peu commune en Espagne; car il était terminé trois mois après. Alors on me fit savoir que, selon les lois du pays, pour qu'on pût arriver à un jugement, il fallait que je me rendisse partie plaignante devant le tribunal, l'action du ministère public n'étant pas suffisante pour cela. Je n'ai jamais été partisan de la peine de mort, qu'aucun des tribunaux militaires que j'ai présidés, n'a jamais prononcée. Ici il aurait fallu que je la réclamasse moi-même contre l'assassin, je m'y refusai donc, et d'après un sentiment qui ne variera jamais en moi. On oublia encore pendant trois mois Canaveri en prison, puis on le mit en liberté, mais en le privant de sa pension et en le chassant de la province de Valence.

Ce malheureux se retira à Barcelone, près du général Ansaldi, qui le reçut bien et le garda près de lui. L'année suivante, je le revis à Alicante, où il eut l'impudence de me faire prier d'obtenir qu'on lui rendît sa pension. C'était un peu trop fort, et comme je le vis rôder autour de ma maison, je m'adressai aux autorités, qui le firent chasser. Depuis je ne l'ai plus revu, et il est probable qu'il se sera fait pendre ou fusiller quelque part.

Le 2 septembre 1821, il y avait eu cinq ans d'écoulés depuis ma condamnation à la peine de mort. La mort civile m'avait atteint en France. Quelque temps auparavant, j'avais écrit à mes héritiers, les enfans de l'Italienne, pour connaître leurs intentions à l'instant où la loi les mettrait en possession de mes propriétés, et savoir s'ils voudraient en partager le revenu avec moi, et me faire passer une partie de l'arriéré des cinq années qu'ils allaient toucher. Dans ce cas, mon intention était de passer en Angleterre, et de là en Allemagne,

où mes travaux littéraires, la connaissance de la langue allemande, et ce secours, m'auraient permis de subsister. Leur réponse fut un présage de la manière dont ils se conduiraient avec moi, trop clair pour me laisser le moindre doute. Ils avaient, disaient-ils, à payer des dettes qu'ils avaient contractées pour leur subsistance, et m'exhortaient à prendre patience et à chercher ailleurs. Je savais que l'un et l'autre étaient placés, et pendant le temps où ils étaient en pension, je m'étais privé d'une partie du faible produit de mes travaux littéraires pour payer leur entretien. Le mensonge et la froideur de leur lettre me fit voir que tous les liens étaient rompus entre nous. Ils suivaient les conseils de leur malheureuse mère, qui avait un intérêt à les exciter à me dépouiller. Les liens qui nous avaient unis étaient rompus, et elle n'avait plus rien à attendre de moi que la pension que je lui avais volontairement accordée, et que j'avais assurée sur mes propriétés. Mais la possession

entière de ces propriétés valait mieux que la pension, qui n'équivalait qu'à une partie du revenu; et elle comptait arriver à cette possession si ses enfans se la faisaient adjuger au titre de ma mort civile. Elle oubliait qu'elle leur avait imprimé son propre caractère, et ils gardèrent tout pour eux.

Puisqu'ils m'appliquaient avec autant de dureté les effets de la mort civile, et rompaient eux-mêmes tous les liens qui les avaient unis à moi, j'appartenais tout entier à cette mort civile. Malgré la perte de tout ce que je possédais, et la douleur de voir passer le modeste héritage de mes pères dans les mains d'étrangers qui savaient bien eux-mêmes combien peu ils m'appartenaient, je devais cependant me féliciter de n'avoir plus rien de commun avec eux, et d'être ainsi à l'abri des nouveaux chagrins dont le caractère qu'ils développaient m'aurait menacé si nos relations eussent continué. J'avais profité du premier moment où j'avais recouvré la liberté de disposer de moi,

par la rupture de mon premier mariage, pour m'unir irrévocablement à celle à qui je devais deux fois la vie; qui n'avait pas craint de se dépouiller de tout pour m'aider à me soutenir, et qui n'avait pas hésité à sacrifier les plus brillantes années de sa jeunesse en les vouant à l'exil, aux privations, aux dangers et aux persécutions qu'elle avait partagés avec moi. Jamais hymen contracté dans des circonstances aussi pénibles n'a été plus complètement heureux. Dès ce moment, j'avais senti doubler mes forces et mon courage; lié à une compagne pour laquelle je devais me conserver, afin de lui préparer un avenir meilleur, mes travaux, mes efforts me devinrent chers, car ils avaient un but, et rien ne me coûtait plus pour l'atteindre. La paix et le bonheur domestique dont j'ai joui, même dans les momens les plus critiques de ma vie, ont été pour moi une puissante cause de conservation. Je leur dois l'amélioration de ma santé, malgré tous les chocs qu'elle a éprouvés; je leur dois la constance et

l'énergie de mes sentimens patriotiques, qui trouvent toujours un nouvel encouragement dans le cœur d'une épouse qui les partage en entier.

La première quinzaine de janvier vit encore quelques mouvemens en Espagne. Il y eut une commotion à Séville. Velasco avait résigné le commandement de la province, et avait été remplacé par le général Don Salvador Sebastian, servile. Ce dernier reçut le 15 janvier un courrier du gouvernement, après l'arrivée duquel il doubla en hâte toutes les gardes. Ce mouvement extraordinaire causa de la rumeur en ville. La garde nationale et les patriotes lui envoyèrent une députation, pour lui demander si l'on était menacé de quelque danger, et lui offrir, dans ce cas, leurs services. En digne servile, Sebastian renvoya la députation sans vouloir l'entendre, et eut l'impudence de traiter de *canailles* les citoyens recommandables qui lui avaient été députés. Il les fit même maltraiter par sa garde. A cette nouvelle, toute la

population de la ville courut aux armes; la municipalité se réunit, et il fut notifié au grossier valet de cour, qu'il eût à quitter la ville sur-le-champ. Il voulut résister, et faire marcher la garnison; mais les troupes se joignirent à la garde nationale, et le lâche se cacha dans un coin de sa maison, d'où il se sauva déguisé. Le général la Barcena le remplaça.

En Navarre, les intrigues des prêtres, encouragées par la conduite du gouvernement, étaient parvenues à former les premières bandes absolutistes, qui parurent en Espagne sous le nom de *soldats de la Foi.* Les dignes soutiens et camarades de la monarchie absolue, qui commandèrent ces bandes, étaient trois *voleurs de grand chemin*, de l'espèce la plus féroce et la plus ignoble : *Ladron, Baldo* et *Juanito.*

A la même époque, les tribunaux firent voir que les juges de la monarchie absolue ne peuvent jamais dépouiller leur caractère d'exécuteurs des hautes-œuvres, méritant ou tâchant de mériter un brevet d'invention. Le nouveau

projet de Code pénal avait été adressé à toutes les *audiencias* du royaume, pour recueillir leurs observations. Un article condamnait à la *peine de mort* quiconque tenterait d'établir une religion nouvelle. Tous les tribunaux adhérèrent à cette disposition, *vu que l'humanité et la modération* devaient présider à un Code constitutionnel. La seule audience de Valence trouva *la peine trop douce*.

A cette même époque, tous les troubles qui avaient agité l'Espagne s'apaisèrent; les patriotes cessèrent tout à coup d'opposer de la résistance aux abus du pouvoir et à la tendance absolutiste du ministère. Mina quitta le commandement de la Galice; Velasco, Jaureguy, Piquero, et quelques autres, furent arrêtés et traduits devant les tribunaux.

Ce phénomène demande une explication. L'impulsion de la résistance avait été donnée par *les francs-maçons*, qui, à cet effet, s'étaient entendus avec les Communeros. Il s'agissait de forcer le ministère à marcher dans les voies

constitutionnelles. Le 9 janvier, un changement partiel eut lieu dans le ministère. Les ministres d'état, de l'intérieur, de la guerre et des finances, Bardaxi, Feliciù, Salvador et Valléjo, se retirèrent, et furent remplacés au ministère d'état, par Lopez Pellegrin; à l'intérieur, par Cano Manuel; à la guerre, par Castellar; aux finances, par Imaz; mais ce changement n'était que provisoire. Ils ne devaient conserver leurs portefeuilles que pour une couple de mois, et faire place aux députés des cortès qui se distingueraient le plus par leurs votes contraires à la liberté. Une chance s'ouvrait donc pour les francs-maçons, dont quelques adeptes comme Torreno, Garelli, Martinez della Rosa, avaient marché tête levée dans cette voie. Alors la loge maçonique suprême, qui s'était réservé la direction des mouvemens, ordonna à ses agens de s'abstenir de toute résistance, et les communeros, abandonnés et pris au dépourvu, restèrent seuls exposés à la vengeance du ministère, et durent succomber.

Les négociations de vente et d'achat étant arrivées à bon point, entre le ministère et la majorité des cortès, le gouvernement présenta le 21 janvier deux lois d'exception. La première était restrictive de la presse, et la seconde de la liberté individuelle. Le 25, le comité nommé à cet effet fit son rapport. La vénalité de ce comité et sa crainte de perdre les récompenses promises étaient telles, que non-seulement il étendit, en les outrant, les dispositions du projet, mais qu'il y ajouta une troisième loi, qui autorisait le gouvernement à suspendre les sociétés patriotiques. La délibération de ces projets fut telle qu'on pouvait l'attendre d'une majorité vendue, et qui brûlait de se mettre en possession des emplois lucratifs qui lui avaient été promis; aucune honte ne put la retenir. En vain quelques députés voulurent-ils représenter que l'objet était assez grave pour qu'on ne précipitât pas autant la discussion. En vain Calatrava lui-même, quoique l'un des chefs de Anilleros,

voulut-il faire apercevoir le danger de donner des armes aussi formidables à un ministère ennemi de la liberté; là bassesse, l'ineptie, la cupidité l'emportèrent, et les lois furent votées au galop. Le véritable but de ces lois était si peu un mystère, qu'à l'issue de la séance, les serviles accueillirent Torreno, leur principal défenseur, par des salves d'applaudissemens et des cris de *vive le roi absolu!*

Riégo avait été nommé député aux cortès, par la province des Asturies, où il était né. En se rendant à Madrid, où la nouvelle session des cortès allait s'ouvrir, il vint le 31 janvier à Valence, où il resta quatre jours. Son arrivée fut un triomphe, et son séjour une fête continuelle. Almodovar et Plasencia, contraints par l'opinion publique à se joindre au cortége qui rendait hommage au héros de las Cabezas, ressemblaient un peu à ce qu'on dit du poète Santeuil, au diable, forcé de louer les saints. Le 3 février, il quitta Valence, et fut conduit jusqu'à Albérique, par une députation de la

municipalité, et un grand nombre de patriotes à cheval. J'eus occasion de le voir assez souvent, mais j'eus surtout avec lui une conférence particulière de quelques heures, sur les causes de la persécution qu'il avait éprouvée, et sur la situation de l'Espagne, qui devenait de jour en jour plus critique. Le général Riégo était un homme véritablement instruit, et qui avouait franchement qu'il avait acquis son instruction pendant qu'il était prisonnier de guerre en France. Il était doué d'un jugement sain et d'un discernement prompt et juste; mais il brillait surtout par les qualités les plus aimables; une douceur qui allait jusqu'à la déférence et la soumission aux opinions des autres; une modestie peut-être excessive, et le patriotisme le plus ardent, le plus sincère et le plus désintéressé. Sa patrie était tout pour lui; et pour le salut de son pays, il était toujours disposé à sacrifier sa fortune et sa vie. Je l'ai considéré et je le considère encore comme le plus pur modèle du patriotisme; et c'est cet

homme par excellence que le tyran le plus abject et le plus lâchement féroce, a dévoré comme l'eût fait une hyène; mais n'anticipons pas sur les évènemens.

Le 14 février fut le dernier jour de la session des cortès de 1820, session marquée au coin de la bassesse d'une majorité vendue, et qui avait si profondément creusé l'abîme qui a englouti la liberté en Espagne, que les cortès suivantes n'ont pu le combler, même en partie. La veille il avait été déposé sur le bureau une proposition tendante à interdire aux députés sortans, pendant deux ans, d'accepter aucun emploi, gratification, pension, distinction, ou décoration quelconque. Le nom des députés qui eurent le courage de signer cette proposition mérite d'être conservé par l'histoire. Ce sont MM. Diaz del Moral, del Riego (non le général), Diaz Morales, Odaly, Delprat, Romero (don Joseph), Perez Costa, Navarro (don Philippe), Becerra, Munnos, Array, Golfin, Solanot, Yusto, Lallave (don Vin-

cent), Oliver, Quintana, Fernandez, Gasco, Cosio, Osorio, Puigblanch et Ochoa. On conçoit les cris que fit pousser une pareille proposition, à toute la tourbe à qui des places ou des pensions avaient été promises pour leurs votes. La majorité la fit rejeter par un ordre du jour qu'elle eut l'impudeur de motiver sur ce qu'il ne fallait pas priver l'Espagne des bienfaits que promettaient les talens supérieurs de ses membres.

Quelques jours avant l'ouverture de la nouvelle session, je crus devoir écrire à Riego et au député don Martin Serrano, un de ceux avec qui j'étais plus particulièrement lié. Les bandes de la foi se formaient dans les provinces frontières. Le gouvernement français les protégeait ouvertement; il leur accordait un asile quand elles étaient forcées de fuir l'Espagne, il les renvoyait à la première occasion, armées et équipées à neuf. Si jamais les représailles sont légitimes, c'était bien dans ce cas. Il était facile de les exercer en réunissant un

corps au pied des Pyrénées et offrant aux patriotes français un appui et un point de ralliement (1).

(1) Voici la lettre que j'écrivis à Riego, le 12 février 1822.

« Mon cher général, je vous adresse la copie d'une lettre que je « viens de recevoir d'un de mes amis en France. Le sujet en est digne « d'attention. Vous avez peut-être déjà connaissance des principaux « faits qui y sont rapportés; je veux le croire, mais je ne vous engage « pas moins à réfléchir à leurs conséquences. Rappelez-vous que vous « et vos collègues êtes responsables des destinées de votre patrie et de « celles de l'Europe. De même qu'autrefois Fabius devant le sénat de « Carthage, vous portez dans le pli de votre toge la liberté ou l'es- « clavage; mais le choix n'en est pas dans les mains de vos ennemis, « il est dans les vôtres.

« Vous avez accepté une responsabilité dont vous connaissez toute « l'étendue : n'oubliez pas la dernière conversation que nous eûmes « ensemble. Mais je reviens à l'objet de ma lettre.

« Pouvez-vous encore conserver quelques doutes sur les intentions « de votre gouvernement et de celui de la France? Ne connaissiez- « vous pas les stipulations faites par les coalisés à Paris, en 1815, « et renouvelées depuis à Aix-la-Chapelle, à Carlsbad, à Laybach? « Vous devez les connaître, et c'est sur quoi je fonde mes espérances. « Ne supposez pas que je ne sois guidé que par mon intérêt person- « nel, ou même celui de ma patrie. A mes yeux votre sort est telle- « ment lié à celui des patriotes de toute l'Europe, que leur chute ou « leur succès doivent être la conséquence infaillible de votre propre « destinée.

« Vous avez de grandes difficultés à combattre et à vaincre; je le « sais, mais le général Riego reculerait-il en leur présence? ni moi, « ni personne ne le croira. Je n'ignore pas quels sont les obstacles « qu'on pourra vous opposer sous la forme légale. Mais les cortès

« doivent être à l'Espagne ce que la convention fut à la France ; elles « doivent être les libérateurs de l'Europe, ou elles joueront le rôle « pitoyable des chambres françaises en 1815, et étoufferont de leurs « propres mains la liberté européenne. Ne souffrez pas qu'on nous « dupe par la *légalité* dont on se sert pour vous perdre. Vous avez « dans les mains une arme formidable, et je ne doute pas que vous en « fassiez un bon usage. Demandez compte des insurrections de Cadix, « Séville, la Corogne, la Catalogne, etc., et recherchez-en les « causes. Rendez les auteurs responsables de leurs méfaits, insistez « sur l'exécution de la loi qui limite les nominations du gouverne- « ment, en fixant les qualités nécessaires pour être employé ; décla- « rez nulles et non avenues, toutes les nominations qui s'écartent « des conditions prescrites par la loi. Alors vous pouvez atteindre le « conseil d'état, que vous devez reformer, afin de nettoyer les écu- « ries d'Augias. Vous avez un droit incontestable de faire tout cela ; « et quand même vous ne l'auriez pas, rappelez-vous qu'en révolu- « tion la puissance est le droit. L'armée de l'île de Léon a-t-elle at- « tendu qu'un décret du conseil de Castille autorisât ce qu'elle a « fait ?

« Surtout n'oubliez pas qu'une nouvelle convention de Pilnitz se « négocie contre vous. Nous lui avons alors opposé nos baïonnettes; « placez aujourd'hui la France, c'est-à-dire trente millions de ci- « toyens, entre vous et vos ennemis. Seriez-vous arrêté par de vains « sophismes déduits du droit des nations toujours expliqué au gré de « ses interprètes ? je ne le pense pas, car le véritable droit des nations « est en votre faveur. Vous êtes lésés et par là parfaitement autorisés à « user de représailles. Rappelez-vous que les Napolitains auraient « triomphé s'ils eussent encouragé la révolution de la Haute-Italie ; « ils ont craint de donner à l'Autriche un motif d'invasion, dont elle « n'a pas eu besoin. Leur chute et leur humiliation sont la juste « récompense de leur pusillanimité. Quel vaste champ de réflexions ! »

CHAPITRE XIII.

Coup d'œil sur la situation de l'Espagne depuis 1814. — Nouvelle session. — Emeutes organisées à Valence. — Dissensions dans les Cortès. — Francs-Maçons et Communéros. — Les absolutistes s'organisent. — Révolte des canonniers à Valence. — Je quitte cette ville. — Clôture de la session ordinaire. — Révolte de la garde royale à Madrid. — Conduite héroïque de la garde nationale. — Situation de l'Espagne. — Nouveau ministère. — Projets de la Cour. — Faiblesse des Cortès et du ministère. — Attitude hostile du gouvernement français. — Conduite déloyale de l'Angleterre. — Note des quatre puissances. — Séance des Cortès. — Départ des envoyés de Russie, d'Autriche et de Prusse. — Projet de pairie doctrinaire. — Note de l'envoyé de France et son départ. — Sur le testament de Napoléon.

Les malheurs de l'Espagne ayant commencé avec l'an 1822, je pense qu'il ne sera pas inutile de donner une esquisse des travaux de la législature qui venait de finir, et de leur in-

fluence sur la nation espagnole. Mais pour que cette esquisse puisse atteindre son but, il est nécessaire de remonter à une époque un peu reculée, et de jeter un coup-d'œil rapide sur les évènemens antérieurs au mois de mai 1814.

La nation espagnole, accoutumée à ployer à la voix impérieuse du despotisme, fut frappée de surprise et d'enthousiasme aux premiers rayons de la liberté. Ceux qui, les premiers, proclamèrent des idées libérales furent écoutés comme des oracles; le peuple leur attribuait les talens pratiques que supposaient leurs séduisantes théories, et les considérait avec une vénération qui touchait à la superstition. Les effets favorables à l'Espagne que produisit la ligue formée contre Napoléon contribuèrent beaucoup à la haute réputation qu'acquirent ces hommes; ils parurent peu de temps en scène, comme acteurs principaux, circonstance qui leur fut favorable; enfin la persécution que le roi Ferdinand exerça contre eux en fit les idoles de la nation.

S'il y a quelque honneur à abandonner le champ de bataille à l'ennemi, les promoteurs du système constitutionnel, de 1812 à 1814, peuvent se vanter que leur gloire consiste à avoir souffert que la nation perdît successivement ses libertés. Leur conduite dans la dernière session (1820 à 1822) doit faire supposer qu'ils auraient eu l'honneur de compléter leur ouvrage, si les provinces ne l'avaient empêché par une résistance qui leur mérita de la part de ces jongleurs le nom de rebelles.

Parmi ceux qui se proclamèrent eux-mêmes les chefs du parti libéral, plusieurs ayant été emprisonnés et d'autres forcés à fuir, on aurait dû supposer que leurs efforts tendraient à délivrer leur patrie des chaînes qu'ils lui avaient laissé imposer en 1814. Mais il est fâcheux de dire que le pouvoir absolu n'eut jamais d'ennemis plus pacifiques, si toutefois on peut les regarder comme ses adversaires; car quelques-uns n'en ont joué le rôle que parce que

le gouvernement refusait de les employer.

Sur différens points de l'Espagne, des tentatives furent faites pour rendre la liberté à cette nation infortunée, et il ne paraît pas que ceux qui veulent se faire passer pour les champions de la liberté, y aient pris aucune part. Il est inutile de prétexter que leur emprisonnement les en a empêchés; car l'expérience a prouvé que cette barrière n'est pas insurmontable. Mais, en admettant cette excuse pour ceux qui étaient détenus, elle ne saurait être valable pour ceux qui se trouvaient à l'étranger. Ceux-ci ne se distinguèrent que par leurs supplications et en désavouant le patriote don Pedro Sardino, qui eut le courage de publier ses opinions à Londres dans le journal constitutionnel espagnol. Ils ne combattaient le despotisme qu'à genoux, et traitaient d'imprudens les efforts que faisaient d'autres Espagnols en faveur de la liberté.

Une armée fut destinée à river les fers des Espagnols américains; le génie de l'Espagne

voulut que la liberté ressuscitât dans ses rangs. Quoi qu'aient pu dire ses détracteurs, cette armée fut l'auteur de la révolution. Tous les plans formés en faveur de la liberté, avaient été renversés par le désastre de Vidal, à Valence; le cercle d'action se trouva dès lors renfermé dans l'armée. Heureusement cependant que les vœux de la nation accompagnèrent ses efforts, et c'est ce qui fit naître le mouvement spontané qui sauva l'armée de san Fernando du danger qui le menaçait en février 1820.

Une première tentative de l'armée échoua; le comte de l'Abisbal, cédant aux importunités de Sarsfield et des partisans de la guerre d'Amérique, fut l'auteur de la catastrophe du 8 juillet 1819. Cependant, il faut le dire à son honneur, la douceur des mesures de répression qu'il se vit obligé de prendre fut telle, que la révolution ne fut qu'ajournée.

Le 1er janvier, Riego tira l'épée pour la cause de la liberté à las Cabezas; un petit

nombre de héros suivirent son exemple et luttèrent contre les dangers qui, dès le mois de février, les entouraient de toutes parts; mais la liberté triomphait, et la constitution fut proclamée dans toute l'Espagne. Il faut le dire, aucun général ne se déclara pour la cause de la liberté. Quiroga fut le seul colonel qui suivit l'exemple du chef de bataillon Riègo, et son grade le fit nommer général en chef.

Les prisons s'ouvrirent devant l'armée libératrice et ses auxiliaires; ceux qui avaient laissé périr la constitution dans leurs mains, en 1814, furent rendus à la liberté. Croirait-on qu'au lieu de témoigner leur reconnaissance à leurs bienfaiteurs, et d'essayer de justifier aux yeux de la nation leur ineptie et leur extravagance, ils eurent l'impudeur de se mettre à la tête des affaires et de se déclarer les arbitres de l'opinion publique et des destinées de l'Espagne. Le parti libéral, par une partialité aveugle, et croyant peut-être que l'expérience et l'adversité les auraient corrigés, les investit

des plus hautes dignités. L'Espagne paya bientôt chèrement son aveuglement.

Au lieu de se réunir à ceux qui avaient fait la révolution de 1820, ils en devinrent les plus cruels ennemis, non-seulement par la haine qu'ils portaient au mérite de gens qui les éclipsaient, mais encore par cupidité, et pour ne pas partager avec eux des avantages dont ils voulaient se réserver le monopole. Dès le moment où l'administration passa dans leurs mains, leur unique soin fut d'employer leurs créatures; au moment où l'on espérait d'une réforme politique la diminution des dépenses et la suppression d'innombrables sinécures, la nation se trouva grevée de plus d'agens salariés qu'aux temps désastreux des Godoy, des Macaniz, des Moyano. Ils se firent abondamment gratifier de ce qu'ils avaient souffert, et le nom de libéraux, loin d'être un gage de patriotisme, ne fut plus en eux qu'un titre aux emplois lucratifs; ils ne le portaient que pour pouvoir dominer, s'enrichir et opprimer.

Les cortès ouvrirent leur session, et à l'exception d'un petit nombre de députés, au lieu d'être les défenseurs de la liberté, la plupart ne furent que les satellites des ministres. Leur composition ne promettait en effet pas davantage. La majorité se composait d'individus appartenant à la faction des faiseurs de 1812, et unis au ministère par leurs opinions ou leurs intérêts; de quelques individus qui s'étaient conservés intacts par leur obéissance passive sous le despotisme; de quelques absolutistes qui avaient eu l'art de se masquer; enfin d'une faible minorité de ceux qui avaient rendu l'Espagne à la liberté. Il fut donc facile au ministère de dominer dans une législature où la majorité était formée de ses partisans, de ses créatures salariées, ou d'individus qui convoitaient des emplois.

Sous cette direction, les cortès nées d'une révolution qui n'avait rien de commun avec l'époque de 1812 et 1814, s'en écartèrent pour se jeter dans les erreurs d'une législature qui

avait perdu la liberté. Elles s'y livrèrent avec toute l'opiniâtreté que peut donner l'ignorance servile et cupide. Les hurlemens, *aux voix! la clôture!* étouffèrent toute discussion suivie; les mots d'*ordre* et de *modération* devinrent un anathème contre les députés qui conservaient des sentimens de pudeur et d'honneur patriotique. Dès ce moment, les ministres purent marcher à grands pas vers le but qu'ils s'étaient proposé, d'anéantir toutes les institutions libérales, de disperser et de détruire l'armée qui avait proclamé la liberté. Le premier pas qu'ils firent fut de destituer le brigadier O'Donnel, colonel du régiment d'Alexandrie, coupable du crime d'avoir proclamé la constitution à Ocagna et d'avoir par là forcé le roi à l'accepter. L'affaire fut portée aux cortès, mais les valets ministériels y étaient en majorité, et l'acte arbitraire fut classé dans les prérogatives royales.

Aussitôt après, l'armée de san Fernando fut disloquée. Riego fut envoyé en Galice, Espi-

nosa à Tortose, Arco Aguero à Badajoz. Les députés libéraux, effrayés de la désorganisation de la seule force réunie qui pût défendre la constitution, avertirent leurs amis à Cadix et dans l'armée. Les généraux et les autorités provinciales s'opposèrent alors au mouvement des troupes, qui fut suspendu. Ayant échoué dans cette première tentative, les ministres employèrent la ruse pour parvenir à leur but. Ils résolurent d'attirer à Madrid tous les chefs de l'armée de San Fernando pour les abattre d'un seul coup. Pour donner le change, ils renvoyèrent le marquis de las Amarillas, ministre de la guerre, et servile assez connu. Son successeur fut un homme qui ne valait pas mieux. *Le premier* qui fut attiré à Madrid, sous des prétextes plausibles, fut Riego, à qui la faction ministérielle avait voué une haine implacable; il avait en effet commis le crime de *tirer des présides* (*galères*) *pour les porter aux premières dignités*, des doctrinaires, pour qui la vertu, le courage, le patriotisme sont un reproche sanglant.

On excita une émeute au théâtre contre le chef politique de Madrid, et un jour où l'on savait que Riego s'y trouverait. On profita de ce prétexte pour l'exiler à Oviédo. Le général Velasco, les colonels Evaristo San Miguel, Nugnez, et quelques autres officiers supérieurs, qui n'étaient pas au théâtre, eurent le même sort. Les cortès approuvèrent tout. Bientôt le gouvernement commença à semer la discorde parmi les patriotes, par des publications sorties de la plume de ses agens, et qui furent attribuées aux principaux d'entre eux. Le principal agent de ces infamies fut le général Don Juan O'Donoju, le même qu'on vit ensuite dans l'Amérique espagnole y tromper les patriotes par ses intrigues et mettre la liberté en péril au Mexique. Il fut l'auteur du pamphlet intitulé *Las Paginas*, où, sous le nom de quelques patriotes espagnols, il développait un plan d'établissement de la république, et nommait ceux qui devaient y concourir. C'est à la plume de cet être méprisable qu'est due la naissance du

fantôme républicain que les doctrinaires, qui en avaient payé l'invention, exploitèrent si bien à leur profit et contre Riego. Pour achever son ouvrage, O'Donoju provoqua à Séville une tentative d'émeute, dont on se servit pour exiler les colonels Santos San Miguel et Miranda, et les lieutenans-colonels Cires et Ozorno.

Le système de déception et de corruption une fois mis en jeu, la puissance du ministère fut assurée dans les provinces, par l'ignorance apathique de cette classe trop nombreuse, qui court, par pusillanimité ou par ignorance, au-devant de toutes les illusions. Si la liberté espagnole n'a pas été détruite, dans le courant même de 1820, la seule cause en fut l'incapacité des ministres. Aussi serait-ce se faire illusion que de croire que le changement qui eut lieu au commencement de 1821, a été amené par les efforts des patriotes. Le roi Ferdinand, qui était lui-même le plus cruel ennemi de toutes idées libérales, et de toute amélioration dans la condition de l'Espagne, ne pouvait pas condamner leurs efforts anti-na-

tionaux ; mais il vit que, haïs et déconsidérés comme ils l'étaient, ses ministres ne pouvaient plus le servir utilement, et il en prit d'autres. La preuve évidente que le système, suivi en 1820, était conforme aux voeux et aux desseins de Ferdinand, est que leurs successeurs le continuèrent, seulement avec un peu plus d'adresse ou plutôt de fraude.

Aussi la situation de l'Espagne est-elle devenue de jour en jour plus critique, et à l'ouverture de la session de 1822, il n'était personne qui se fît illusion sur l'imminence d'une crise inévitable, à laquelle l'Espagne, gouvernée par des mains malhabiles et perfides, aurait bien de la peine à résister.

Les relations extérieures, dirigées par des serviles connus, étaient d'une nullité telle, que le ministre ne fut jamais en état de répondre aux interpellations de quelques députés des Cortès.

L'administration de l'intérieur d'où étaient sortis les plans exécutés par O'Donajès, n'était

qu'une arène d'intrigues personnelles; tous les établissemens publics étaient en souffrance, et les provinces abandonnées à la direction de leurs chefs politiques.

L'armée ne s'élevait, en 1820, qu'à vingt mille hommes, mais bien équipés, exercés et disciplinés. Le ministère de 1820, en conservant et augmentant même un état-major qui aurait suffi pour une armée de cinq cent mille hommes, avait, pour servir d'ignobles passions, démoli les régimens, qui, en 1822, n'avaient presque plus que des cadres. La garde nationale n'existait que par les milices volontaires formées par le patriotisme des citoyens, et que le ministère avait bien pu persécuter, mais non dissoudre.

La marine avait aussi un état-major qui aurait été trop nombreux pour l'Angleterre. Quant aux vaisseaux et aux matelots, il suffit de dire que deux corsaires colombiens étaient assez forts pour bloquer toutes les côtes de l'Espagne.

Après avoir perdu les deux Amériques, le ministère des colonies existait encore et était le plus dispendieux de tous; son seul travail était d'empêcher toute réconciliation entre les colonies et la métropole.

Le ministère de la justice et des cultes était en entier sous la direction d'ennemis de la constitution. Les tribunaux étaient vendus à l'absolutisme et les seuls patriotes étaient condamnés par eux. Les évêques, les curés et les moines prêchaient impunément la contre-révolution et organisaient ouvertement les bandes de la Foi.

Tout ce qu'on pouvait dire des finances est qu'il n'en existait point. Ce qui portait ce nom n'était composé que du produit d'une série d'emprunts ruineux, consentis par l'inepte majorité des Cortès, et qui servaient à alimenter la corruption, l'intrigue et la fainéantise par des sinécures innombrables; tous les services effectifs étaient en souffrance, et le système des contributions indirectes était un brigan-

dage qui aurait ruiné le commerce le plus florissant (1).

La session des Cortès fut ouverte le 1er mars par un discours insignifiant du roi; la réponse des Cortès en fut la paraphrase, et ne signifia guère davantage; on n'osa pas y aborder la question d'une enquête sur les émeutes qui avaient eu lieu dans les provinces, et on se contenta de dire qu'on y remédierait.

Peu de jours après un nouveau ministère fut nommé parmi les députés doctrinaires des dernières Cortès. Martinez de la Rosa, qui en était le chef, comme ministre d'Etat, s'associa d'abord au ministère de l'intérieur Moscoso, et à la justice Garelli. Aussitôt ce ministère installé, les récompenses promises aux députés qui avaient voté les lois d'exception, commencèrent à leur être distribuées; le butin promis s'éleva à environ quarante emplois de chefs politiques, outre un bon nombre d'em-

(1) L'exposé qui précède est extrait d'un compte rendu à ses commettans par le député Moreno Guerra, à la fin de la session de 1822.

plois d'intendans et de commandans militaires.

Riego avait été nommé président des Cortès, et le commencement de la session semblait devoir être d'un heureux augure; un comité avait été nommé pour s'enquérir de la situation intérieure de l'Espagne, et appeler la responsabilité sur les employés publics qui se trouveraient coupables des désordres passés; un autre comité avait été nommé pour l'organisation de la garde nationale et pour revoir les lois qui y étaient relatives; une majorité de 68 contre 63 avait fait décréter ces mesures malgré les ministres; la majorité était faible, mais il était probable que le résultat de l'enquête ordonnée la grandirait, tant la culpabilité des agens du pouvoir était évidente. Le député de Valence Serrano, qui était membre de ces deux enquêtes, m'écrivit le 6 mars, pour me demander de lui faire part de mes idées sur les objets qui leur étaient soumis.

Relativement à la responsabilité, elles étaient

simples. La tendance naturelle du despotisme, les intrigues de la cour et surtout la coupable collusion de la majorité des Cortès précédentes, avaient jeté la plupart des emplois dans les mains des serviles. Les efforts les plus zélés des Cortès actuelles, les meilleures lois resteraient sans effet si les ennemis de la constitution n'étaient pas privés du pouvoir de dilapider la fortune publique, de paralyser la justice et de sapper les fondemens du système constitutionnel; au milieu de ce chaos, il était inutile de songer à des responsabilités individuelles; lorsqu'on doit abattre un arbre, c'est par le tronc qu'on doit l'attaquer et non par les branches. Le conseil d'Etat et les ministres étaient ceux qui nommaient aux emplois; c'était sur eux que devait retomber le poids de la responsabilité, en réformant l'un et punissant au moins un des autres; ces mesures devaient être la conséquence d'une enquête faite, dans chaque province, sur les employés pu-

blics, et la destitution immédiate de tous ceux qui ne réuniraient pas les qualités exigées par les lois.

Quant à la garde nationale, il ne fallait pas s'écarter dans son organisation du vrai principe de son institution. Dans un Etat où la liberté individuelle doit être respectée, en même temps que la loi émanée de la volonté souveraine de la nation, la garde nationale doit être chargée exclusivement du maintien de l'ordre public; elle est une confédération des citoyens pour le maintien de la loi fondamentale et la défense de la liberté. Elle ne doit recevoir d'ordres que des magistrats du peuple, c'est-à-dire des magistrats municipaux; la garde nationale devant être exclusivement chargée de faire respecter les lois dans l'intérieur, il en résulte que la force armée permanente ne doit pouvoir intervenir que comme auxiliaire et lorsque la garde nationale est insuffisante. Mais alors la force armée permanente doit elle-même être sous les ordres des

magistrats du peuple, et il doit être interdit à toute autre autorité quelconque de faire marcher des troupes, sous le prétexte de rétablir l'ordre, sans la demande ou le consentement de l'autorité municipale. Il avait été fait aux Cortès une proposition tendant à rendre la garde nationale indépendante des chefs politiques, et à la mettre aux ordres des municipalités, qui pourraient seules la faire agir. Cette proposition était conforme aux vrais principes, et il importait d'en faire la base du travail sur la garde nationale; je fis observer à M. Serrano que, si cette disposition eût existé, les scènes déplorables du 9 janvier n'auraient pas eu lieu à Valence.

Le 9 mars, il y eut à Madrid une rixe causée par l'esprit hostile de la garde royale, entre un nombre de soldats de cette garde aidés par des soldats d'infanterie d'une part, des gardes nationaux et des citoyens de l'autre. Le chef politique San Martin et le capitaine-général Morillo, tous deux doctrinaires, pour ne pas

dire plus, ne firent rien pour la calmer, et elle cessa seule; le lendemain elle se renouvela, mais alors l'indignation des députés et la menace d'un appel sérieux à la force populaire, obligèrent les autorités à agir, et l'ordre fut rétabli. Cette rixe était le prélude de tentatives plus sérieuses qui se préparaient dès lors et devaient produire une collision entre les partis; chacun y parut avec son mot de ralliement: Vive le roi absolu! d'un côté, et vive Riego! de l'autre.

L'activité du ministère à écarter l'orage qui paraissait le menacer fut telle, que la proposition faite le 13 février (p. 289) ayant été reproduite le 12 mars, fut rejetée, pour les mêmes motifs, à une majorité de 67 contre 64. Il en résultait que quatre députés de l'opposition avaient déjà été gagnés par le ministère; le mal ne tarda pas à s'étendre.

Pendant que les premières séances des Cortès attiraient toute l'attention, les autorités supérieures de Valence la détournèrent un moment

par une diversion dans leur genre, dont je fus témoin. Lorsqu'on avait appris à Valence que Riego était président des Cortès, la population et les étudians de l'université en témoignèrent hautement leur joie, par des chants patriotiques entremêlés des cris de vive Riego! ces cris avaient excité la colère de Plasencia et d'Almodovar, qui résolurent de saisir la première occasion de s'en venger; ils le firent lâchement. Il était d'usage à Valence que, le dimanche, la musique des régimens accompagnât la retraite. Une foule de curieux de tout sexe et de tout âge suivait la musique de la place d'Armes aux casernes, en chantant, depuis 1820, des airs patriotiques. Le dimanche 17 mars, lorsque la colonne fut arrivée en face de l'hôtel d'Almodovar, un militaire fit entendre le cri de vive Riego. A ce signal le détachement qui accompagnait les tambours et auquel on avait fait charger les armes d'avance, fit brusquement un demi-tour, et fit une décharge sur le peuple. Aussitôt après, les sol-

dats, sur l'ordre d'Almodovar, se précipitèrent, la baïonnette basse, sur la foule et la poursuivirent dans toutes les directions. Un grand nombre de personnes, surtout des femmes et des enfans, furent blessées plus ou moins grièvement; et afin que la scène portât complètement le cachet du caractère de ses acteurs, beaucoup de manteaux, de châles, et même des montres, furent volés par les artilleurs qui les vendirent publiquement.

Il est impossible de se faire une idée du tissu de mensonges et de calomnies que le chef politique adressa le lendemain au ministère, sous le nom de rapport. La municipalité envoya de son côté une protestation aux Cortès. La séance du 22 fut consacrée à l'examen de cette affaire. Les reproches les plus vifs furent adressés aux ministres sur leur obstination à maintenir à Valence un régiment d'artillerie, composé en grande partie des sicaires dont Elio se servait pour faire assassiner ceux qu'il ne voulait pas se donner la peine de faire juger; mais les re-

proches les plus humilians ne pouvaient rien sur des hommes qui avaient vendu l'honneur, et tout disparut en fumée.

Le 20 et le 21 mars, les étudians de Valence eurent leur tour. Les canonniers attaquèrent partout où ils purent les rencontrer ces jeunes gens désarmés, et finirent par vouloir enfoncer les portes de l'université pour les y égorger. Alors cependant leurs instigateurs, Plasencia et Almodovar, commencèrent à craindre l'explosion de l'indignation publique et rappelèrent leurs hommes à la caserne.

Le mois de mars était à peine écoulé que déjà l'effet des menées doctrinaires et de la corruption se faisait sentir dans les Cortès. Le 1er avril, il y eut une séance secrète, relative aux mesures qu'il convenait de prendre contre le ministère. Là, les partis se trouvèrent en présence, avec une irritation égale de part et d'autre, et la discussion fut orageuse, menaçante même; mais les doctrinaires, sous le masque de la modération, avaient déjà su ga-

gner cette classe d'hommes sans énergie, sans capacité, sans intelligence même, espèce d'avortons de l'humanité, dont le cœur, enveloppé d'une lèpre sordide, est inaccessible aux sentimens d'honneur et de patriotisme et qui ont arboré le drapeau de l'égoïsme. Les députés patriotes ne purent obtenir aucune des mesures si nécessaires pour le salut de l'Espagne, et dès-lors il fut facile de voir que la commission d'enquête n'aboutirait à rien. Un des grands argumens opposés le 1er avril à toutes les mesures proposées, fut tiré du fantôme de la république qu'on promenait sanglant aux yeux des peureux.

Cette séance du 1er avril avait fait une grande sensation dans l'esprit et les opinions du député Serrano, avec qui je correspondais le plus souvent. La trahison ouverte du ministère et des doctrinaires qui le soutenaient; la faiblesse, pour ne pas dire la collusion et la mauvaise foi des francs-maçons, auxquels appartenait Serrano, lui firent naître le désir de se séparer

d'eux et de se réunir aux communeros. Il m'écrivit à ce sujet, et je ne pus, dans ma réponse, que l'encourager à suivre son dessein. Il était évident que les francs-maçons penchaient vers ce modérantisme qu'on appelle si mal à propos modération ; ils jouaient ouvertement le rôle qu'on a appelé depuis *juste-milieu*. Les communeros pouvaient peut-être paraître trop exaltés aux yeux de ceux qui veulent que la liberté consiste dans la seule permission de gagner de l'argent en se prosternant devant le pouvoir, et pour qui la servitude et les humiliations ne sont pas des maux qui méritent qu'on leur oppose de la résistance. Mais pour peu qu'on réfléchît aux plans sanguinaires des serviles, à leur soif de vengeance et aux moyens odieux qu'ils employaient pour parvenir à leur but, il était facile de voir que l'énergie des communeros était loin d'être supérieure aux dangers qui les menaçaient avec la patrie. Serrano se réunit aux communeros, et plusieurs députés éclairés et courageux suivirent son exemple.

Les serviles, assurés de l'appui du ministère et de la connivence des doctrinaires, et voyant le parti patriotique paralysé au sein des Cortès, commencèrent à montrer la plus grande audace. Des bandes de voleurs, sous le nom de troupes de la Foi, parcoururent ouvertement, dès le mois d'avril, la Catalogne, l'Aragon et la Navarre. A Pampelune, ils osèrent même faire feu en plein jour sur la garnison et la garde nationale, qui réussit à les disperser. Aussitôt cette garde nationale *fut dissoute* par le gouvernement.

La discussion du budget pensa être funeste aux réfugiés français et italiens qui avaient reçu un asile en Espagne et avaient besoin de secours pour subsister. Déjà un décret du 17 mars avait, à titre d'économie, privé les sous-officiers et soldats italiens et quelques officiers de la pension qu'ils recevaient. On voulut aller plus loin. Le député Augustin Arguellez, l'un des hommes de 1812, et qu'on appelait, en raison de sa faconde oratoire et de ses opinions,

le Dupin de l'Espagne, prit la parole contre les réfugiés. Après avoir longuement déclamé contre l'asile que l'Espagne donnait à des étrangers, sans se rappeler sans doute que les Espagnols, réfugiés de 1813, y jouissaient, *même sous la Restauration*, d'une hospitalité qui n'était pas stérile, Arguellez conclut à ce que tout secours fût retiré aux étrangers qui en jouissaient. Cet excès de zèle ne trouva pas assez d'imitateurs pour former une majorité.

Ainsi qu'il avait été facile de le prévoir, les travaux de la commission d'enquête formée par les Cortès n'aboutirent à rien. D'un côté, les ministres, comptant sur la réussite de la conspiration qui se préparait, faisaient naître des délais étudiés et présentaient des documens incomplets ou contradictoires; d'un autre côté, la plupart des membres de la commission étaient ou vendus ou gagnés. Aussi, lorsque le 27 mai on leur demanda quelques explications sur le résultat de leurs recherches, ils furent obligés de répondre qu'ils n'étaient pas encore en état

de faire un rapport. La session ordinaire devait se terminer le 31 mai; le retard de la commission d'enquête et la situation intérieure de l'Espagne, qui devenait de jour en jour plus déplorable, engagèrent les Cortès à prolonger leur session jusqu'au 30 juin.

L'explosion du mouvement absolutiste devait avoir lieu dans diverses provinces le même jour, 31 mai; la prolongation des Cortès obligea la cour et les chefs du parti servile à la rètarder jusqu'à la fin de la session; mais la conjuration tenait à tant de fils, les préparatifs en étaient si avancés, qu'il fut impossible de prévenir quelques secousses partielles qui réussirent mal et réagirent désavantageusement sur le plan général. C'est ce que nous allons voir.

Une bande de la Foi s'était formée dans la province de Murcie, sous les ordres du chef de voleurs Jayme Alfonzo, surnommé le Barbu. Dans la Catalogne, il s'en était organisé une nouvelle près de Villafranca de Panades, sous la direction d'un trappiste devenu fameux et

l'objet des respects des généraux de la restauration française. Ce trappiste avait été lieutenant et officier-payeur de son bataillon. Ayant dépensé au jeu et avec des filles la caisse qui lui était confiée, la peur des galères lui donna une vocation religieuse qui le porta dans un couvent de l'ordre de la Trappe, où la justice ne pouvait l'atteindre. Il résultait de cette nouvelle levée que la Catalogne et l'Aragon étaient dans l'état le plus déplorable. Le commandant militaire de la Catalogne, Zarco del Valle, laissait ravager la province sous ses yeux, et marchait toujours où les factieux ne se trouvaient pas. On l'envoya en Aragon, où il se conduisit de même. Les factieux s'emparèrent de Mequinenza, pillèrent Barbastro, et se seraient rendus maîtres de Saragosse, sans le général Carondelet, qui les repoussa avec une poignée d'hommes.

L'occupation de la province de Murcie, par une bande de la Foi, fit désirer au ministère de réduire à son obéissance la place forte de Car-

thagène qui, seule en Espagne, avait refusé de reconnaître le commandant servile qu'on avait envoyé à Murcie. Ce dernier, qui était le général Péon, essaya de s'emparer de Carthagène; il parvint même à y entrer par surprise; mais il s'y trouva enfermé et obligé de capituler pour en sortir. Ainsi l'inconduite du gouvernement, en irritant partout l'opinion publique, excitait des insurrections et ajoutait de nouveaux maux à ceux causés par les serviles qu'il tolérait.

La ville de Valence était toujours le foyer d'une agitation sourde, qui en rendait le séjour pénible. Il était facile d'y reconnaître les avant-coureurs d'une commotion violente, que chacun prévoyait, et que le gouvernement ne permettait pas de prévenir. On avait été obligé de remplacer Plasencia; mais son successeur Villa, un des principaux doctrinaires, ne valait pas mieux que lui. Almodovar restait, et les canonniers, soutenus par lui, devenaient de jour en jour plus menaçans. Nous ne pouvions plus

sortir sans armes; heureusement qu'avec ces lâches chacune de nos épées valait pour cinquante hommes. Un seul réfugié piémontais, capitaine de garde nationale, vieillard très-doux et inoffensif, fut grièvement blessé par trahison; mais il n'en parvint pas moins à faire fuir ses assassins, au nombre de plus de vingt.

Le 2 mai fut le théâtre de la scène la plus ridicule que j'aie vue de ma vie. Les canonniers étaient répandus dans la ville, insultant et bravant les habitans, lorsque tout à coup un carillon de cloches et l'explosion de quelques boîtes se firent entendre : c'était la fête d'une des paroisses de la ville, et les salves qu'on tirait étaient de simples réjouissances. Les canonniers se crurent perdus et se sauvèrent à toutes jambes à leur caserne, se jetant à genoux devant chaque individu qu'ils rencontraient, et protestant de leur amour pour la liberté. Bientôt après le régiment de Zamora entra en scène et s'en prit aux personnes qui

se promenaient dans le jardin public appelé la Glorietta. Les hommes qui y étaient se mirent en défense avec leurs cannes, quelques-uns avec leurs épées; il y aurait eu bien du sang de répandu sans un détachement qui rentrait de la poursuite des voleurs qui infectaient la province. Le capitaine Bernardino Marti, qui le commandait, fit faire une décharge à ses volontaires; un sergent de Zamora fut tué et les autres se sauvèrent.

Mais les serviles n'avaient fait jusque-là que préluder à l'exécution de leurs plans. Le 29 mai, veille du jour fixé pour leur insurrection, ils retinrent la garde nationale toute la journée et toute la nuit sous les armes, par une fausse alerte, afin de la fatiguer et de s'en débarrasser pour le lendemain. Le 30, jour de Saint Ferdinand, il était d'usage de faire, dans l'après-midi, une salve de toutes les pièces de la citadelle; vers trois heures après midi, un détachement de quatre-vingts canonniers, le double du nombre ordinaire, se rendirent à la citadelle. Aussitôt entrés, les canonniers se mirent

à crier vive le roi absolu! à bas la constitution! fermèrent les portes, tirèrent Elio de prison et le mirent à leur tête. La surprise était complète. Les gardes nationaux étaient rentrés dans leurs foyers; le régiment de Zamora, le restant de l'artillerie à pied et l'escadron à cheval étaient dans la conjuration, et n'attendaient que le signal d'Elio. Si cet homme avait eu les talens et le courage qu'on lui supposait, s'il eût été plus qu'un lâche assassin, nous étions tous perdus. Il n'avait qu'à sortir de la citadelle et à se mettre à la tête des troupes de la ville qui s'élevaient à près de 2,000 hommes : le gardien des galériens n'attendait que ce moment pour les mettre en liberté; six cents fusils étaient préparés pour eux dans une caserne de l'artillerie; les gardes nationaux qui coururent aux armes à la première nouvelle de ce qui se passait, auraient été prévenus ou surpris isolés dans les rues. J'étais logé presque en face du quartier des canonniers, je voyais tout ce qui s'y passait, et j'avoue que, pendant une heure, je ne fus pas exempt de graves inquié-

tudes ; mais les canonniers de la citadelle, à qui Elio avait fait distribuer du vin en abondance, se contentèrent de chanter, de crier et de boire. Elio lui-même perdait son temps à pérorer et à faire de la jactance; il attendait, dit-on, quatre mille paysans des environs enrôlés par les serviles ; mais il n'en avait pas besoin pour se rendre maître de la ville.

Par un autre bonheur, Almodovar était absent. Pendant que la garde nationale formait ses bataillons, le général Clarke, qui commandait *par interim*, prit la sage mesure de consigner le régiment de Zamora dans sa caserne, et se rendit devant la citadelle pour ramener les rebelles à leur devoir. Ils le reçurent avec des injures et en menaçant de faire feu sur lui ; mais la garde nationale qui s'était promptement réunie et s'était portée sur l'esplanade, forma sur-le-champ le blocus de la cidelle, où il se trouvait alors deux cents canonniers. Un bataillon fut placé devant le quartier de Zamora, pour empêcher ce régiment de remuer,

Un bataillon occupa l'esplanade et les édifices qui entouraient et dominaient la citadelle. Le troisième bataillon bloqua les rebelles du côté de la campagne. Dès ce moment il n'y eut plus de danger. Des détachemens de garde nationale accoururent du Grao et des villages environnans. Les paysans patriotes de la banlieue arrivèrent vers la nuit, au nombre de quatre mille. La ville de Valence offrit pendant cette nuit un spectacle qui est la meilleure réponse aux calomnies qui représentent les hommes du peuple, qui appartiennent au parti patriote, comme avides de sang et de pillage. On y vit alors ce qu'on a vu depuis à Paris, dans les journées de juillet: tous les citoyens armés étaient autour de la citadelle; les rues étaient pleines de paysans, armés aussi, qui circulaient paisiblement, sans proférer une injure ou une menace, et qui attendaient le signal de l'attaque, pour y prendre part. Toutes les maisons étaient éclairées et les boutiques ouvertes comme en plein jour. Pas la moindre rixe ne s'éleva,

il ne fut pas commis le plus petit désordre.

Vers dix heures du soir, les patriotes voyant que le chef politique Villa et le général Clarke perdaient inutilement leur temps à parlementer avec les rebelles, et semblaient disposés à leur faire des concessions, les forcèrent à faire publier la loi martiale. Les rebelles, ivres dans ce moment, y répondirent par des injures et des menaces pour le lendemain; mais vers minuit, Elio, qui n'était pas ivre, ne voyant arriver aucun secours, commença à perdre la tête. Il pouvait encore, s'il l'avait voulu, faire, avec deux cents hommes qui se trouvaient avec lui, une brusque sortie par la porte de secours, qui donnait sur la campagne, forcer le cordon du blocus, et aller joindre les factieux qui, sous les ordres de Rambla, étaient maîtres de Morella, sur l'Ebre; mais il n'en eut pas le courage, et en retournant dans sa prison, il fit voir qu'il n'était bon que pour l'échafaud.

Alors les canonniers, un peu dégrisés, voyant qu'ils avaient laissé expirer le délai,

fixé par la loi martiale, se présentèrent sur le rempart en criant qu'ils étaient les vrais amis de la constitution, et que les patriotes qui les bloquaient étaient des fauteurs d'anarchie et des républicains. Ce n'était que la répétition des discours tenus par Almodovar, Plasencia, Villa et la faction doctrinaire. Sur ce beau raisonnement les canonniers demandèrent qu'on proclamât une seconde fois la loi martiale, afin qu'ils pussent en profiter pour échapper au châtiment.

Au point du jour, le chef politique et le commandant militaire se rendirent à la porte de la citadelle et se remirent à parlementer. Ils allaient avoir la lâcheté, pour ne pas dire plus, d'accéder à la demande des canonniers, lorsqu'un incident inattendu vint changer la face des affaires. Au point du jour, une partie des rebelles voulant enfin se préparer à résister, s'était rendue à la grande batterie de vingt canons de 16 et de 24 qui fait face à la campagne. Les canons furent chargés et dirigés sur le

couvent du Remedio, qui était occupé par un détachement du second bataillon de garde nationale, dans le dessein de le détruire. Un des quatre officiers d'artillerie qui seuls étaient restés fidèles, le capitaine Sanchez, y arrivait. Il fit pressentir le danger qui se préparait, et sur son ordre une vive fusillade s'ouvrit sur la batterie. Les canonniers épouvantés tirèrent au hasard trois coups de canon qui n'atteignirent personne et se sauvèrent des remparts. Cependant le feu de tous les édifices qui entourent la citadelle avait répondu à celui du Remedio et nettoyé de même les remparts, lorsque immédiatement un détachement de chasseurs du 2e bataillon et quelques citoyens, en tout une soixantaine, s'étant procuré quelques échelles de charriots, étaient partis du Remedio, et, se présentant à la grande batterie, avait escaladé les remparts. En descendant dans la cour on trouva les canonniers prosternés la face contre terre, pleurant et implorant merci. Ces patriotes eurent tout à la fois honte et pitié des misérables

qu'ils trouvaient dans un état d'abjection aussi caractéristique. Ils se contentèrent de leur administrer quelques soufflets et quelques coups de pied dans le..... et les chassèrent dans une écurie où ils furent renfermés. Ainsi finit une révolte qui avait menacé d'embraser le royaume de Valence et d'ébranler l'Espagne.

Le même jour, il y eut un mouvement à Aranjuez, où se trouvait Ferdinand. Quelques soldats de la garde se présentèrent dans la cour du château en criant: Vive le roi absolu! Les dignes acolythes de l'absolutisme, les valets d'écurie et les marmitons, accoururent en hâte porter le tribut de leurs acclamations. L'infant don Carlos se hâta de venir recevoir les hommages de la valetaille, et de promettre des récompenses, et surtout du sang, à ses amés et féaux. Mais la garde nationale prit les armes, et à son aspect tous les héros de la légitimité se hâtèrent de retourner à leurs casernes, écuries ou cuisines.

L'agitation continuelle qui régnait à Valence

et qui augmentait de jour en jour, en rendait le séjour à peu près insupportable à un étranger. Les moins clairvoyans ne pouvaient plus douter qu'il se préparait un grand mouvement qui éclaterait lorsque la clôture de la session aurait débarrassé les ministres de la surveillance des députés patriotes des Cortès. L'esprit du royaume de Valence était en général mauvais, et il était présumable que la capitale se trouverait bientôt bloquée. D'un autre côté, il était arrivé successivement à Valence un nombre de réfugiés piémontais, qui n'étaient pas des meilleurs. Plusieurs d'entre eux commençaient à semer la discorde et les rixes parmi leurs concitoyens. Toutes ces considérations me décidèrent à passer à Alicante, dont les habitans avaient la réputation d'être patriotes et hospitaliers. La pension qui m'avait été attribuée, était réduite au néant, non qu'on me l'eût retirée, mais parce que, voyant que la pénurie du trésor ne permettait pas de payer les appointemens des officiers de troupes et des employés

civils, j'aurais eu honte de demander quelque chose, tant qu'il me restait des ressources. Ma femme venait de recevoir des fonds de ses parens; et ayant ainsi de quoi pourvoir à nos besoins, rien ne nous obligeait à résider plutôt dans un lieu que dans un autre. Nous partîmes de Valence le 1er juillet, accompagné jusqu'au Grao, par notre hôte, don Francisco Bernaldez, inspecteur de la douane et patriote loyal et modéré. Je ne me doutais guère alors que nous dussions revoir en lui à Londres une des victimes les plus atrocement traitées de la contre-révolution. Nous arrivâmes le 6 juillet à Alicante, où nous trouvâmes la ville dans la plus grande agitation, pour les motifs qu'on va voir.

J'ai dit plus haut que l'exécution du projet insurrectionnel des serviles avait été suspendue à cause de la prolongation de la session des Cortès et remise au 30 juin. Tout était prêt à Madrid, et dans les provinces on n'attendait que le signal de la capitale. Mais ce retard avait

été nuisible, en ce qu'il avait fallu donner des contre-ordres et prendre des mesures dilatoires qui, si elles n'étaient pas exactement suivies, pouvaient amener des mouvemens isolés et sans fruit. La révolte des canonniers de Valence en avait déjà été un exemple, et les chefs de la faction absolutiste avaient fermement résolu de ne pas retarder l'explosion de la conspiration au-delà du dernier terme fixé. Le roi même, malgré la timidité de son caractère, s'était décidé à se mettre à la tête du mouvement et à se présenter en personne pour ressaisir le pouvoir absolu.

Il résulte des enquêtes qui ont été faites plus tard, que, dans le conseil intime du roi Ferdinand, on s'occupa dans les derniers jours de juin du cas qui pouvait se présenter, que les Cortès, vu l'agitation qui était remarquable à Madrid, prolongeassent de nouveau la session. Cette prolongation, si elle devait avoir lieu, devait être proposée et adoptée dans la séance du 29 juin. Il fut résolu que, dans ce cas, un

détachement choisi de la garde royale ferait irruption dans la salle; que les députés notés pour leur opposition au pouvoir absolu seraient égorgés, les autres dispersés, et l'abolition de la constitution proclamée sous la protection des baïonnettes. Mais la cour ayant appris le 29 au matin que la prolongation ne serait pas proposée, le détachement, déjà préparé, fut contremandé. Le soir, il y eut cependant, dans le palais même, un mouvement qui témoignait l'impatience des conspirateurs. Les gardes de service y proclamèrent le *roi absolu*, et un garde national qui passait devant le palais fut massacré.

La clôture de la session des Cortès eut lieu le 30 juin. Une foule d'habitans étaient assemblés sur la place d'Orient, sans objet déterminé, mais avec tous les signes du mécontentement. On ne s'entretenait dans les groupes que de l'inutilité d'une session dont les travaux avaient été loin de répondre aux besoins de la nation et aux espérances qu'elle avait

conçues. Dans la salle des Cortès la tristesse causée par les funestes présages qui s'accumulaient dominait sur tout autre sentiment. Le roi fut reçu dans un profond silence et partit de même. Aucun cri de vive le roi! ne se fit entendre; mais à l'instant où il remonta en voiture, un cri général de vive la constitution! partit de la foule réunie devant les Cortès.

A peine le roi fut-il rentré au palais, que la rébellion éclata. Un officier de la garde, nommé Casasola, qui essaya de maintenir l'ordre dans sa compagnie, fut massacré. Un bataillon sortit du palais au pas de charge, aux cris de vive le roi absolu! et se porta sur la place d'Orient, blessant ou tuant tout ce qu'il rencontrait. Le poste de garde nationale des Cortès fut forcé de se retirer, ayant perdu quelques hommes. A cette nouvelle, qui se répandit rapidement dans la capitale, la garde nationale courut aux armes; alors les rebelles se retirèrent eux-mêmes au palais, dont ils retranchèrent les avenues en se couvrant par des postes avancés. Les cinq

autres bataillons de la garde vinrent les y rejoindre. La garde nationale, de son côté, occupa les places de la Constitution et de la Villa et établit des gardes avancées. Par une mesure qui parut incompréhensible alors, le général Morillo, capitaine-général de la province, fut nommé, le même soir, colonel-général des gardes et commença sur-le-champ ses nouvelles fonctions et le rôle double qu'il joua pendant huit jours. Le même soir, lorsque toute la garde fut réunie au palais, le lieutenant-colonel Landaburru, officier de mérite et connu par son patriotisme, fut attaqué par ses soldats. Le capitaine Goeffieu et le chef de bataillon Héron (deux émigrés royalistes français) l'entraînèrent au palais, où il fut fusillé, en arrivant, sous les fenêtres du roi.

Dès que ce nouvel attentat fut commis, les citoyens de Madrid qui n'étaient pas de la garde nationale, coururent aux armes. L'artillerie, le régiment d'infanterie de don Carlos, ceux de cavalerie d'Almanza et Principe, sui-

virent cet exemple; le palais fut entouré, et on demandait à grands cris l'ordre d'attaquer les gardes rebelles qui auraient indubitablement succombé le soir même.

Pendant ce temps les gardes se livraient dans l'enceinte du palais à tous les excès; excités par l'argent, le vin et les cigares qu'on leur distribuait avec profusion; animés par l'approbation du roi et des princes et par la promesse des récompenses, les rebelles juraient la destruction des patriotes. Les principaux moteurs de la conjuration, parmi lesquels l'opinion publique désignait le duc de l'Infantado, le marquis de Las Amarillas et le comte de Castro Terreno, délibéraient avec le roi. Les ministres étaient également réunis dans un appartement du palais, ne faisant aucune des fonctions de leur emploi.

Lorsque le premier bataillon de la garde sortit du palais, après la rentrée du roi, on avait compté que les régimens don Carlos et Almanza, ainsi qu'une grande partie de la po-

pulation, se joindrait à lui. Cette espérance avait été déçue; on combina un autre plan; ce fut celui de faire surprendre la garde nationale par la majeure partie des gardes; elle devait être égorgée en entier; des échafauds devaient être sur-le-champ dressés pour les principaux patriotes, et l'on conçoit que Riego était en tête de la liste. A la faveur de ce carnage et de ces exécutions, on comptait que l'abolition de la constitution n'éprouverait aucun obstacle; mais il fallait pour cela dégager la garde bloquée au palais et surtout éviter une attaque subite.

Morillo se rendit auprès des troupes qui étaient sous les armes. Il ordonna aux régimens de ligne de rentrer dans leurs quartiers, vers sept heures du soir, et engagea la garde nationale à se retirer. Les troupes de ligne obéirent; mais la garde nationale refusa de poser les armes avant que les rebelles fussent soumis. Alors on eut recours à la ruse; sous prétexte qu'on manquait de transports, pour

faire arriver des cartouches, on ordonna à la garde nationale de se rendre au magasin de munitions situé près de la porte des Récollets. Pendant ce temps cinq des six bataillons de la garde quittèrent le palais et passèrent à leurs casernes. En même temps le chef politique Martinez Saint-Martin, s'efforçait de semer la discorde parmi les patriotes; il cherchait à persuader à la municipalité et aux différens bataillons de garde nationale, qu'elle renfermait dans ses rangs une foule d'anarchistes, ennemis de la constitution et bien plus dangereux que les bataillons de la garde; il en concluait que, pour sauver la liberté et la constitution, les bons citoyens devaient déposer les armes. Ses discours hypocrites furent reçus avec le mépris qu'ils méritaient, et avec un mécontentement de mauvais augure pour lui. Il se retira au palais, dont il ressortit le 7 en pleurant, lorsque les rebelles eurent été vaincus.

Le lendemain, 1er juillet, les troupes restèrent, de part et d'autre, dans leurs positions;

pendant toute la journée, sans faire aucun mouvement; vers onze heures du soir, un bataillon des gardes vint doubler la garde du palais; les quatre autres quittèrent Madrid avec armes et bagages et se retirèrent au Pardo par la porte de Fer. Ce mouvement, qui annonçait des intentions hostiles, appela l'attention des patriotes. Un nombre de citoyens armés et les officiers en non-activité qui se trouvaient à Madrid, ainsi que les réfugiés français et italiens, se rendirent au parc d'artillerie, où ils formèrent, sous les ordres de don Vincent-Bertran de Lys, un bataillon qui prit le nom de sacré; les officiers, sous-officiers et soldats, qui étaient restés fidèles à leurs sermens, au nombre de six cents, formèrent un autre bataillon et prirent également poste au parc d'artillerie. Deux bataillons de volontaires de la garde nationale, et le régiment de cavalerie Principe étaient à la Plaza-Mayor avec deux canons; le troisième bataillon de la garde nationale à la place d'Anton-Martin; le régiment d'infanterie don Carlos,

la garde nationale à cheval, et le régiment de cavalerie d'Almanza, près du parc d'artillerie avec trois canons.

Le 2 au soir, il y eut une petite alerte, causée par les gardes, qui attaquèrent un détachement de garde nationale, commandé par le colonel Selles. L'attaque fut repoussée et les troupes restèrent dans la même position jusqu'au 6 au soir, sans autre mouvement que celui que Morillo fit faire au bataillon sacré, qu'il renvoya à la place San Domingo, où il était inutile. La capitale était virtuellement sans gouvernement; le roi, les ministres et le chef politique étaient au milieu des rebelles; la députation permanente des Cortès ne donnait aucun signe de vie; la municipalité était assemblée, délibérait et ne décidait rien. La conduite de Morillo était plus que douteuse; en vertu de son double commandement, il était alternativement au milieu des deux armées, et on remarqua qu'il était souvent avec les rebelles, qu'il avait soin de fournir de vivres et

de munitions; il avait laissé les troupes accumulées sur les places où il les avait établies, sans les couvrir par des postes avancés, ni même faire occuper les portes de la ville. Dans la nuit du 6 au 7, pendant que les bataillons du Pardo s'avançaient vers Madrid, il fit annoncer par le commandant de la place que tout était tranquille, et qu'il s'était retiré chez lui. Les troupes placées au parc d'artilleries étaient entassées sous les fenêtres des écuries du palais, d'où elles pouvaient être criblées par le feu des rebelles; il ne fit pas occuper la porte du Soleil, point central de la défense de Madrid; il n'avait désigné aucun chef pour prendre le commandement des troupes stationnées à chacun des points que nous avons indiqués; il avait même refusé les offres de service que lui firent les généraux Riego, Ballesteros, Alava et le brigadier Paléréa. Enfin les troupes fidèles et les rebelles recevaient de lui *le même mot d'ordre*. Il est facile de voir par là que tout avait été disposé

pour que Madrid pût être surpris par les bataillons rebelles du Pardo, qui pouvaient entrer en ville sans obstacle, et aborder les troupes stationnées sur la Plaza-Mayor, à la faveur du mot d'ordre.

La surprise eut lieu en effet et n'échoua que par la vigilance des patriotes. Le 6 au soir, on avait reçu la nouvelle que les quatre bataillons du Pardo étaient arrivés près de la porte de Fer, et se préparaient à entrer en ville. Morillo ne fit aucune disposition et chercha même, ainsi que nous l'avons vu, à tromper la garde nationale; mais les patriotes ne s'endormirent pas, et poussèrent toute la nuit des patrouilles du côté où les rebelles pouvaient arriver. Vers deux heures du matin, le 7, une patrouille du bataillon sacré, commandée par un ex-garde-du-corps, nommé Miro, rencontra dans la rue de la Luna une avant-garde des rebelles, qui, se voyant reçue à coups de fusil, se mit en retraite; cette avant-garde, en se repliant sur la colonne des gardes vers la place du Soleil, s'en-

gagea par méprise avec un autre détachement des rebelles, dirigé vers la place San Domingo. Cette double fusillade donna l'éveil partout. Pendant ce temps, les quatre bataillons des gardes avaient pris la direction de la rue Jacometrezo; mais ayant rencontré un petit poste qui y avait été placé sans l'ordre de Morillo, ils changèrent de direction et prirent la rue del Arenal, pour gagner la Plaza-Mayor.

Les deux premiers bataillons de la garde nationale et le régiment de cavalerie Principe étaient sous les armes; le brigadier Palaréa combinait avec les chefs de ces troupes le plan de défense, lorque les gardes rebelles arrivèrent en présence. Ils attaquèrent la Plaza-Mayor, en trois colonnes, par les rues Boteros, de la Armagura et del Enfierno. Reçues par un feu vif de mousquetterie et de mitraille, les deux dernières furent culbutées avant d'atteindre la place; mais la première, composée en grande partie des grenadiers d'honneur et des sapeurs, tous vétérans, pénétra jusqu'à la

des pièces. Une compagnie de chasseurs de la garde nationale la chargea alors en flanc, à la baïonnette, et la mit également en déroute; les quatre bataillons, laissant les rues jonchées de morts et de blessés, se retirèrent jusqu'à la porte du Soleil pour se rallier.

Aussitôt que les premiers coups de fusil avaient été entendus, deux officiers du bataillon sacré avaient été envoyés au parc d'artillerie, pour avertir que les gardes étaient entrées en ville et escarmouchaient avec les postes avancés. Morillo, qui venait d'y arriver, les traita « d'anarchistes, qui cherchaient à « exciter des désordres » et les fit arrêter; il traita de même quatre autres officiers qui vinrent lui faire, un peu plus tard, un second rapport pareil. Un quart d'heure après, Morillo, qui avait paru sourd, même au bruit du canon, reçut, de Palaréa, l'avis officiel que les rebelles avaient attaqué *et avaient été battus*. Alors il fit relâcher les officiers, en s'excusant

de *la méprise* commise à leur égard, et se vit forcé de prendre des mesures.

La première fut d'ordonner que le plus ancien officier qui se trouvait à la Plaza-Mayor prît le commandement des troupes. C'était Palaréa, qui se disposa sur-le-champ à attaquer lui-même les rebelles et se fit joindre par le troisième bataillon de garde nationale. Presque au même moment arriva le général Ballesteros avec deux canons et la garde nationale à cheval. Il prit le commandement et approuva le plan de Palaréa; ce dernier reçut l'ordre de prendre à droite par la rue Carretas avec une compagnie de grenadiers et une de chasseurs nationaux et un escadron de Principe, tandis que Ballesteros descendrait la Calle-Mayor, avec deux compagnies de grenadiers et de chasseurs nationaux et deux canons; une compagnie de grenadiers fut envoyée prendre poste à Saint-Genez. Palaréa ayant un détour à faire, Ballesteros s'arrêta au haut de la Calle-Mayor, où il fut joint par Riego. Pendant ce temps, les re-

belles s'étaient ralliés devant la direction des postes, et s'avançaient de nouveau en colonne. La compagnie de chasseurs nationaux se jeta sous les portiques pour prendre la colonne en flanc, et l'artillerie ouvrit son feu à mitraille. Les rebelles y répondirent par un feu de mousquetterie très-vif; mais l'attaque de flanc et le feu à bout portant des chasseurs mirent bientôt le désordre dans leurs rangs, et les obligèrent à reculer. Ils se rallièrent cependant rapidement et revinrent à la charge; mais ils furent si vigoureusement reçus, qu'ils furent obligés de fuir en désordre vers la porte du Soleil: ces deux attaques furent si rapides que, lorsque Palaréa put déboucher dans la Calle-Mayor pour les prendre par derrière, les rebelles l'avaient déjà dépassé dans leur fuite.

Pendant que ces évènemens se passaient sur la Plaza-Mayor et à la porte du Soleil, Morillo, se voyant forcé d'agir, ordonna au bataillon des gardes fidèles d'occuper les écuries du pa-

lais, ce qui eut lieu après un combat assez court. Presque en même temps les deux bataillons rebelles, qui étaient au palais, tentèrent une attaque contre le parc d'artillerie; mais la mitraille qui les accueillit les força à une prompte fuite.

Cependant les quatre bataillons qui avaient été repoussés de la Plaza-Mayor, renonçant à une nouvelle attaque sur ce point, se disposaient à gagner le palais par la rue del Arenal, afin de rejoindre leurs camarades; mais le feu des grenadiers nationaux postés à San Gines les rompit, et les força à se jeter en désordre par diverses rues. Ceux qui se dirigèrent par la rue de Monteros, outre le feu qui les poursuivait, furent abîmés par les pavés, les matériaux et les meubles qu'on leur lançait des fenêtres. Les femmes se distinguèrent surtout, non seulement dans ce genre de guerre, mais en général pendant tout le combat : on les voyait au milieu du feu apporter des rafraîchissemens aux défenseurs de la liberté, et les encourager

par leurs exhortations. Une de celles qui se distinguèrent le plus par leur patriotisme fut la comtesse d'Ognate, dont le mari, lieutenant de la garde nationale à cheval, quoique gravement indisposé, avait quitté son lit pour se rendre où le devoir et la patrie l'appelaient. Je ne saurais non plus passer sous silence le dévouement de l'officier commandant l'artillerie de la Plaza-Mayor. Au commencement de l'affaire il était dans le plus fort paroxisme d'une fièvre violente. Ne pouvant se soutenir sur ses jambes, il se fit apporter une chaise à dix pas derrière ses pièces, et y resta jusqu'à ce que l'ennemi fût mis en fuite.

Les rebelles, fuyant dans diverses directions, essuyèrent le feu des troupes qui étaient à la place San-Domingo et à celle de l'Orient. La garde nationale les poussait vivement, et leur faisait des prisonniers; enfin, ils parvinrent, à la faveur d'une sortie de leurs camarades qui étaient au palais, à s'y réfugier en désordre. Ballesteros parût bientôt devant le palais, et donna

sur-le-champ l'ordre à son neveu don Louis Corral de l'attaquer avec deux bataillons de la garde nationale, sous la protection de l'artillerie; mais dans le moment parut un messager du roi, qui demanda qu'on cessât le feu, parce que la vie de Sa Majesté était en danger. « Que le roi, répondit d'abord Ballesteros, « fasse poser les armes aux factieux qui l'en« tourent, ou nos baïonnettes les iront cher« cher jusque dans ses appartemens. » Cependant il eut ensuite la faiblesse de suspendre son attaque, et de faire conduire le messager par son aide-de-camp Lopez Pinto au général Morillo. On raconte que, dans ce moment terrible, les Infans et la reine, qui étaient auprès de Ferdinand, lui témoignant la crainte que leur inspirait la prise du palais de vive force, il leur répondit froidement : « La constitution « me rend inviolable; je ne crains rien. — « Mais nous, sire! — Vous vous en tirerez « comme vous pourrez ».

Morillo ayant demandé au messager si les

gardes posaient les armes, et en ayant reçu une réponse négative, au lieu d'insister sur cette mesure préliminaire, envoya au palais l'aide-de-camp Lopez Pinto et le colonel O'Doile, pour recevoir les propositions du roi. Ils furent reçus au milieu du conseil privé, où paraissaient en première ligne le duc de l'Infantado, le marquis de Las Amarillas, et les comtes de Casa-Sarrias et de Castro-Terreno. On chercha d'abord à séduire le colonel O'Doile, et à l'engager à joindre les gardes avec son régiment (Ferdinand VII). Cette tentative n'ayant pas réussi, le roi déclara qu'il était prêt à faire tout ce que la nation désirerait, mais qu'il fallait faire cesser les hostilités, et nommer quelqu'un pour traiter avec lui. S'il avait été possible de douter que Ferdinand fût l'instigateur et le chef de la révolte de sa garde, sa réponse aurait suffi pour en fournir la preuve.

Aucune autorité légale n'existait à Madrid, qui pût prendre les pouvoirs du gouvernement; la commission permanente des Cortès

était restée dans une coupable apathie. Son devoir, dès le moment où le roi se trouvait au milieu des rebelles, et, selon la fiction constitutionnelle, était leur prisonnier, aurait été de nommer une régence. Elle n'en fit rien. On a dit que l'ambassadeur de France avait déclaré que, si l'on nommait une régence, il se retirerait. La chose était dans son caractère, et dans l'esprit du gouvernement de Louis XVIII; mais rien ne prouve que la déclaration ait été faite : et quand même cela eût été, c'était le comble de la lâcheté que d'y avoir égard. Cependant, comme il fallait improviser un pouvoir quelconque pour traiter, puisqu'on était arrivé à ce degré d'imprudence et de faiblesse, on s'avisa de composer *un pâté*, qu'on appela commission de gouvernement. On y fit entrer deux membres de la commission permanente des Cortès, deux conseillers d'État, deux généraux, et deux membres de la municipalité. Ainsi les deux puissances qui traitaient étaient, d'un côté, un roi qui se décla-

rait chef des rebelles qui avaient voulu noyer la loi fondamentale dans le sang; de l'autre, un salmigondis provisoire, où la fraude et le mensonge se traînaient à la suite des doctrinaires.

Les effets répondirent à ce qu'on pouvait attendre de l'inconcevable aveuglement des patriotes. Le comte de Casa-Sarrias et les chefs de bataillon Héron et Salcedo, qui se présentèrent au nom du roi, notifièrent d'abord que la dignité royale ne permettait pas que sa garde posât les armes; comme si Ferdinand VII, en se déclarant ainsi le chef d'une bande de rebelles et de brigands ne respirant que le massacre et le pillage, pouvait encore avoir à conserver une dignité qui fût supérieure à celle de ses complices. Après cette insolente déclaration, on n'eut pas honte de continuer à négocier. On aurait peut-être même cédé, mais on craignait de trop irriter la garde nationale, qui était encore sous les armes. On prit un juste-milieu : il fut décidé qu'à quatre heures

après midi les quatre bataillons du Pardo poseraient les armes; mais que les deux qui étaient restés au palais se retireraient *armés* à Leganes et à Vicalvaro. On voulut sans doute étendre sur eux l'inviolabilité du *roi conspirateur*. Cette capitulation irrita les patriotes, qui la regardèrent comme une trahison; mais l'esprit d'ordre et de subordination aux autorités retinrent ces hommes que leurs assassins appellent anarchistes.

A trois heures et demie, les troupes nationales se mirent en bataille pour l'exécution de la capitulation. Dans ce moment, un feu vif se fit entendre sur différens points. C'étaient les quatre bataillons du Pardo, qui tiraient sur les postes des patriotes, en se retirant par le principal escalier extérieur, qui conduit de la grande cour du palais au campo del Moro et à la porte de la Vega; leur intention était de gagner la route d'Alcorcon. Ils furent attaqués de toutes parts, mais il était trop tard pour leur couper la retraite. On les mit en désordre, et

ils furent poursuivis dans toutes les directions par les généraux Ballesteros, Copons, Palaréa, et par le bataillon sacré de Beltran de Lys. Dès la sortie du palais, un bon nombre de soldats quittèrent les rangs de la garde, et vinrent se réunir aux patriotes. Le reste des quatre bataillons fut presque tué ou pris. Quelques-uns parvinrent à se cacher; bien peu purent rejoindre les deux bataillons qui se rendaient à Vicalvaro et Leganes. La perte des gardes s'éleva ce jour-là à environ six cents morts ou blessés, et douze cents prisonniers.

Dès que la retraite des rebelles eut commencé, le régiment de l'infant don Carlos, et le bataillon des gardes-fidèles, prirent possession du palais sous les ordres de Morillo. Les premiers mots que Ferdinand adressa à ce dernier furent l'ordre de *poursuivre les rebelles, et de les exterminer jusqu'au dernier.* Le lâche qui n'avait pas osé s'exposer de sa personne voulait probablement les punir d'avoir échoué,

et se venger de la peur qu'il avait eue. Cette anecdote est une leçon dont les esclaves des despotes peuvent faire leur profit : réussir, ou être désavoués et sacrifiés par ceux qui les emploient.

Tout ce qui venait de se passer à Madrid doit être considéré comme l'ouvrage de la faction des doctrinaires, qui dominaient partout, aidés par la stupide apathie de ce juste-milieu, qui commençait à se dessiner; non-seulement cette faction avait confié le département de la guerre au marquis de Las Amarillas et à ses créatures, mais elle était entrée dans un pacte criminel avec les serviles. Se flattant de faire adopter une constitution qui admettrait deux chambres, et de se placer dans la première, les doctrinaires travaillaient sans relâche à renverser celle qui existait. Ils ne s'apercevaient pas que les serviles, dont ils soutenaient la cause en persécutant les patriotes, et le roi même, ennemi de toute espèce de constitu-

tion, ne se servaient d'eux que comme d'un instrument, d'autant plus facile à briser, qu'ils se seraient trouvés, même après avoir réussi, écrasés sous le poids de la haine due à leurs persécutions, et du mépris que méritaient leur bassesse et leur vénalité. Leurs menées, leurs déclamations contre la constitution qu'ils voulaient renverser sous prétexte de la mettre en harmonie avec les vœux de la Sainte-Alliance, avaient porté leur fruit. Les gardes, jusque-là renommés pour leur attachement à la constitution, avaient été, par leurs prédications, changés en une bande de brigands, et le palais transformé en une caverne de rebelles.

A Madrid, les ministres, en sortant du palais, reprirent tranquillement leurs portefeuilles et leur système. Leur premier soin fut de faire rétrograder en hâte, *en les blâmant*, les chefs militaires qui, comme le général Espinoza, au premier bruit des évènemens, étaient accourus au secours de la capitale. La garde natio-

nale de Madrid, justement mécontente de la tournure qu'avaient prise les affaires, et craignant les trahisons qui se préparaient, refusa le 7 de poser lès armes, et témoigna de l'irritation. A force de promesses et de déceptions, le 9, on vint à bout de la calmer, et de faire rentrer les bataillons dans leurs foyers.

La commotion de Madrid s'était fait sentir sur d'autres points de l'Espagne. Les carabiniers royaux stationnés à Cordoue s'étaient révoltés, et avaient proclamé le roi absolu, dès qu'ils avaient appris ce qui se passait dans la capitale. Les autres troupes ayant refusé de suivre leur exemple, ils avaient quitté Cordoue, dans l'intention de marcher sur Madrid. Mais le brigadier Valdecanas se mit à leur poursuite, les atteignit, les battit et les dispersa.

A Alicante, peu après mon arrivée, il y avait eu une émeute, fomentée par le nouveau chef politique doctrinaire Golfin. A la nouvelle de la révolte de Madrid, il y avait eu un mou-

vement de rébellion des serviles à Orihuela Les patriotes, forcés de fuir, vinrent chercher du secours à Alicante. Golfin aurait voulu le refuser, mais il craignit les effets de l'indignation publique. Cependant il ne fit marcher que cent quarante hommes de la garde nationale, qui auraient été infailliblement compromis, si environ trois cents patriotes volontaires, conduits par le colonel Bazan, ancien chef d'état-major de Mina, ne les eussent rejoints. Les rebelles furent battus et acculés sur Orihuela ; mais pendant ce temps Golfin suscita une émeute de quelques douzaines de misérables serviles de la lie du peuple, qui vinrent accuser les volontaires qui avaient marché contre les rebelles, d'être des jacobins et des anarchistes, et demandèrent leur bannissement. Golfin y consentit ; mais ayant appris le lendemain qu'Orihuela était soumise, et qu'un nouveau ministère allait être nommé, il recula et défit ce qu'il avait fait.

Il était temps qu'on changeât le ministère,

si l'on voulait déjouer une nouvelle conspiration, plus dangereuse que la première. Toutes les provinces étaient dans l'agitation. Les serviles menaçaient ou s'armaient partout. La bande de la Foi, levée par Rambla dans le royaume de Valence, occupait Morella avec quinze cents hommes. Les factieux de Catalogne occupaient Mequinenza et se fortifiaient à Irati et Urgel, sous la protection du cordon sanitaire français. Peniscola avait pensé leur être livré. Le colonel suisse Ulmann, qui y commandait, avait vendu cette citadelle pour douze mille piastres. Le complot fut découvert, mais il avait eu le bonheur de s'échapper. Heureusement les cortès avaient été convoqués en session extraordinaire, et le ministère actuel ne pouvait pas se soutenir devant une assemblée, dont beaucoup de membres devaient être désabusés sur son compte. L'esprit des cortès paraissait retrempé, et d'après ce que m'écrivit le député Serrano, le 18 juillet, les membres les plus prononcés songeaient

à faire un appel aux patriotes européens (1). J'avais formé ce projet, et il n'y avait rien dans l'organisation de la confédération des communeros d'Espagne, qui répugnât à une confédération européenne. Je répondis en conséquence, mais la torpeur s'empara encore une fois des cortès; les évènemens marchèrent et nous débordèrent, et lorsqu'on voulut revenir au projet, il n'était plus temps.

(1) « Mon cher général, les derniers évènemens publics et des malheurs domestiques m'ont empêché de vous écrire aussitôt que je l'aurais voulu. Vous devez, j'en suis sûr, déplorer comme moi que les libéraux aient négligé de s'assurer des avantages qu'ils devaient tirer de leur importante victoire du 7.

« J'examinerai avec attention les observations que vous me faites, et je ferai tout ce qui pourra être tenté. J'ai été pendant quelques jours en communication confidentielle avec quelques membres de la suprême assemblée des communeros, relativement au projet d'étendre cette association, sous la forme présente, aux autres nations de l'Europe, non pour rendre les communeros européens subordonnés à ceux d'Espagne, mais pour établir une confédération européenne de communeros ou libéraux, qui s'aideraient réciproquement à assurer la liberté de cette partie du monde. La plupart de ceux à qui j'en ai parlé sont disposés à y entrer, et je me suis avancé jusqu'au point de proposer un de mes amis pour *médiateur*..... Vous êtes cet ami........ Les statuts des communeros sont imprimés tout au long. Lisez-les avec attention, et voyez s'il y a quelque chose qui s'oppose à ce que votre projet puisse être mis en exécution.

Le 9 août, un nouveau ministère fut nommé ; mais les intrigues qui présidèrent à cette nomination et qui décidèrent le choix des ministres, complétèrent la scission entre les patriotes ou communeros et les libéraux ou francs-maçons. Après le 7 juillet, il avait été convenu que les deux sections libérales entreraient chacune pour moitié dans le nouveau ministère. Chaque société s'occupa donc de former la liste des membres qu'elle devait fournir; mais la forme hiérarchique et l'esprit jésuitique des francs-maçons, leur donnèrent l'avantage d'être plus tôt préparés. Pendant que les communeros délibéraient, le colonel Évariste San Miguel, le plus actif des membres de la maçonnerie, fit arrêter une liste *complète* où il eut la modestie de se placer en tête. Il se hâta de la présenter au roi, en l'engageant à la signer sur-le-champ, pour échapper aux exaltés. Le roi consentit, et les communeros furent joués. Le nouveau cabinet fut composé de la manière suivante : Evariste San Miguel,

ministre d'état; Gasco, à l'intérieur; Vadillo, aux colonies; Lopez Barras, à la guerre; Navarro, à la justice; Capaz, à la marine; Egea, aux finances.

C'étaient tous des libéraux qui avaient pris part à la révolution de 1820; mais il fallait de la force dans le moment où ils arrivaient au pouvoir, en admettant même qu'ils eussent eu l'intention de déployer dans l'exercice du pouvoir toute l'énergie qui était nécessaire dans la situation critique de l'Espagne, leur capacité n'aurait pas répondu à leurs désirs. Le chef du cabinet avait une ambition de cour, et la faiblesse de caractère qui appartient à ce genre d'ambition. Sa conduite équivoque comme fiscal dans le procès des conspirateurs du 7 juillet, où il avait évidemment cherché à sauver les grands coupables, avait démontré son désir de plaire aux meneurs du palais, et cette tendance pouvait le conduire loin. Le ministre de la guerre, qui allait bientôt avoir le principal rôle à jouer, était d'un esprit

borné et obstiné, et dépourvu d'instruction. Le mystère dans lequel il enveloppait toutes ses actions écartait de lui les conseils des hommes sages qui auraient pu le guider, et le livrait à l'influence de subalternes ignorans et intrigans. Les autres ministres étaient d'honnêtes gens, bons partout ailleurs.

Le mois d'août se passa sans que le gouvernement prît aucune mesure qui mérite d'être citée, à l'exception de la nomination de Mina au commandement d'une petite armée qu'on organisait en Catalogne, pour réduire les factieux qui dévastaient cette province. Ils avaient même créé une régence présidée par un certain baron d'Eroles, et qui siégeait à Urgel. Le modérantisme ou plutôt l'apathie étaient arrivés au pouvoir avec le nouveau ministère. Le gouvernement et les cortès se faisaient complètement illusion sur la situation de l'Espagne et les dangers qui la menaçaient. Ils croyaient les conjurer en se montrant passifs et obéissans aux impulsions étrangères; c'était le *soyons*

sages de M. Sébastiani. Le prétendu cordon sanitaire des Bourbons de France allait en grossissant et servait ouvertement d'appui et de refuge aux factieux. Vouloir attaquer et réduire les factions une à une était une folie : à peine la révolte était-elle comprimée sur un point, qu'elle éclatait de nouveau sur un autre ; il fallait comprimer la rébellion, tout à la fois, sur toute l'étendue des frontières et couper ses communications avec la France.

Les cadres de l'armée espagnole pouvaient recevoir soixante mille hommes. Il était convenable de les compléter, et de porter quarante mille hommes dans la Catalogne, l'Aragon, la Navarre et la Biscaye, en face du cordon français. La garde nationale volontaire s'élevait à cent cinquante mille hommes ; elle était équipée, armée et instruite, et elle avait donné plus d'une preuve de sa valeur.

Elle ne manquait que d'une organisation générale, et les bataillons ou compagnies de chaque ville ou bourg étaient indépendans

l'un de l'autre et par conséquent isolés. Il fallait donc lui donner cette organisation, en formant des régimens, des brigades, des divisions dans chaque province; cela se pouvait sans nuire à l'organisation politique. Les quatre provinces frontières auraient eu trente mille gardes nationaux prêts à joindre l'armée de ligne qui s'y trouvait. Alors l'Espagne présentait en première ligne environ soixante-dix mille hommes, et en réserve plus de cent vingt mille. Ces mesures auraient changé la face des affaires, et elles étaient justifiées par l'état de rébellion des provinces frontières; mais, ainsi que nous le verrons, on ne fit rien de tout cela. Je ne cessais de faire à ce sujet les plus vives représentations à mes amis des cortès. Ils en reconnurent la justesse lorsque je les revis proscrits à Londres.

La faction des absolutistes ne s'endormait cependant pas; leurs menées à Madrid, et les intrigues de cour, enlaçaient le ministère et le

retènaient dans un cercle d'apathies et d'inquiétudes. La plus grave était la crainte de l'évasion de Ferdinand, à laquelle la cour travaillait sans relâche, et espérait réussir. La crainte de cet évènement avait gagné les Cortès, et quelques députés m'en firent part. Je ne pus m'empêcher de leur répondre que la question la plus importante n'était point du tout là. Le but de la Sainte-Alliance était et devait être de détruire les institutions libérales en Espagne, comme dans le reste de l'Europe. Les Bourbons de France surtout, qui travaillaient à se débarrasser tout-à-fait d'une charte à moitié effacée, avaient l'intérêt le plus pressant à rétablir le despotisme en Espagne. La présence ou l'absence de Ferdinand, à Madrid, n'était qu'un objet secondaire, dont l'influence n'irait pas plus loin qu'une modification dans la rédaction du manifeste.

Si Ferdinand parvenait à s'échapper et à passer les Pyrénées, il ne manquerait pas de protester qu'il avait été forcé à accepter

une constitution odieuse à la partie saine de la nation, et qu'il réclamait le secours de la Sainte-Alliance pour assurer le bien-être de ses loyaux sujets. Voyez les Bourbons de Naples, en 1821.

Si, au contraire, il restait à Madrid, ce serait la Sainte-Alliance qui déclarerait alors qu'il était retenu par force dans sa capitale, et qu'un devoir impérieux l'appelait à venger la cause des rois, et à aider des sujets fidèles à délivrer leur souverain des mains d'une bande de rebelles. Voyez la lettre de Louis XVI, et le manifeste de Brunswick, en 1791.

L'objet important était donc de commencer par mettre l'Espagne dans un état de défense respectable, afin d'arrêter par la force une invasion qu'on ne pouvait espérer d'empêcher par des négociations, où l'on aurait à lutter contre les déceptions, les mensonges et la perfidie. Les députés Serrano, Beltran de Lys et les communeros partageaient mon opinion; mais les ministres et les francs-maçons vou-

lurent *rester sages;* les doctrinaires ou anilleros étaient tous vendus à la cour.

A Valence, une nouvelle procédure avait été entamée contre le général Elio, comme fauteur de la révolte des canonniers, le 30 mai. Le conseil de guerre, réuni le 28 août, le condamna à mort. Mais, selon les lois espagnoles, la sentence devait être approuvée par le commandant supérieur militaire. Le baron d'Andilla, qui avait succédé, quinze jours auparavant, à Almodavar, renonça au commandement; le général Clarke, qui commandait la subdivision de Jativa, refusa de s'en charger; treize généraux ou officiers supérieurs, en non-activité à Valence, refusèrent également, et le commandement se trouva dévolu à un lieutenant-colonel nommé don Vincent Valterra. Les francs-maçons auraient voulu que l'exécution fût retardée jusqu'à l'arrivée du brigadier Espinosa, nommé pour commander à Valence. Mais la municipalité ayant annoncé au colonel Valterra que la tranquillité publique

courait des dangers, par l'exaspération que causait dans le peuple le retard de l'exécution, la sentence fut approuvée le 3 septembre, et Elio exécuté le même jour. Il mourut avec courage, et le peuple s'abstint de toute invective tant qu'il vécut ; mais l'exécution achevée, un cri unanime de *vive la Constitution* ! se fit entendre. Quelques jours après, le gouvernement exila, en divers lieux, les généraux et les officiers qui avaient refusé le commandement de Valence.

A peu près à la même époque, les généraux Sarsfield et Carlos O'Donnel, le colonel Freyre et quelques autres officiers désertèrent l'Espagne, pour aller rejoindre la bande de factieux d'Eguia, qui s'organisait en France. Cette désertion d'officiers supérieurs jouissant d'une fortune honorable et que personne n'inquiétait était d'un funeste augure. O'Donnel surtout, dont le frère, le comte de l'Abisbal, venait d'être nommé premier inspecteur-général d'infanterie, n'avait aucun motif de mécon-

tentement; il fallait donc admettre que la restauration du pouvoir absolu, à l'aide des Bourbons de France, leur paraissait immanquable. Depuis un an le gouvernement français mettait à la disposition de son ambassadeur de fortes sommes qui servaient à acheter des partisans à l'absolutisme et dont l'effet fut assez sensible dans les Cortès et parmi les généraux. Presque en même temps Morillo, craignant le résultat du procès entamé à l'occasion des événemens du 7 juillet, et qui se poussait vigoureusement, s'enfuit de Madrid déguisé. Il fut arrêté dans un village de l'Andalousie et ramené en prison à Madrid; mais dans ce moment, une négociation était entamée entre les francs-maçons et les doctrinaires ou anilleros, afin de réunir les deux sociétés. Cette réunion, qui fut la véritable cause de la perte de l'Espagne, eut lieu, et Morillo devint nécessaire à l'accomplissement du projet des doctrinaires; il fut donc relâché.

Le congrès de Vérone était réuni et délibé-

rait sur les moyens de renverser la constitution en Espagne. Le cordon sanitaire français s'augmentait de jour en jour, et l'appui accordé aux factieux espagnols n'était plus même déguisé. Il était donc naturel de croire que le gouvernement se hâterait de réunir dans les provinces frontières les troupes de ligne et les milices actives dont il pouvait disposer : c'est-à-dire environ vingt-cinq mille hommes; que la garde nationale volontaire recevrait une organisation coordonnée, et serait réunie en corps dans chaque province, prête à marcher où le besoin de fortifier l'armée de ligne se ferait sentir. Enfin que l'armée permanente serait immédiatement portée sur le pied de guerre par un prompt recrutement; que les fonds nécessaires pour l'armement et l'équipement des recrues seraient votés et réunis : rien de tout cela ne fut fait. Le ministère présenta à la vérité des projets de loi pour le recrutement de l'armée sur le pied de guerre et pour l'assignation des fonds nécessaires à la

prompte entrée en campagne; mais le système de recrutement adopté était aussi mauvais qu'il était possible. Les recrues devaient d'abord se réunir dans un des grands dépôts assignés pour chaque armée future; là ils devaient être habillés, équipés et armés, avant de joindre leurs corps respectifs. Pendant ce temps les régimens devaient rester dans leurs garnisons de l'intérieur. Il était facile de voir que, ces mesures étant prises au mois d'octobre 1822, le mois de février 1823 arriverait avant que les régimens eussent reçu le complément qu'ils attendaient pour marcher; et pendant ce temps, les frontières restaient dégarnies.

Quant à la garde nationale volontaire qui, sans exagération, valait, sous tous les rapports, mieux que les troupes de ligne, il n'en fut pas question; elle fut laissée dans son état de dispersion, qui l'exposait, lors de l'invasion du territoire, à être détruite faute d'une organisation qui lui permît de se réunir: il ne faut pas s'en étonner. Les doctrinaires qui, par

leur alliance avec les francs-maçons, étaient devenus faction dominante, voulaient trahir la patrie et ouvrir à l'ennemi le chemin de la capitale. Ils ne pouvaient donc pas songer à réunir sous les armes un corps dont le nombre, le courage et le patriotisme auraient rendu toute trahison impossible; il est de règle générale que tout gouvernement, qui veut trahir les peuples ou qui tend à l'absolutisme cherchera toujours à écarter la garde nationale, à la désorganiser et à la dissoudre même au besoin.

La réunion des fonds nécessaires pour l'armement dont on devait s'occuper, ne fut pas préparée d'une manière moins malencontreuse. La fourniture de l'armement et de l'équipement fut comprise dans un emprunt contracté avec un négociant anglais. Il en résulta un retard indéfini, puisque l'emprunt devait être rempli, avant qu'on pût disposer des traites nécessaires pour payer les fournitures. D'un autre côté, le négociant anglais dut traiter, pour les armes, avec un manufacturier de ses compatriotes,

dont les liaisons avec le parti servile étaient connues, et eurent pour effet de faire manquer cette fourniture. On contracta encore, à des conditions qui paraissaient avantageuses, un emprunt de quatre cent mille réaux (100,000 fr.) et cela pour soutenir une guerre. En vérité c'était se moquer du monde.

Au mois de novembre, les députés libéraux des Cortès ayant inutilement pressé les ministres d'utiliser les réfugiés étrangers, et de présenter à ce sujet un projet de loi, en prirent eux-mêmes l'initiative, dans la séance du 11; comme on peut bien le penser, les anilleros s'élevèrent avec force contre cette idée. Le député Augustin Arguelles se signala encore une fois par l'expression de sa haine contre les étrangers. Il proposa simplement de les comprendre en masse dans le recrutement, tous devant se trouver fort honorés de servir comme simples soldats dans les armées espagnoles. S'il eût été question de la garde nationale volontaire, son expression

pouvait être juste : il aurait été honorable pour tous d'y entrer. Elle nous avait déjà même reçus dans ses rangs pour combattre. Quant aux régimens de ligne, on aurait pu répondre : il n'y a pas de quoi. La discussion s'échauffa, et commençait à dégénérer en personnalités, lorsque les ministres y mirent fin. Ils déclarèrent qu'ils trouvaient le projet bon en lui-même, mais que le moment n'était pas encore opportun pour le mettre à exécution; ils en demandèrent donc l'ajournement, qui fut adopté.

L'unique motif qui fit reculer les ministres devant une mesure qui pouvait alors être utile, fut la crainte de fournir un prétexte d'invasion à la Sainte-Alliance. C'était la répétition de ce qu'avaient fait les Napolitains. Mais ils auraient bien voulu qu'une tentative révolutionnaire fût faite sur les frontières de France, de manière à pouvoir en profiter, si elle réussissait, et la désavouer dans le cas contraire. Ils ne concevaient pas que de petites entreprises isolées, et non appuyées d'une

manière efficace, fût-ce même en secret, devraient nécessairement échouer. Personne ne prendrait le change sur leur désaveu, après l'évènement. Si une légion étrangère, organisée pendant qu'on était encore, au moins en apparence, en état de paix, était placée à portée des frontières, on pouvait, en correspondant avec les comités patriotiques français, espérer de la voir se grossir assez rapidement. Une fois arrivée à environ trois mille hommes, cette légion aurait pu espérer de faire en France ce que les serviles faisaient en Espagne, avec les troupes de la régence absolutiste d'Urgel; mais il fallait aussi avoir sur les frontières un cordon d'observation comme la France. Je reçus au mois d'octobre, et ensuite au mois de novembre, l'invitation de me rendre en Navarre et en Biscaye, où se trouvaient environ deux cents réfugiés, et de passer, en y allant, par Madrid, afin de conférer avec les ministres sur ce que je devrais entreprendre. Il était ridicule de prétendre réussir à quelque chose avec

une poignée d'hommes, isolés, dépourvus de tout appui, et presque désavoués d'avance. Je n'ai jamais eu d'inclination pour les rôles d'Alexandre aux marionettes, et je déclinai la proposition.

A la fin de décembre 1822, le cordon sanitaire français prit le nom d'armée d'observation. Il y avait long-temps que la fièvre jaune n'existait plus en Espagne; il fallait donc ou retirer les troupes placées en observation sous le prétexte de l'épidémie, ou leur donner un autre nom. Celui-ci était au moins significatif. Les délibérations et les actes du congrès de Vérone prenaient un caractère prononcé, et il était évident que les déterminations de la Sainte-Alliance tendraient au renversement de la constitution espagnole. Les Bourbons de France y avaient un intérêt direct, et ils le faisaient bien voir par l'appui qu'ils accordaient aux factieux espagnols; mais, pour ne pas trop choquer l'opinion publique, ils voulaient avoir l'air d'être contraints à une intervention à la-

quelle ils s'étaient préparés. De là vint la jonglerie de M. de Villèle, qui paraissait opposé à cette intervention, et qui eut l'air de ne s'y décider que, parce que, disait-il, « il fallait ou « faire la guerre au midi, ou la recevoir au « nord. » L'Angleterre, de son côté, jouait son rôle habituel, celui d'une neutralité intéressée dont elle comptait recueillir quelques avantages; elle ne tarda pas en effet à tirer parti de la situation difficile où se trouvait l'Espagne.

Aussitôt que l'Amérique espagnole eut déclaré son indépendance, les Anglais se hâtèrent d'entrer dans les relations de commerce les plus étendues avec les insurgés. Les lois prohibitives de l'Espagne ne pouvant plus être exécutées avec rigueur par la métropole, ce commerce éprouvait peu d'obstacle. Cependant quelques bâtimens anglais furent pris par les croiseurs espagnols. En 1819, le gouvernement anglais, voulant protéger ses sujets, fit déclarer au gouvernement espagnol que, s'il

ne voulait pas reconnaître l'indépendance de l'Amérique du Sud, il eût à permettre le commerce entre l'Angleterre et les provinces insurgées. Le ministère refusa d'abolir les lois prohibitives, mais promit de tolérer le commerce. Cependant, après 1820, quelques vaisseaux anglais, qui avaient voulu forcer le blocus, et qui étaient chargés d'armes et de munitions, c'est-à-dire de véritable contrebande de guerre, avaient été capturés. On se récria beaucoup contre ce prétendu manque de parole, et après de longues négociations sans résultats, sir William A'Court fut envoyé par le cabinet anglais à Madrid, pour leur donner une nouvelle impulsion. Le nom seul de ce négociateur était d'un augure non moins sinistre que la circonstance dans laquelle il arrivait.

La première note de sir W. A'Court présenta hautement les prétentions de l'Angleterre. La levée du blocus maritime de l'Amérique du Sud, et une indemnité pour les vaisseaux capturés, qui fut portée à environ douze millions.

N'ayant pas reçu pour réponse une acceptation pure et simple, il en présenta une seconde, pour annoncer que deux escadres allaient mettre à la voile de Portsmouth pour Porto-Rico et Porto-Cabelo, avec l'ordre de capturer les vaisseaux espagnols qu'elles rencontreraient, jusqu'à la concurrence de douze millions demandés. Menacée d'une guerre continentale, l'Espagne ne pouvait pas risquer de perdre le peu de commerce qui lui restait, en rompant avec l'Angleterre. Il fallut donc céder; le blocus maritime fut levé, et le 2 janvier 1823, les Cortès reconnurent la nouvelle dette de douze millions que la générosité britannique leur imposait. Le trait est caractéristique, et ne doit pas étonner du gouvernement anglais.

Étant ainsi débarrassés à prix d'argent des difficultés suscitées par l'Angleterre, qui, pour prix de cette condescendance, avait promis de garder la neutralité, les ministres semblèrent perdre de vue les dangers qui les menaçaient de la part de la France. Cette funeste illusion

gagna les patriotes les plus éclairés, et le 3 janvier, le député Beltran de Lys m'annonçait positivement que la France renonçait à tout projet hostile, en réponse à une lettre où je recommandais à lui et à ses collègues de redoubler de surveillance et d'activité, et d'obliger les ministres à réunir en hâte une armée sur les frontières.

Cette dernière illusion ne fut au reste pas de longue durée. Dès le 4 janvier, l'ambassadeur de France remit au ministre d'état San Miguel, une note, par laquelle il lui donnait communication des instructions qu'il avait reçues de la cour; conçues dans un style ambigu et dans les termes les plus modérés, elles tendaient évidemment à endormir le gouvernement espagnol, dans l'espérance de négociations futures. Cependant il s'y trouvait une déclaration de principes assez positive, pour que des hommes moins aveuglés que San Miguel et compagnie eussent pu se mettre en garde contre les déceptions et se préparer à tout évènement.

Il y était dit que « une constitution que le roi Fer-
« dinand n'avait jamais reconnue ni acceptée,
« *lorsqu'il reprit sa couronne* (1814), lui avait
« été imposée depuis, par une insurrection
« militaire. Le gouvernement du Roi de France
« est entièrement d'accord avec ses alliés, dans
« la ferme résolution de *comprimer* de toutes
« manières *les mouvemens et les principes révo-*
« *lutionnaires*. Vous voudrez donc bien infor-
« mer le gouvernement espagnol que, lorsque
« la tranquillité sera rétablie en Espagne, il
« pourra compter sur les dispositions sincère-
« ment amicales de ses voisins. »

Le lendemain 5, des notes analogues furent remises par le comte Bulgary, ambassadeur de Russie, et par les chargés d'affaires d'Autriche et de Prusse. Elles étaient toutes plus fortes que celle de la France, et chacune portait un caractère différent. La note de la Russie était un véritable manifeste de Cosaques, plein d'allégations mensongères et d'injures. Celle de l'Autriche, plus modérée dans les

expressions, établissait que, pour conserver les relations amicales qui existaient entre l'Espagne et les autres puissances, la liberté du roi était une condition *sine quâ non*, et que le roi ne serait libre que lorsqu'il pourrait remplacer un ordre de choses reconnu impraticable même par ceux que la vanité et l'égoïsme portaient à le maintenir, par un autre ordre de choses qui unît les droits de la monarchie aux intérêts de toutes les classes de la nation. La note de la Prusse établissait en principe qu'une révolution, née d'une insurrection militaire, détruit les fondemens de l'ordre social, et que, quoique les cours étrangères n'aient pas le droit de prescrire les institutions convenables à l'Espagne, elles ne pouvaient se dispenser de prévoir les conséquences d'un évènement de ce genre, et de régler leur conduite d'après ces conséquences.

L'indignation que devait causer une conduite aussi dépourvue de toute pudeur, fut le premier sentiment qui s'éleva dans le cœur de

San Miguel. Il fut au moment d'envoyer aux ministres de Russie, d'Autriche et de Prusse, leurs passeports, sans attendre qu'ils les demandassent. Sir W. A'Court intervint, et persuada à San Miguel de chercher à gagner du temps et de ne pas précipiter une rupture. En effet le brusque renvoi des trois ambassadeurs, aurait forcé celui de la France à partir également, et aurait de suite placé l'Espagne en état de guerre avec la France. Un pareil résultat ne pouvait être avantageux à la première puissance, qu'autant qu'une armée de cinquante ou soixante mille hommes aurait été réunie sur les frontières, et que son avant-garde aurait pu passer la Bidassoa à la suite de M. de Lagarde. Loin de là, le gouvernement espagnol n'était pas prêt, et il lui fallait gagner du temps pour se préparer. Les ministres, réfléchissant à la position où les mettaient des déclarations aussi inattendues, adoptèrent la ligne de conduite qu'ils crurent la plus conforme à leur dignité, au régime constitutionnel et à leur

propre responsabilité; ils se décidèrent à communiquer aux Cortès, en séance publique, les notes qu'ils avaient reçues, et la réponse qu'ils voulaient y faire. Ils étaient autorisés à cette publicité par l'exemple de la France, qui avait fait publier dans les journaux les instructions adressées à son ambassadeur.

Dans la séance du 9 janvier, le ministre d'état, après avoir lu les notes remises par les quatre ambassadeurs, lut également une circulaire adressée aux ambassadeurs d'Espagne près des différentes cours, et qui devait être communiquée aux représentans de la Sainte-Alliance à Madrid, pour servir de réponse à leurs notes. Pendant cette lecture, il fut aisé de lire sur la figure des députés et des spectateurs qui étaient dans les galeries, et de juger, par les exclamations qui leur échappèrent à certains passages des notes, de l'indignation qu'excitait une conduite presque sans exemple dans l'histoire. La lecture faite, le président, au lieu de répondre, selon la formule

d'usage, *les Cortès ont ouï, et prendront en considération*, fit la déclaration suivante. « Les « Cortès ont entendu la communication faite « par le gouvernement de S. M. Fidèles à leur « serment et à la nation qu'elles représentent, « elles n'admettront ni altération, ni modifica- « tion à la constitution en vertu de laquelle elles « sont assemblées, si ce n'est pour obéir à la « volonté de la nation et selon les lois. Les « Cortès fourniront au gouvernement de S. M. « les moyens nécessaires pour repousser l'agres- « sion des puissances qui oseraient attaquer la « liberté, l'indépendance et l'honneur de la « nation espagnole, la dignité et la splendeur « du trône constitutionnel. » Cette réponse fut accueillie par des applaudissemens unanimes.

Après cette communication, le député Galiano proposa une adresse au roi, dans laquelle les Cortès répéteraient et sanctionneraient la déclaration faite par le président. Son discours, plein de patriotisme et d'une généreuse indi-

gnation, fut vivement applaudi, la motion adoptée et un comité chargé de rédiger l'adresse et de la présenter séance tenante; mais Arguellez et Galiano même, ayant observé que la discussion, sous la première impression des sentimens qui dominaient l'assemblée, ne serait pas assez calme ce jour-là, le rapport du comité fut remis au 11.

Le 9, en sortant de la séance, le gouvernement espagnol remit aux ambassadeurs des quatre puissances la réponse qu'il avait promise. Il y eut pour la France une note séparée, conçue dans un style modéré, mais où un juste sentiment d'humeur perçait dans les phrases suivantes. « L'armée d'observation que « la France entretient aux Pyrénées, ne peut « pas remédier aux désordres qui affligent « l'Espagne. Les faits ont prouvé que l'exis- « tence de ce cordon sanitaire, devenu armée « d'observation, n'a servi qu'à accroître les espé- « rances des fanatiques, qui ont répandu dans « nos provinces des rumeurs séditieuses, et

« l'idée d'une invasion immédiate de notre ter-
« ritoire. L'unique secours que la France
« puisse offrir en ce moment à l'Espagne, est
« d'une espèce négative. C'est de dissoudre
« l'armée des Pyrénées, de chasser de chez
« elle les rebelles espagnols, et d'imposer si-
« lence à ceux qui répandent les plus atroces
« calomnies contre le gouvernement espagnol;
« c'est ce que réclame le droit des gens, res-
« pecté par toutes les nations civilisées. Dire
« que le gouvernement français désire le bien-
« être de l'Espagne, lorsqu'il entretient les
« élémens destructeurs qui menacent jusqu'à
« son existence, est une contradiction bien
« étrange. »

Les réponses adressées aux cours de Pétersbourg, Vienne et Berlin, étaient plus courtes et d'une précision étudiée; elles consistaient dans une simple énonciation de faits et de principes, et le refus de l'Espagne de reconnaître le droit d'intervention d'aucune puissance étrangère dans ses affaires. Les trois derniers

ambassadeurs demandèrent leurs passeports le 10, et les reçurent le 11. La lettre que le comte Bulgary écrivit à ce sujet était remarquable par sa grossièreté, et la réponse de San Miguel ne fut guère polie. M. de Lagarde, d'après ses instructions, resta encore à Madrid. D'un côté, il fallait donner le temps aux troupes qui s'avançaient de l'intérieur de la France vers les Pyrénées, d'y arriver, et à l'armée celui de compléter son organisation. De l'autre, il fallait, en nourrissant des espérances fallacieuses d'accommodement, endormir le gouvernement espagnol, et le retenir dans une apathie jusqu'alors si fatale à l'organisation des moyens de défense.

Nous ne pouvons nous dispenser de faire quelques réflexions sur la conduite du gouvernement espagnol. Dans cette occasion, les ministres se sont un peu trop écartés de la prudence qui leur était commandée par la situation intérieure de l'Espagne. Le mode d'intervention de la Sainte-Alliance, et les notes qui

en avaient été l'expression, étaient par elles-mêmes une insulte grave et rappelaient l'insolance brutale d'Attila; elles devaient exciter au plus haut degré l'indignation de tout homme qui conservait quelques sentimens d'honneur; mais tout en ressentant cette indignation, les ministres avaient des devoirs à remplir qui leur ordonnaient d'en comprimer momentanément l'expression. Ils avaient été assez aveugles pour négliger de s'occuper activement des moyens de défense et de l'armement de la nation, ils ne pouvaient pas soutenir par la force le langage sévère que la justice de leur cause les autorisait à tenir en répondant à l'insolent manifeste de gouvernemens sans foi, que la force seule peut contenir. Dans cette position, le devoir des ministres était de gagner du temps, ainsi que le leur avaient insinué sir W. A' Court, et d'entamer des négociations qu'il fallait prolonger sous toutes sortes de prétextes. Le moyen leur en était offert et par la note ambiguë de la France, et par une

espèce d'ouverture que contenait la note de l'Autriche. Il y était dit que l'Espagne devait remplacer une constitution impraticable par une autre, où les droits du trône fussent combinés avec les intérêts de la nation. C'était de ce point qu'il fallait partir.

Il était aisé de prouver que l'Espagne, en adoptant une constitution monarchique, n'avait pas entendu anéantir les droits de la couronne; que les Cortès de 1812, placés dans des circonstances extraordinaires, avaient si bien senti que leur œuvre ne pouvait pas être parfaite, qu'elles avaient laissé à leurs successeurs, après un temps déterminé, la faculté de réviser la constitution; qu'en partant de la première publication, en 1812, cette époque était déjà passée; et qu'il était ainsi possible de s'entendre pour toute modification compatible avec l'honneur et les intérêts de la nation; que les ministres n'hésiteraient pas à soumettre la révision à la délibération des Cortès, si le besoin même de maintenir l'harmonie exis-

tante avec les autres puissances de l'Europe ne les obligeait pas de chercher à connaître d'abord quels étaient à ce sujet les désirs des alliés, et ensuite à convenir réciproquement des bases sur lesquelles devaient être assises les modifications à proposer aux Cortès. Une réponse de cette nature, communiquée au cabinet anglais, en réclamant sa médiation, aurait obligé la Sainte-Alliance à combiner de nouvelles notes, et à s'exprimer plus clairement. Une fois entré en négociations, il était facile de les prolonger, même par des disputes de mots, en ayant l'air de céder sur les choses, jusqu'à l'instant où l'Espagne se serait trouvée en état de défense respectable. Alors on pouvait encore, en relevant toutes les contradictions d'une négociation fallacieuse de la part de la Sainte-Alliance, rejeter sur elle l'odieux de la rupture, et la forcer à s'expliquer assez clairement pour ouvrir les yeux aux Espagnols les plus aveugles, et pour faire cesser la division existante entre les patriotes exaltés et

les modérés. J'ai eu occasion de voir sir W. A'Court à Gibraltar, et j'ai trouvé qu'il partageait mon opinion sur ce qui s'était passé alors.

Le 20 janvier, les lords Fitzroy Somerset et Levison Gower arrivèrent à Madrid, chargés d'une mission secrète du cabinet anglais. La nature de cette mission obligeait les négociateurs à tant de confidences, qu'elle fut bientôt connue. Il s'agissait, en effet, de persuader les personnages les plus influens du gouvernement et des Cortès, de la nécessité de modifier la constitution, et de diviser la législature en deux chambres. Wellington avait remis aux négociateurs un mémoire très détaillé à ce sujet, et ils eurent quelques conférences avec le général Alava, qui avait servi sous les ordres du généralissime anglais. Dans le même temps, il se trouvait aussi à Madrid, un agent secret de la France, M. Galabert, que M. de Châteaubriand y avait envoyé pour une mission pareille, dont il rend compte lui-même dans une brochure publiée à Paris en 1825.

La division de la législature en deux branches aurait peut-être été possible alors; au moins l'opinion générale de la nation n'y était pas contraire, ainsi que j'ai pu m'en assurer. On regardait en général les grands d'Espagne, comme membres-nés de la chambre haute, et la conduite sage et modérée du plus grand nombre des personnages de cette classe, lui avait conservé beaucoup du crédit qu'elle devait à son rang et à ses richesses. Les grands, de leur côté, étaient presque tous disposés à se présenter comme appui de la constitution, et d'allier leurs intérêts à ceux de la nation. Réduits à la nullité, par la jalousie et les intrigues des doctrinaires qui accaparaient tous les emplois, grands et petits, ils trouvaient dans la division de la législature une place et un rôle honorables, et n'étaient plus livrés, isolés et sans défense, aux caprices du pouvoir absolu. On trouve des traces très marquées, et même des preuves, de ce que je viens d'avancer, dans la protestation des soixante grands d'Es-

pagne, qui parut lors de l'invasion, et causa leur exil. Cette négociation était, je crois, alors sincère de la part de l'Angleterre; mais elle ne l'était pas de la part des Bourbons de France. Ni eux, ni la Sainte-Alliance, ni même M. de Châteaubriand, ne voulaient en Espagne de constitution d'une espèce quelconque. En la suivant, on aurait cependant obtenu un avantage, celui de gagner du temps, d'obliger la Sainte-Alliance à avouer ouvertement son but, et d'engager l'Angleterre à intervenir en faveur de l'Espagne.

Mais les doctrinaires étaient là, avec leurs petites idées, leurs intrigues perpétuelles, leur ambition sans pudeur, comme leur amour-propre (1). Proposer une seconde chambre,

(1) On peut bien leur appliquer ce que Napoléon dit des clubistes de Clichy, pères de la doctrine et complices de Willot et de Pichegru. « Ils se donnaient pour sages modérés, bons Français. Étaient-ils ré-« publicains? Non. Étaient-ils royalistes? Non. Ils voulaient donc la « constitution de 1791? Non. Celle de 1793? Beaucoup moins. Celle « de 1795? Oui et non. Qu'étaient-ils donc? Ils n'en savaient rien; « ils auraient voulu telle chose avec des *si*, telle autre avec des *mais*. Ce qui les faisait agir, leur donnait du mouvement, c'étaient les ap-

c'était conduire de l'eau à leur moulin; mais ils la voulaieut à leur manière. N'étant ni ducs, ni marquis, au moins pour le plus grand nombre, ils ne pouvaient pas désirer, dans leur intérêt, une chambre des pairs dont les siéges appartiendraient de droit à la haute aristocratie, et leur intérêt est leur unique idole. Il fallut donc chercher une autre combinaison qui leur servît mieux. Voici celle qu'ils inventèrent. Un article de la constitution donnait aux cortès le droit d'établir l'organisation et les attributions du conseil-d'État. Elles pouvaient donc lui conférer le droit de réviser les lois et les décrets avant de les soumettre à la sanction du roi, accroître à un nombre suffisant celui de ses membres, et déterminer que les nominations seraient faites sur une liste de candidats, présentés par le conseil-d'État même.

« plaudissemens du salon, les louanges résultant du succès de la tri« bune. » (Mémoires, par Montholon, t. IV, p. 220.) Ce que veulent et voudront toujours les doctrinaires de tous les pays, et ce que Napoléon n'a pas dit, quoiqu'il le sût fort bien, c'est des emplois, de l'argent, et une organisation qui leur en assure le monopole.

C'était une chambre haute doctrinaire, et qui ne pouvait pas échapper à cette faction, car elle était alors assez puissante pour la remplir au moment de son organisation. Le conseil-d'État nommant à la plus grande partie des fonctions du gouvernement, et influant même sur le choix des ministres, les doctrinaires auraient eu ce qu'ils voulaient, des emplois et de l'argent. Cette brillante conception fut révélée à l'Espagne par un pamphlet que les doctrinaires répandirent avec profusion, pour préparer, disaient-ils, l'opinion publique. L'effet en fut malheureux pour eux et désastreux pour l'Espagne. Les communeros s'élevèrent avec force contre une création insolite et honteuse. Si la nation voulait une chambre haute, les siéges en appartenaient aux grands d'Espagne, dont la conduite n'avait pas mérité cette exclusion. En devenant un corps fondamental de l'État, cette classe puissante alliait ses intérêts à ceux de la nation, et en doublait la force. La grande majorité des Espagnols accueillit le

pamphlet avec dégoût, et conçut un mépris profond pour une tourbe d'intrigans, qui avaient nourri les patriotes confians d'illusions, et dévoilaient tout à coup leur égoïsme, leur ambition et leur avidité. Il en résulta dans l'esprit public une torpeur qui fut la première cause des désastres qui suivirent.

Quoique le *moi*, ainsi que mes lecteurs auront pu s'en convaincre, soit loin d'être l'objet principal de ces mémoires, je ne puis cependant pas passer sous silence une communication qui me fut faite à l'époque de l'arrivée en Espagne des deux envoyés anglais que j'ai nommés plus haut. M. Rossel, négociant anglais, établi à Alicante, avec qui j'étais lié et qui l'était lui-même avec le lord Somerset et son collègue, fit un voyage à Madrid pour les voir. A son retour, il me complimenta de leur part, sur ce que j'avais été compris dans le testament de Napoléon. En effet, parmi les les legs stipulés, il y en avait un de *cent mille francs* en faveur de........, en récompense

de ce qu'il avait écrit sur l'histoire des campagnes de nos armées, et pour l'encourager à continuer ses travaux. Le nom attaché à ce legs au dire des deux envoyés anglais, qui avaient *vu le testament*, était le mien. La chose était assez naturelle. Napoléon m'avait fait dire en 1815, par le général Vignoles, qu'il voulait que j'écrivisse l'histoire des guerres de la révolution, et qu'il me destinait une dotation à cette condition. J'avais rempli cette tâche, je l'avais même remplie *seul*, dans ce sens que seul je n'ai été guidé que par le patriotisme et l'amour de la vérité, sans arrière-pensée de coterie ou de défection. Cependant lorsque le testament fut imprimé, et il le fut sans que rien garantît l'authenticité et la véracité de ce qu'on publiait, il se trouva, à ce même article, un autre nom que le mien, et même un nom qui est en contradiction avec le texte de la disposition qui lui a été appliquée, puisqu'il n'a *jamais écrit d'histoire militaire* et n'en écrira sans doute jamais. A mon retour en Angle-

terre, en 1824, j'eus la curiosité de vérifier la chose en demandant communication de l'*original du testament.* Il n'était plus dans les mains de celui qui en avait été dépositaire, c'est ce dont j'ai pu m'assurer, et je ne crois pas que cet original puisse jamais être communiqué à personne. L'imprimé reste seul, sans qu'il puisse également jamais être prouvé qu'il est conforme à l'original. A mon retour en France, je renonçai à toute recherche ultérieure, d'après ce que j'ai eu l'occasion de voir et d'apprendre. Les scandaleuses dénégations, les réductions, les lenteurs, les dégoûts qu'ont éprouvés plusieurs légataires, qui n'étaient pas de la coterie directrice, la discussion même qui va s'élever à l'égard du médecin Antomarchi, en diront sur cette sale affaire plus que toutes les réflexions que je pourrais ajouter.

FIN DU TOME TROISIÈME.

TABLE DES CHAPITRES.

CHAPITRE X.

CHAPITRE XI.

CHAPITRE XII.

CHAPITRE XIII.



FIN DE LA TABLE.

